

## PREMIÈRE DISSENSION SÉRIEUSE DANS LA MAJORITÉ

### M. Giscard d'Estaing se démarque du gouvernement en approuvant le raid américain en Libye

M. Jean Lecanuet, président de l'UDF et président de la commission des affaires étrangères, puis M. Valéry Giscard d'Estaing ont, le mercredi 16 avril, approuvé le raid américain en Libye et regretté dans des termes plus ou moins vifs la décision du gouvernement français de ne pas autoriser les avions américains basés en Grande-Bretagne à survoler le territoire français pour aller bombarder Tripoli et Benghazi. En se démarquant de M. Chirac, l'UDF provoque ainsi la première dissension sérieuse dans la majorité et critique implicitement la concertation entre le président de la République et

le premier ministre en matière de politique étrangère.

En Libye, coupant court aux rumeurs de coup d'Etat qu'avaient provoquées, mercredi, des fusillades à Tripoli, le colonel Kadhafi a fait dans la soirée une déclaration à la télévision. Il a assuré, après la tentative de « bombardement » de l'île italienne de Lampedusa, qu'il « mettait fin à l'escalade » et ne s'en prendrait plus au sud de l'Europe.

Réunis à Paris, les Douze de la CEE ont demandé l'arrêt de « toutes opérations militaires » et appelé « toutes les parties à la modération ».

Gare aux compromis de la cohabitation ! Gare à la compromission : c'est le message soutenu par les propos de plusieurs représentants de l'UDF, qui regrettent que le gouvernement français n'ait pas soutenu l'intervention américaine. Et non des moindres, puisque M. Giscard d'Estaing est de ceux-là. Il approuve l'action américaine en

Libye et souligne que dans de telles circonstances « l'Occident doit donner avant tout la preuve de sa solidarité ». L'ancien chef de l'Etat explique également que la France aurait dû rendre la politesse aux Etats-Unis dont les avions avaient transporté nos troupes à Kolwezi en 1978.

« Je n'imagine pas que la cohabitation puisse tourner à la coges-

tion », observait, pour sa part, M. Lecanuet, la mine l'assomée, dans les couloirs de l'Assemblée nationale. Sans doute, ajoutait le président de la commission des affaires étrangères, MM. Chirac et Mitterrand ont-ils eu, en refusant d'impliquer la France dans l'opération de Tripoli, le souci de ne pas heurter les pays arabes, particulièrement ceux dont peut dépendre le sort des otages français détenus au Liban. L'attitude de la France n'en est pas moins, selon lui, regrettable.

PATRICK JARREAU.

(Lire la suite page 5, et, page 10, un entretien avec M. François Léotard : « Nous nous comportons en alliés "loyaux et différents" ».)

### Trois otages britanniques assassinés au Liban

Beirut (Reuters). — Les corps des trois Britanniques portés disparus au Liban ont été retrouvés dans le village de Baalbek, dans le mont Liban, à 17 kilomètres de Beyrouth, après un raid du 17 avril, de source militaire libanaise. Les deux commandants, Leigh Thompson et Philip Phillips, avaient été capturés dans la nuit du 28 au 29 mars dernier. M. Alec Collett, troisième des trois, journaliste et fonctionnaire britannique, avait été libéré le 25 mars 1985.

## LA RÉUNION DE L'OCDE

### Une mariée trop belle ?

Comment améliorer les conditions d'une croissance économique plus soutenue dans le monde ? Tel est le thème central de la réunion du conseil des ministres de l'OCDE, qui se tient à Paris les jeudi 17 et vendredi 18 avril sous la présidence de la Turquie.

par PIERRE DROUIN

La France est entrée dans un nouveau cycle politique, et le monde dans un nouveau cycle économique. La bonne appréciation de l'environnement international est capitale pour ceux qui ont à gérer notre pays. L'erreur de départ des socialistes, en 1981, a tenu en grande partie à cette méconnaissance : ils attendaient un soutien conjoncturel et ils ont buté sur les arêtes de la crise. Gare aux mêmes illusions d'optique aujourd'hui. Il ne faut pas se plaindre que la mariée soit trop belle... jusqu'au jour où, en s'approchant, on repère les arêtes.

Se frotter les mains devant la baisse des prix des matières premières, du pétrole et du dollar, bon. Voilà qui va redonner en effet de l'air à l'économie et conforter une stabilité conquise d'abord de haute lutte par la gauche, grâce notamment à la désinflation des salaires.

Résultat éloquent : depuis M. Antoine Pinay, en 1952, on n'avait pas fait mieux dans le domaine des prix que la baisse qui s'est inscrite au palmarès de M. Bérézgovoy juste avant son départ. Le phénomène est si rare en France, et la nécessité de casser pour longtemps le comportement inflationniste de nos concitoyens si évidente que, si la droite, après la dévaluation du franc, par une erreur de manœuvre (libération précipitée des prix, relance mal contrôlée) nous ramenait sur une pente du coût de la vie supérieure à 2 % ou 3 % l'an, elle paierait cher ses décisions devant l'opinion. Aussi cher que la gauche, du fait de ses faux pas de 1981.

Il existe un autre danger. M. Pinay avait stoppé l'inflation, mais il avait cassé l'expansion. Or un certain nombre de signes rappellent de bien mauvais souvenirs aux historiens de l'économie. Fièvre de Wall Street et de nombreuses bourses européennes, risques d'anticipation de baisses de prix poussant les consommateurs à retarder leurs achats dans l'espoir que les étiennettes vont encore baisser, etc. Ces phénomènes vont-ils se développer ?

Le marasme des agriculteurs américains n'a jamais été aussi profond depuis la seconde guerre mondiale. Les stocks s'accumulent, les paysans ne peuvent rembourser leurs dettes et veulent leur matériel et leurs terres. Des banques font faillite, et M. Reagan, qui a courageusement résisté aux formidables pressions protectionnistes, va peut-être jeter l'éponge.

L'administration américaine, on le sait, menace la CEE de contingents d'importation et de relèvement de droits de douane sur les produits agricoles en provenance de la Communauté, si certaines clauses de traités d'adhésion de l'Espagne et du Portugal ne sont pas supprimées.

(Lire la suite page 29.)

## APRÈS LA DÉCISION DU CONSEIL D'ÉTAT SUR LA « 5 »

### Le jeu de l'oie des télévisions privées

Partis à rejouer. Tout le monde va se retrouver, en juillet prochain, sur la case départ du grand jeu de l'oie des télévisions privées.

Aux enchères : la cinquième chaîne et peut-être sa petite sœur musicale, deux chaînes du service public, trois canaux du satellite de télévision directe et quelques occasions du côté des stations locales ou de Télé-Montecarlo. Autour de la table, les principaux candidats : Hachette, MM. Robert Hersant, Jérôme Seydoux, Silvio Berlusconi, la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion, sans compter les outsiders, titant déjà le terrain en avançant quelques propositions.

Le président de la République et son gouvernement socialiste avaient tenté de verrouiller le paysage audiovisuel en lançant, juste avant les élections, la cinquième et la sixième chaînes. Quelques mois plus tard, l'opposition de droite, parvenue au pouvoir, remet les compteurs à zéro avec la même détermination. Une opération politique que le Conseil d'Etat vient de faciliter en portant le premier coup sur le mailloin le plus faible du dispositif imaginé par les socialistes : la cinquième chaîne.

L'arrêt rendu le 16 avril, bien que moins sévère que prévu, est pourtant lourd de conséquences. L'interdiction de programmer des films prive la « 5 » de ses programmes à plus forte audience et accroît ses difficultés financières. Pour obtenir un nouveau cahier des charges, le Conseil d'Etat renvoie les dirigeants de la chaîne privée devant un gouvernement qui n'a jamais caché son intention de casser, par la loi, la concession accordée par le pouvoir socialiste, afin de procéder à un nouvel appel d'offres. Pris ainsi en tenaille, la « 5 » ne peut que se résigner à jouer les prolongations pour négocier au mieux ses futures indemnités.

Certes, la position officielle de M. Jérôme Seydoux est tout autre. Lors d'une conférence de presse convoquée quelques heures après la publication de l'arrêt du Conseil d'Etat, le PDG de la « 5 » a indiqué qu'il avait demandé immédiatement un rendez-vous avec M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, pour renégocier le régime de diffusion des œuvres cinématographiques. M. Seydoux se prévaut d'un accord avec les professionnels du cinéma, discuté

avant les élections, et espère que l'Etat signera rapidement un nouveau cahier des charges.

Mais cet optimisme a de quoi laisser sceptique. Cervez M. Seydoux a secrètement rencontré les professionnels du cinéma en février dernier. Il leur a proposé d'abandonner les privilèges très contestés de son cahier des charges et de s'aligner purement et simplement sur les obligations des télévisions publiques vis-à-vis du cinéma.

Mais l'accord n'a pas été entériné par la Chambre syndicale des producteurs, qui exige que la chaîne s'engage aussi sur les œuvres de fiction télévisuelle et consacre 10 % de ses ressources à l'achat de films. Aujourd'hui les producteurs ne sont pas prêts à reprendre les négociations : ils préfèrent attendre le vote d'une nouvelle loi sur l'audiovisuel, qui pourrait assurer la protection économique du cinéma plus durablement qu'un seul contrat.

Chez M. Léotard, la négociation ne semble pas non plus à l'ordre du jour même si on accepte poliment la discussion, ce que le ministre a lui-même confirmé à la télévision.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.  
(Lire la suite page 23.)



Ni paix, ni guerre.



Contre les dégoûts de la vie.

## APOSTROPHES LE 18 AVRIL : HÉLÈNE CARRÈRE D'ENCAUSSE ET JEAN DUTOURD.

Flammarion

## Après la décision du Conseil d'Etat

### LA « 5 » INTERDITE DE FILMS

Le Conseil d'Etat a rendu, mercredi 16 avril, son arrêt sur les conclusions du conseil des ministres de l'OCDE. L'arrêt, qui a été rendu à l'unanimité, interdit à la cinquième chaîne de programmer des films de fiction de plus de 90 minutes.

La disposition visée en fait limiter à deux cent cinquante le nombre de films programmés par la chaîne, sans tenir compte d'un souci de cohérence, d'unité de l'offre et de la qualité de la programmation. Conséquences : une réduction de cent à cent cinquante films de fiction de plus de 90 minutes.

Les autres dispositions de l'arrêt, qui ont été rendues à l'unanimité, ont été rendues à l'unanimité. Elles ont été rendues à l'unanimité.

### VINGT-CINQ FILMS RÉGIONNAUX POUR CANNES

Un certain nombre de films régionaux ont été sélectionnés pour la compétition de Cannes. Ils ont été sélectionnés pour la compétition de Cannes.

### Le choix des entreprises à dénationaliser

### M. MITTERRAND « COURT-CIRCUITE » ?

Après la décision du Conseil d'Etat, M. Mitterrand a été court-circuité. Il a été court-circuité par la décision du Conseil d'Etat.

### LEGERE HAUSSE DU CHOMAGE EN 1985

Le taux de chômage a augmenté en 1985. Il a augmenté de 1 point par rapport à 1984.

### IBM ORD

IBM ORD est une entreprise spécialisée dans la vente de matériel informatique.

### 1 HOMME AVENTURIER VAUT 2 ET C'EST LA SEULE MANIÈRE DE GAGNER

Stephane Men's est un homme d'affaires qui a réussi à gagner beaucoup d'argent.

### COMMANDE PAR TOUTE LA PRESSE

Commandez par toute la presse, c'est la seule manière de gagner.

### LE MONDE

Le Monde est un journal qui vous apporte toutes les nouvelles du monde.

### LE MONDE

Le Monde est un journal qui vous apporte toutes les nouvelles du monde.

### LE MONDE

Le Monde est un journal qui vous apporte toutes les nouvelles du monde.



# débats

## ORDONNANCES

Les juristes frétilent. Depuis longtemps ils n'avaient trouvé un aussi beau champ d'affrontements qu'avec cette « affaire » de la signature des ordonnances dans un régime de coexistence. On le voit bien avec les positions parfaitement antinomiques prises par Yves Gaudemet et Jacques Robert. Raphaël Hadas-Lebel nous propose, lui, un historique, et compte sur les acteurs, plus que sur l'interprétation de la Constitution, pour trancher.

## Le président de la République est tenu de signer

C'est la délibération du conseil des ministres qui est importante

Le président de la République signe les décrets et ordonnances délibérés en conseil des ministres (art. 13 de la Constitution). La question est aujourd'hui posée de savoir si ce texte fait obligation au président de signer les ordonnances ou bien si, au contraire, celui-ci reste libre de sa signature et peut le refuser pour des motifs qui tiennent au contenu du texte.

Précisément parce que la question est difficile et qu'elle est nouvelle, elle mérite mieux que l'affirmation et le fait accompli. C'est dans cet esprit qu'on avance ici l'opinion que le président de la République est tenu de signer les ordonnances délibérées en conseil des ministres, quelle que soit son opinion propre sur le contenu ou les vertus du texte qui lui est présenté.

Quelles sont les considérations qui conduisent à se prononcer en ce sens ?

La plus déterminante n'est sans doute pas celle déjà mise en avant par certains : on a fait valoir que l'article 13 de la Constitution était rédigé à l'indicatif présent et que, dans le langage juridique, l'emploi de ce mode et de ce temps est équivalent à l'impératif. En disant que le président signe les ordonnances, le texte crée une compétence liée, une obligation de la fonction dont le titulaire n'est pas libre de ne pas l'exercer.

L'observation n'est pas négligeable, mais on conçoit bien volontiers que, dans un débat de ce type, les arguments de rédaction peuvent décider ou guider, ils ne tranchent pas.

Il faut donc ouvrir la discussion au fond. L'article 13 de la Constitution indique que les ordonnances sont « délibérées » en conseil des ministres avant de recevoir la signature du président. Selon l'article 19, elles sont ensuite contre-signées par le premier ministre et les ministres responsables. La signature présidentielle est précédée d'une délibération du conseil des ministres et suivie de contre-signatures. Or on raisonne comme si, dans cet ensemble, le seul présidentiel constituait l'élément juridique.

par YVES GAUDEMET (\*)

Sur le plan juridique, l'adoption du texte résulte de la délibération du conseil des ministres. Jusqu'à présent, délibération et signature ont été confondues dans l'analyse, alors qu'elles sont distinguées dans le texte de l'article 13 : c'est qu'aucun conflit ne pouvait naître entre elles. Dans un contexte différent, il faut revenir à la lettre du texte et faire la distinction qu'il comporte. La « délibération » du conseil des ministres est d'ailleurs prévue également pour les projets de loi avant dépôt au Parlement ; et on admet bien aujourd'hui qu'elle ne se réduit pas alors à une décision du président de la République, président de ce conseil.

Sur le plan politique, ensuite, les contre-signatures du premier ministre et des ministres transfèrent à ceux-ci la responsabilité de l'acte.

Entre la perfection juridique de l'ordonnance par la délibération du conseil et la sanction politique du contre-signé, la signature présidentielle n'apparaît que comme une forme d'authentification de l'acte par le président de la République qui préside le conseil au sein duquel celui-ci a été délibéré.

Un contexte plus vaste

On admet volontiers qu'en raisonnant ainsi on ne fait pas disparaître la difficulté, on la déplace. Si l'adoption d'une ordonnance résulte de la délibération du conseil des ministres, non de sa signature, de quoi est faite cette délibération ? C'est ici, et non pas dans la signature de l'acte, que les prérogatives présidentielles pourraient chercher à s'exercer : dans la détermination de l'ordre du jour du conseil des ministres d'abord ; dans la conduite des délibérations ensuite, puisque le président est le seul présidentiellement présent comme comportant une faculté d'empêcher.

(\*) Professeur à l'université de droit de Paris.

## M. Mitterrand peut refuser de signer

Les aspects constitutionnels du sujet ne doivent pas masquer sa dimension politique

par JACQUES ROBERT (\*)

La modification de notre régime électoral par ordonnance pose un problème complexe et délicat qu'il serait dangereux d'évacuer ou de mésestimer.

Trois questions doivent être clairement posées et des réponses précises apportées.

1. Le président de la République a-t-il, oui ou non, le droit de refuser de signer des ordonnances prises en exécution d'une loi d'habilitation votée par le Parlement ?

A l'évidence, la réponse est oui.

Aucun des arguments avancés par les tenants d'une réponse négative ne peuvent être retenus (1).

En premier lieu, l'indicatif utilisé par l'article 13 de la Constitution (« Le président signe les ordonnances... ») ne vaut nullement obligation. Le général de Gaulle, qui était orfèvre en la matière, en a fait naguère un spectaculaire démontre-ment en refusant, en 1960, de réintégrer le Parlement en session extraordinaire sur des problèmes agricoles, alors pourtant que la demande lui en avait été faite par la majorité des membres composant l'Assemblée et que l'article 29 de la Constitution employait bien l'indicatif (« Le Parlement est réuni en session extraordinaire... »).

Par ailleurs, il n'y a nullement analogie de procédure entre l'exercice du pouvoir réglementaire par le premier ministre, qui, aux termes de l'article 21 de notre charte, est, lui, tenu d'assurer l'exécution des lois, et le pouvoir accordé par l'article 13 au chef de l'Etat de signer des ordonnances. Les deux compétences sont totalement distinctes et se déploient selon des modalités différentes. La compétence du premier ministre est liée ; celle du président est discrétionnaire.

Pas davantage n'y a-t-il contradiction dans l'attitude d'un président de la République qui, ayant promulgué une loi d'habilitation (il y est d'ailleurs obligé), refuserait de signer une ordonnance s'il estimait contraire aux principes généraux de la loi d'habilitation elle-même, soit aux droits et libertés définis par la déclaration de 1789 et le préambule de la Constitution de 1946 sur lesquels - le président l'a rappelé dans son message au Parlement - la Constitution (article 5) lui fait un devoir de veiller.

On ajoutera enfin que l'absence de délai fixé pour la signature des ordonnances (à la différence de ce qui se passe pour la loi) montre bien que le président a toute liberté pour signer immédiatement, ou différer sa signature, ou ne point la donner du tout.

II. - Mais un autre problème constitutionnel, plus fondamental encore, se trouve aussitôt posé : une ordonnance peut-elle porter

### Détournement de procédure

La loi organique ne peut être modifiée que par un texte ayant force de loi organique ; et la Constitution (article 46) ne donne cette force qu'à des lois. De plus, autoriser le gouvernement à modifier par ordonnance une loi organique serait un détournement de procédure car son résultat conduirait à éviter le contrôle automatique du Conseil constitutionnel prévu par l'article 61 de la Constitution (2).

Or, aux termes de l'article 25 de la Constitution, c'est une loi organique qui doit fixer non seulement la durée des pouvoirs de chaque assemblée, ou le nombre de ses membres, ou leur indemnité ou le régime des inéligibilités ou des incompatibilités, mais les conditions dans lesquelles sont élus les personnes appelées à assurer, en cas de vacance du siège, le remplacement des députés ou des sénateurs.

Certes, le projet gouvernemental n'envisage de toucher ni à la durée des pouvoirs de l'Assemblée, ni au nombre des députés (maintenu à 577), ni à leur statut personnel. Mais on ne voit pas comment, passant de la représentation proportionnelle au scrutin majoritaire, on pourrait ne point toucher aux conditions de remplacement des parlementaires.

Dans le cas de la représentation proportionnelle, c'est le suivant de liste qui occupe le siège vacant. Dans le cas du scrutin majoritaire, c'est le suppléant élu en même temps que le titulaire.

Il faut bien revenir aujourd'hui au système de suppléant puisque l'on veut revenir au scrutin majoritaire. Et cela, seule une loi organique - et non une ordonnance - peut le faire.

C'est alors que, pour n'avoir point précisément à utiliser la procédure, plus contraignante, de la loi organique, on se livre à une manœuvre.

Il faut bien revenir aujourd'hui au système de suppléant puisque l'on veut revenir au scrutin majoritaire. Et cela, seule une loi organique - et non une ordonnance - peut le faire.

C'est alors que, pour n'avoir point précisément à utiliser la procédure, plus contraignante, de la loi organique, on se livre à une manœuvre.

Il faut bien revenir aujourd'hui au système de suppléant puisque l'on veut revenir au scrutin majoritaire. Et cela, seule une loi organique - et non une ordonnance - peut le faire.

Il faut bien revenir aujourd'hui au système de suppléant puisque l'on veut revenir au scrutin majoritaire. Et cela, seule une loi organique - et non une ordonnance - peut le faire.

(\*) Professeur de droit public à l'université Paris-IV.

## Les très riches heures d'une longue carrière

C'est depuis 1958 que les ordonnances ont acquis un sens nouveau

par RAPHAËL HADAS-LEBEL (\*)

Remplacées à partir de 1848 par les décrets réglementaires de l'exécutif, les ordonnances disparaissent - avec la monarchie - de notre système institutionnel, le terme n'étant plus utilisé - en dehors du domaine médical ! - que pour désigner les décisions judiciaires de certains juges uniques, présidents de tribunal ou juges d'instruction.

C'est le général de Gaulle qui, au cours de la deuxième guerre mondiale, renoue avec la tradition des ordonnances, actes à valeur législative émanant du Comité français de libération nationale, puis du gouvernement provisoire de la République française. C'est l'ordonnance du 9 août 1944 sur le rétablissement de la légalité républicaine qui procède : « La forme du gouvernement de la France est et demeure la République ». Et de Gaulle récidive en 1958 : c'est par des ordonnances ayant force de loi - dites de l'article 38 de la Constitution - que furent prises les mesures nécessaires à la mise en place des institutions de la V<sup>e</sup> République.

C'est donc très logiquement que les ordonnances furent supprimées par la Révolution, qui y substituait - nécessairement - les décrets du pouvoir exécutif. Les ordonnances réapparaissent en 1814, mais subordonnées aux lois votées par les chambres législatives, le roi faisant « les règlements et ordonnances nécessaires pour l'exécution des lois et la sûreté de l'Etat ». C'est pour avoir voulu faire des ordonnances une machine de guerre contre les libertés que Charles X, par une initiative suicidaire en juillet 1830, provoqua la révolution qui emporta son régime.

### Un sens nouveau

Mais attention ! Un mot peut en cacher un autre. Avec l'article 38 de la Constitution de 1958, les ordonnances ont acquis un sens nouveau, réglant ainsi un problème éternel : celui des délégations du Parlement au gouvernement pour prendre, pendant un délai donné, des mesures relevant normalement de la compétence du législateur. Pour faire face, après la première guerre mondiale,

aux difficultés de la crise, la III<sup>e</sup> République avait inventé les décrets-lois, au statut ambigu, qui, en vertu de onze lois d'habilitation successives entre 1924 et 1939, devaient permettre au gouvernement de modifier par décret des lois antérieures. Réprochant cette atteinte à l'autorité du législateur, la Constitution de la IV<sup>e</sup> République allait proscrire toute délégation du pouvoir législatif. Mais les interdictions de peu de poids face aux nécessités de l'action : la Constitution allait d'abord être tournée, puis carrément violée par diverses lois d'habilitation dans les années 50.

L'article 38 de la Constitution de 1958 sur la délégation du pouvoir législatif ne fait ainsi que reconnaître une réalité incontestable. Mais il entoure la pratique des ordonnances de quelques utiles précautions : vote préalable d'une loi d'habilitation (elle-même soumise au contrôle du Conseil constitutionnel), délai limité pour prendre des ordonnances, délibération en conseil des ministres, signature du président de la République, dépôt d'un projet de loi de ratification. La jurisprudence devait apporter un autre garde-fou : tant qu'elles ne sont pas ratifiées, les ordonnances, bien que portant sur des matières législatives, n'ont qu'une valeur réglementaire et peuvent donc être soumises au contrôle du juge administratif. Ainsi, ces ordonnances d'un nouveau type sont bien lavées de leur péché originel d'absolutisme.

Depuis vingt-cinq ans, vingt lois d'habilitation ont été adoptées, mais, en dehors de quelques sujets techni-

ques, le recours aux ordonnances s'est concentré autour de la question algérienne (entre 1960 et 1962) et des questions économiques et sociales (en 1967, puis en 1982-1983). Après avoir, dans le passé, vivement critiqué cette procédure (1), les gouvernements de l'après 1958 ont fait un usage abondant (cinq lois d'habilitation et trente-neuf ordonnances) en matière financière et sociale, ainsi que pour la mise en œuvre (en 1982 et 1985) du statut de Nouvelle-Calédonie.

### Quel critère ?

Avec les débuts de la cohabitation, la pratique des ordonnances va s'enrichir de nouveaux débats. Alors qu'elles étaient jusqu'ici l'expression de la volonté du chef de l'Etat, les ordonnances émaneront désormais d'un gouvernement qui n'est plus « le sien ». Au nom de quel critère incontestable le président pourra-t-il distinguer entre les ordonnances qu'il désapprouve - et qu'il ne signera pas - et celles qu'il signera, tout en les désapprouvant ? La Constitution ne prévoit guère de procédure pour les trancher. Faute d'un Mose ou d'un Solon pour dire le droit, c'est forcément aux deux acteurs en présence qu'il reviendra d'écrire - dans l'affrontement ou le compromis - ce nouvel épisode de la très riche histoire des ordonnances.

(1) Il ne faut pas confondre les ordonnances de l'article 38 avec celles que le gouvernement peut prendre, sur la base de l'article 47 de la Constitution, pour mettre en vigueur une loi de finances sur laquelle le Parlement ne se serait pas prononcé dans les délais. Cette procédure n'a d'ailleurs jamais joué jusqu'ici.

(\*) Maître des requêtes au Conseil d'Etat, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris.

### Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75002 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 650572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81  
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Faure (1969-1982) André Lhéry (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 570 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wauters.

Rédacteur en chef : Daniel Vermet.

Correspondant en chef : Claude Sales.

### ABONNEMENTS

BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messagerie)				
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
IL - SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Imprimé en France par l'Imprimerie du Monde, 7, rue des Italiens, PARIS-2<sup>e</sup>.

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN : 0395-2037

### Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Tél. MONDIPUB 206 136 F

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$ ; Côte-d'Ivoire, 210 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 130 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 120 dr. ; Italie, 85 p. ; Inde, 1 700 L. ; Japon, 4 000 Y. ; Luxembourg, 30 L. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2,6 f. ; Portugal, 110 esc. ; République Fédérale d'Allemagne, 1,80 DM ; USA, 1,25 \$ ; USA (West Coast), 1,50 \$ ; Yougoslavie, 110 din.

## LA SITUATION

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

## METTANT FIN AUX RUSSO-PHOBES

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?

Le colonel Kadafi a-t-il « gelé » l'état de guerre ?



# étranger

## LA SITUATION EN LIBYE APRÈS LE RAID AMÉRICAIN

Il peut refuser de signer  
les constitutions du sujet  
masquer sa dimension politique

de JACQUES ROBERT (\*)

La situation en Libye après le raid américain est complexe. Elle est le résultat d'une série de facteurs, dont le plus important est sans doute la volonté de l'Occident de faire passer la Libye à la télévision. Cette volonté est le reflet d'une politique étrangère qui vise à la destruction de l'État libyen. Cette politique est le résultat d'une série de facteurs, dont le plus important est sans doute la volonté de l'Occident de faire passer la Libye à la télévision.

### Retour à la procédure

La situation en Libye après le raid américain est complexe. Elle est le résultat d'une série de facteurs, dont le plus important est sans doute la volonté de l'Occident de faire passer la Libye à la télévision. Cette volonté est le reflet d'une politique étrangère qui vise à la destruction de l'État libyen.

La situation en Libye après le raid américain est complexe. Elle est le résultat d'une série de facteurs, dont le plus important est sans doute la volonté de l'Occident de faire passer la Libye à la télévision. Cette volonté est le reflet d'une politique étrangère qui vise à la destruction de l'État libyen.

La situation en Libye après le raid américain est complexe. Elle est le résultat d'une série de facteurs, dont le plus important est sans doute la volonté de l'Occident de faire passer la Libye à la télévision. Cette volonté est le reflet d'une politique étrangère qui vise à la destruction de l'État libyen.

La situation en Libye après le raid américain est complexe. Elle est le résultat d'une série de facteurs, dont le plus important est sans doute la volonté de l'Occident de faire passer la Libye à la télévision. Cette volonté est le reflet d'une politique étrangère qui vise à la destruction de l'État libyen.

La situation en Libye après le raid américain est complexe. Elle est le résultat d'une série de facteurs, dont le plus important est sans doute la volonté de l'Occident de faire passer la Libye à la télévision. Cette volonté est le reflet d'une politique étrangère qui vise à la destruction de l'État libyen.

La situation en Libye après le raid américain est complexe. Elle est le résultat d'une série de facteurs, dont le plus important est sans doute la volonté de l'Occident de faire passer la Libye à la télévision. Cette volonté est le reflet d'une politique étrangère qui vise à la destruction de l'État libyen.

La situation en Libye après le raid américain est complexe. Elle est le résultat d'une série de facteurs, dont le plus important est sans doute la volonté de l'Occident de faire passer la Libye à la télévision. Cette volonté est le reflet d'une politique étrangère qui vise à la destruction de l'État libyen.

La situation en Libye après le raid américain est complexe. Elle est le résultat d'une série de facteurs, dont le plus important est sans doute la volonté de l'Occident de faire passer la Libye à la télévision. Cette volonté est le reflet d'une politique étrangère qui vise à la destruction de l'État libyen.

La plus importante des manifestations organisées mercredi pour protester contre le raid américain en Libye a eu lieu à Khartoum où dix mille personnes ont répondu à l'appel des partis politiques, quelques heures après qu'un fonctionnaire de l'ambassade américaine ait été victime d'un attentat. Les manifestants, qui s'étaient rassemblés devant le palais présidentiel, ont scandé : « A bas les États-Unis ! », « Ni l'Amérique ni le dollar, les Arabes effaceront la honte ! ». Ils ont ensuite remis au premier ministre, M. Jazouli Du Falah, une demande de rupture des relations diplomatiques avec les États-Unis. Le Soudan a rappelé « pour consultation » son ambassadeur à Washington.

Le gouvernement américain a pour sa part entrepris mercredi de rapatrier du Soudan un nombre im-

portant de ses ressortissants, pour la plupart des membres de familles de diplomates américains en poste à Khartoum. Un responsable du département d'État, qui a demandé à conserver l'anonymat, a déclaré que les responsables américains, estimant la situation « incertaine », ont prévu que les familles de leurs fonctionnaires quitteraient Khartoum par des vols réguliers.

Il y a environ deux cents fonctionnaires américains au Soudan et autant de membres de leurs familles, ainsi qu'environ sept cents autres ressortissants dans le secteur privé.

À BEYROUTH-OUEST, des roquettes ont été tirées contre la résidence de l'ambassadeur de Grande-Bretagne, sans faire de victimes.

### METTANT FIN AUX RUMEURS DE COUP D'ÉTAT

## Le colonel Kadhafi a annoncé à la télévision qu'il « gelait l'état de guerre en Méditerranée »

Mettant fin à un long suspense, le colonel Kadhafi est apparu, mercredi 16 avril, à la télévision libyenne et a proclamé son intention de mettre fin à « l'escalade militaire » au sud de l'Europe. Il a attaqué le président Ronald Reagan et M. Margaret Thatcher et demandé aux pays arabes de rompre leurs relations avec Washington.

options révolutionnaires pour l'unité arabe, l'incitation à la révolution populaire et la défense des causes de l'indépendance, ainsi que de la cause palestinienne.

M. Kadhafi a rendu hommage à certains pays européens, parmi lesquels la France, l'Espagne, la



Colonel Kadhafi

L'allocution du chef de la révolution libyenne a duré près d'une demi-heure et a été transmise à partir d'une salle difficilement localisable. Il a usé d'un ton plus modéré que dans ses précédentes interventions. Rien, dans son aspect, ne laissait présager qu'il ait été blessé. Il a avoué toutefois « avoir bien cru ne pas sortir vivant » des violents bombardements américains de mardi. Mais, a-t-il, « si les États-Unis sont une grande puissance, Dieu est toujours le plus grand », a ajouté le colonel Kadhafi, affirmant qu'il ne craignait pas de mourir « en martyr d'une juste cause ».

« Le raid américain auquel ont participé trois cents chasseurs et cent autres appareils de ravitaillement et d'escorte, et qui visait ma maison et ma tente personnelle, a échoué », a dit encore le colonel Kadhafi, dénonçant « la barbarie de Reagan qui a donné un ordre de bombardement qui a tué mes enfants ». Il a invité « les forces vives » américaines et britanniques à « destituer » le président Reagan et le premier ministre britannique, coupables d'une « agression commune » contre la Libye. « Reagan et Thatcher sont des assassins d'enfants et doivent être traduits comme tels devant des tribunaux pour crimes de guerre », a ajouté le colonel Kadhafi, affirmant que, pour sa part, il n'avait « jamais donné d'ordre de tuer des enfants et des civils innocents ».

### Hommage à Paris et à Madrid

Le colonel Kadhafi s'est étonné, d'autre part, de l'ampleur des moyens militaires engagés par les États-Unis. « Au vu de l'armée américaine mise en branle contre un petit pays, on croirait assister à une troisième guerre mondiale », a-t-il déclaré, affirmant que « les forces d'agression ont subi des pertes énormes ». Il a ajouté que les médias, « quelle que soit leur couleur, ne nous font pas peur et ne feront pas renoncer la Libye à ses

les États arabes de « rompre leurs relations diplomatiques, politiques et économiques avec les États-Unis ».

L'intervention télévisée du colonel Kadhafi a mis fin aux rumeurs qui avaient circulé en début d'après-midi sur le déroulement d'un coup d'État à Tripoli et la « mort » du guide de la révolution. C'était là une conclusion tirée des fusillades qui auraient éclaté en milieu de journée dans plusieurs quartiers de la capitale libyenne. Des journalistes qui se rendaient à une conférence de presse du colonel Kadhafi à son quartier général ont signalé avoir vu des combats opposant apparemment des factions rivales. Une fusillade aurait eu lieu à 150 mètres à peine des quelque soixante-dix journalistes entassés dans un antre. D'autres journalistes, à l'hôtel El Kébir, affirmaient avoir vu un patrouilleur ouvrir le feu au canon depuis le port de la capitale. Des tirs de canons de DCA ont également retenti vers 14 heures, ainsi que des explosions sporadiques d'obus de mortier et de rafales d'armes automatiques.

### Fusillades et tirs nourris

Cependant aucun des nombreux journalistes qui ont fait état de ces « combats » n'ont fait mention de victimes que ces « tirs nourris » n'auraient pas manqué de faire. Le correspondant de la chaîne CNN indiquait qu'il lui semblait qu'une « bataille de rue » se déroulait près de la caserne. Le correspondant de la BBC à Tripoli rapportait pour sa part que des coups de feu avaient été tirés contre les journalistes à la conférence de presse. De son côté, l'ancien premier ministre libyen Abdel Hamid Baccouche soulignait, dans une interview à la chaîne américaine NBC au Caire, que la Libye était plongée « dans le chaos » et qu'une « mutinerie dans l'armée » était à l'origine des « désordres » rapportés par les correspondants étrangers. Il affirmait que le colonel Kadhafi était mort ou bien se cachait. D'autres sources affirmaient qu'il se trouvait au Yémen du Nord ou en Algérie. Au même moment, un gros d'opposition libyenne amoncelé à la presse égyptienne que le « régime du colonel Kadhafi avait été renversé ».

Cependant le calme revenait dans l'après-midi à Tripoli et le correspondant de la chaîne de télévision CNN, qui avait précédemment parlé de « batailles de rue », affirmait que les tirs semblaient être dus à une fausse alerte sur un éventuel nouveau raid américain. Selon lui, les journalistes libyens dans les rues de Tripoli sont « très nerveux », ce qui expliquait les tirs sporadiques entendus dans les alentours de la caserne de Bab el-Aziziya. Les journalistes étrangers ont pu finalement visiter cette caserne et n'ont constaté des « sérieux dégâts » que dans deux immeubles, notamment celui où dorait la famille du colonel Kadhafi, lors du raid de mardi.

L'agence d'information Jans, pour sa part, démentait « catégoriquement » des « mensonges sans aucun fondement », les tirs ayant été dus à « la défense anti-aérienne libyenne entrée en action contre un avion de reconnaissance américain, au moment où des journalistes se trouvaient près de la caserne ». Dans la soirée, de nouvelles détonations étaient entendues au sud de Tripoli, dans la zone de l'aéroport. Au même moment, plusieurs agences de presse étrangères affirmaient que la DCA était entrée en action, mais que le nouveau « raid américain » ne visait pas la capitale libyenne, mais la zone de Zanzur, à une trentaine de kilomètres à l'ouest de Tripoli, où se trouverait, selon Washington, un « camp d'entraînement de terroristes ». — (AFP, Reuter, AP, UPI.)

À ALGER, le bureau politique du comité central du FLN a réclaté mercredi la convocation d'un sommet arabe extraordinaire pour examiner les conséquences des raids américains et prendre des « dispositions appropriées ». Sous le titre : « Diplomatie de la canonnade », El Mondjahid écrit que l'opération a visé « tout le monde arabe, qui se doit donc, plus que jamais, d'en tirer la leçon. car il lui est impérativement nécessaire de mettre fin à ses discussions internes, de resserrer ses rangs et d'opposer un front sans faille à ses ennemis ».

À RABAT, la Chambre des représentants a exprimé son soutien total à la Libye. Les élus ont réclaté la réunion de l'Assemblée arabe marocaine prévue dans le traité d'août 1984 instituant l'union arabo-africaine. Le Maroc n'a toujours pas

officiellement fait connaître sa réponse à l'appel à l'aide militaire lancé mardi par Radio-Tripoli. Le traité d'Onja contient des clauses d'assistance militaire en cas d'agression contre l'un des deux signataires.

À ABOU-DHABI, le Conseil national (Parlement) de l'État des Émirats arabes unis a appelé mercredi son « soutien » à la Libye et a appelé les pays arabes à « prendre leurs responsabilités ». Le quotidien Al Ahsan, paraissant à Koweït invite les pays arabes à « serrer les rangs ». Al Itihad, paraissant à Abou-Dhaby, leur demande « des mesures concrètes », et le quotidien Al Khaleej propose une interruption des livraisons de bras armés États qui ont approuvé l'opération américaine. — (AFP, AP, Reuter.)

## Washington espère toujours que des « mécontents » vont abattre le régime libyen

### De notre correspondant

Washington. — Trois jours après les bombardements de la Libye, les dirigeants américains ripostent durement au raisonnement consécutif de Moscou et enregistrent avec espoir les incertitudes liées d'une déstabilisation intérieure du colonel Kadhafi. Éparses, frêles et invérifiables mais dans le même temps multiples, ces indications ont tenu en haleine, mercredi 16 avril, le monde politique de Washington, et la soudaine réaction télévisée, dans la soirée, du dirigeant libyen, n'a pas, de ce point de vue, véritablement réussi à renverser la vapeur. Une bonne heure après qu'elle ait été annoncée, le secrétaire à la Défense, M. Weinberger, estimait ainsi sur la chaîne de télévision ABC, qu'il se pouvait que certains de ceux qui sont mécontents [du colonel Kadhafi] essayent de prendre les choses en main.

De hauts fonctionnaires de la Maison Blanche n'hésitent pas, au contraire, à parler d'une reprise de contrôle du pays par le régime en place, mais il est clair que ce point de vue n'est pas partagé par l'ensemble des responsables américains, particulièrement généraux en chef, sur les difficultés que rencontrerait le colonel Kadhafi. Dans tel bureau officiel, on parlait par exemple comme d'un fait établi de tensions entre l'armée et les contingents de la garde personnelle du dirigeant libyen.

Aucune preuve concluante n'était fournie à cet égard, mais il est en revanche vrai qu'on a beaucoup souligné officieusement, mercredi, que les bombardements de lundi visaient très sélectivement des installations où seraient stationnés les contingents attachés à la personne du colonel Kadhafi, alors que les casernes de l'armée régulière auraient été volontairement épargnées. D'autres sources, proches des services de renseignement et citées notamment par ABC, attribuaient les tirs entendus à Tripoli à des affrontements entre « mutins » et « loyalistes ».

Cette vague de rumeurs n'aurait pas mérité grande attention si, en milieu de journée, les services de renseignement n'avaient pas cru savoir le colonel Kadhafi « mort » ou « parti à l'étranger », et si la Maison Blanche n'avait pas considéré, parallèlement, par le biais de son porte-parole officiel, qu'il était « assez étrange » qu'il ne se soit pas manifesté depuis les bombardements.

En outre, faute de pouvoir apprécier l'ampleur et la nature des troubles rapportés en direct par les journalistes américains à Tripoli (voir ci-contre), il était impossible de tenir les rumeurs de Washington pour quantité négligeable. Le problème est de savoir si les responsables américains ont essayé de susciter ce qu'ils désignaient, grossi une réalité que les rumeurs ont surprenant, encouragé un mouvement qui ne leur était pas étranger, ou s'ils ont — autre hypothèse — pris une opération de répression lancée par le colonel Kadhafi pour l'éclatement d'un soulèvement militaire.

Ce qui est sûr est qu'un beau-coup entendu parler ici de « l'entrée en scène d'éléments rebelles », d'une « dynamique dont pourrait sortir un changement », de la « démonstration d'une sorte de rébellion », et que ces propos traduisaient d'évidence l'emploi profond des responsables américains. Si le secrétaire d'État George Shultz lui-même et d'autres à sa suite ont bien pris soin de préciser que les bombardements n'avaient pas pour but d'atteindre la vie du colonel Kadhafi, il est en effet évident que personne n'aurait été chagriné d'un tel résultat.

A défaut, une chute du régime libyen assurerait un triomphe à M. Reagan, puisqu'elle justifierait totalement le raid en prouvant l'efficacité de la manière forte et en confortant les États-Unis dans un rôle de libérateur des peuples opprimés — rôle que la Maison Blanche entend jouer au Nicaragua, après s'y être essayée, avec succès, aux Philippines et à Haïti.

En sens contraire, si le pouvoir du colonel Kadhafi ressortait consolidé de l'affrontement, il apparaîtrait comme le vainqueur, et il serait demain, le cas échéant, aussi diffi-

cile de ne pas réagir après un nouvel attentat terroriste que de renvoyer des bombardiers sur Tripoli. M. Reagan a eu beau réaffirmer deux fois dans la journée de mercredi sa « détermination » à riposter à nouveau si besoin était, il n'est pas certain qu'il puisse si automatiquement risquer un nouveau contingent de victimes et destructions civiles, dont le Pentagone a désormais admis qu'elles pouvaient avoir été involontairement causées par le F-111 porté manquant.

### Moscou accusée

Cette certitude est, en réalité, d'autant moins grande que le bilan des réactions internationales, s'il n'est pas du tout désastreux, n'est guère bon. En outre, l'URSS, si elle n'a pas volé au secours de Tripoli, a finalement observé moins de réserve qu'on ne s'y attendait à la Maison Blanche. Cette réaction n'aura pas surpris plusieurs experts officiels des affaires soviétiques qui s'attendaient que M. Gorbatchev s'engage, comme il l'a fait mercredi dans son message au colonel Kadhafi, à « remplir ses engagements sur le renforcement des moyens de défense libyens », — à livrer, en d'autres termes, de nouvelles armes.

Or le porte-parole du département d'État, lançant singulièrement le ton le même jour, a reproché aux Soviétiques de s'être préparés contre eux de nouveau, à partir de Berlin-Est. Une note a été remise, mardi, à ce sujet par la diplomatie américaine aux représentants soviétiques en RDA, pour a-t-on indiqué de source sûre. Cette note rappelle en particulier les « conséquences tragiques » du refus d'intervenir des Soviétiques avant l'attentat commis contre la discothèque.

BERNARD GUETTA.

## L'AUDIOVISUEL PUBLIC AU SERVICE DE LA DIFFÉRENCE

Jean-Noël Jeanneney

Échec à Panurge

L'audiovisuel public au service de la différence

Plaidoyer pour un double secteur audiovisuel, dans lequel le public ne sera pas le parent pauvre, mais où, au contraire, face à la logique commerciale du privé, il sera défendue la différence et un certain niveau de qualité. Une réflexion capitale pour ne pas devenir insensiblement des imitations de Panurge.

S E U I L



# APRÈS LE RAID AMÉRICAIN

## Le numéro un soviétique assure le « camarade Kadhafi » de sa « solidarité agissante »

De notre correspondant

Moscou. — M. Gorbatchev dispose d'une tribune adéquate pour exposer à la face du monde ses griefs contre l'impérialisme américain. Le dirigeant soviétique se trouve en effet à Berlin-Est, où s'ouvrira ce jeudi 17 avril le onzième congrès du PC est-allemand, devant lequel il devait prendre la parole vendredi. M. Gorbatchev devrait développer à cette occasion le thème du « néo-globalisme » qui est devenu, selon lui, le concept-clé de la politique étrangère américaine. Pour résumer, il s'agit d'une « variante moderne » de l'impérialisme d'antan, qui consiste en une approche à la fois « globale » et agressive de toutes les « crises régionales » qui apparaissent sur la planète.

Avant de quitter Moscou pour Berlin-Est, mercredi, M. Gorbatchev avait adressé au colonel Kadhafi un message qui a été remis en mains propres à l'ambassadeur soviétique à Tripoli. Tass a publié ce document dans la nuit de mercredi à jeudi. M. Gorbatchev y assure le « camarade Kadhafi » de sa « solidarité agissante » en ces « jours difficiles ». Le dirigeant soviétique évoque ensuite le « soutien moral, politique, diplomatique et militaire apporté par l'URSS à la Libye amie, ainsi que d'autres mesures en ce sens que vous connaissez bien ». Si le colonel Kadhafi sait en quoi consistent ces « autres mesures », il n'en va pas de même des tiers.

### Les « engagements » passés

Faut-il mettre cette allusion mystérieuse au compte de la redondance chère à la rhétorique soviétique ? M. Gorbatchev affirme en conclusion de son message que l'URSS « est fermement décidée à remplir les engagements qu'elle a contractés en vue du renforcement continu de la capacité de défense de la Libye ». Le soutien « militaire » évoqué au début, les « autres mesures » non autrement précises et l'assurance finale que Moscou accordera, comme promis, la « capacité de défense » libyenne ne seraient ainsi qu'une seule et même chose : l'annonce implicite d'une augmentation des livraisons d'armes soviétiques à Tripoli.

Le ton solennel employé par M. Gorbatchev et ses répétitions dans la description de l'aide militaire soviétique ne doivent pas faire oublier qu'il s'agit-là en fait du minimum que Moscou pouvait faire en la circonstance. D'autant que le message ne dit même pas ouvertement que les fournitures d'armes vont être accélérées. Ce langage ne laisse pas prévoir la mise en place d'un pont aérien, l'URSS s'en tenant à ses « engagements » passés — on ignore d'ailleurs jusqu'à quel point elle en est dans le domaine militaire, les deux pays n'étant officiellement liés que par un accord de coopération économique signé en 1981 et renouvelé pour cinq ans en novembre dernier. Elle n'en prend pas de nouveaux.

La même remarque s'impose pour l'autre grand « enjeu » de la confrontation entre Washington et Tripoli : tenue éventuelle d'un second « sommet » Gorbatchev-Reagan, sur le sol américain cette fois. Dans son message au colonel Kadhafi, le numéro un soviétique se contente d'affirmer que « le raid de mardi ne peut pas ne pas exercer une influence négative sur les rapports soviéto-américains ». C'est un peu maigre, sans doute, pour un dirigeant libyen qui appelle au même moment à la constitution d'une sorte d'alliance universelle contre les États-Unis « terroristes » et « assassins d'enfants ».

Mercredi après-midi, le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Vladimir Lomeiko, avait refusé de préciser en quoi consistaient exactement les engagements soviétiques envers la Libye en matière de défense. Il avait indiqué que le chargé d'affaires soviétique à Washington avait eu connaissance du bombardement américain au moment même où celui-ci commençait, manière d'indiquer, sans doute, que Moscou n'avait pas été en mesure de « prévenir » le colonel Kadhafi.

Dans une atmosphère assez tendue, M. Lomeiko a, d'autre part, réitéré avec humour les questions des correspondants, notamment américains, qui lui demandaient si l'URSS condamnerait également le tir par la Libye de missiles en direction de l'île italienne de Lampedusa. M. Lomeiko a déclaré qu'il ne fallait pas « inverser » les rôles, sans brio, étant donné, selon lui, à dénoncer l'agression américaine.

DOMINIQUE DHOMBRES.

## JUSTIFIANT SON REFUS DE CONDAMNER WASHINGTON

### Le chancelier Kohl dit avoir la preuve que Tripoli avait ordonné l'attentat de Berlin-Ouest

De notre correspondant

Bonn. — Le chancelier Kohl a invité mercredi 16 avril les pays européens à plus de résolution dans l'action contre le terrorisme, aussi bien sur le plan policier que sur le plan politique. Il s'est aussi prononcé pour une nouvelle initiative européenne envers les États arabes, afin de relancer un dialogue qui contribuerait à la solution du conflit du Proche-Orient.

Le chancelier, s'exprimant devant le Bundestag, a de nouveau reproché aux États-Unis d'avoir balayé du revers de la main l'avis du conseil des ministres européens. Mais il a également estimé que les Européens n'avaient à se prendre qu'à eux-mêmes, car ils ont trop tendance à se contenter, face au terrorisme, de déclarations sans portée réelle. « Les États-Unis se sont sentis seuls dans leur combat contre le terrorisme international », a souligné le chancelier. « Il est facile de les critiquer pour avoir finalement utilisé des moyens que nous n'aurions pas choisis. Si nous, Européens, ne pouvons pas suivre les Américains, nous devons prendre des initiatives politiques plus efficaces ».

M. Kohl a refusé de condamner le raid américain, comme le lui demandaient les partis de l'opposition. Il a affirmé détenir maintenant la « preuve » que l'ambassade de Libye « porte la responsabilité » de l'attentat contre la discothèque La

Belle de Berlin-Ouest, qui avait fait deux morts et deux cents quarante blessés dans la nuit du 5 au 6 avril dernier (cinquante-cinq d'entre eux, dont vingt Américains, se trouvent toujours à l'hôpital).

Bien que les responsables de l'enquête sur le terrain ne disposent pas d'éléments concluants, le gouvernement ouest-allemand estime que les informations rassemblées par ses services secrets suffisent à établir cette preuve. Bonn affirme notamment avoir, par ses propres sources, la confirmation qu'un message a bien été transmis par la représentation libyenne le 4 avril. Juste après l'explosion, à 1 h 30, elle aurait rendu compte du succès de son action menée sans laisser de traces.

Ce sont ces mêmes informations, obtenues par l'interprétation des messages transmis par la représentation libyenne, qui ont conduit les Américains, quelques jours après l'attentat, à imputer directement la responsabilité à la Libye et à décider leur raid de représailles. Les services de renseignements ouest-allemands disposeraient en outre d'indices sur l'implication des diplomates libyens de Berlin-Est dans deux autres attentats : celui commis contre le général américain Friedrich Krause en 1981, puis contre la Maison de France de Berlin-Ouest en 1983.

HENRI DE BRESSON.

## APRÈS LE TIR DE MISSILES CONTRE L'ÎLE DE LAMPEDUSA

### L'Italie demeure « une nation amie » assure le représentant libyen à Rome

De notre correspondant

Rome. — « Nos missiles volem frapper la station électronique américaine de Lampedusa parce qu'elle a joué un rôle décisif dans la coordination entre les bombardiers venus de Grande-Bretagne et ceux qui ont décollé des porte-avions pour aller frapper Tripoli et Benghazi ». Telle est la justification fournie, mercredi 16 avril, à Rome, par M. Abdurrahman Shalgam, chef

du « bureau populaire » libyen à propos de l'attaque perpétrée la veille contre l'île italienne.

M. Shalgam a nié qu'il y ait jamais eu de « menaces » formulées par le colonel Kadhafi contre « les villes du sud de l'Europe » : seules étaient visées, en la circonstance, les « structures militaires qui pourraient être utilisées pour nous attaquer ». Mais l'Italie demeure, a-t-il affirmé, « une nation amie ».

Par ailleurs, l'ambassadeur américain à Rome, M. Raab, a transmis à M. Craxi un message de Washington offrant à l'Italie une « solidarité active » après l'attaque lancée contre Lampedusa. Les autorités italiennes semblent préférer agir seules, bien qu'elles soient visiblement très préoccupées de n'avoir pas « vu arriver » les deux missiles et d'avoir dû recevoir des États-Unis la confirmation de la nature des coups qui visaient leur territoire.

Pour tenter de dissiper la psychose qui s'est emparée des quelques cinq mille habitants de Lampedusa (beaucoup ont dormi dans des grottes après l'attaque du 15 avril), et qui semble avoir gagné la Sicile, Rome a mis en place un important réseau de surveillance navale et aérienne. Le président de la République a présidé, le 16 avril, une réunion du Conseil suprême de défense en présence de toutes les hautes autorités civiles et militaires de l'État. Le gouvernement, pour sa part, étudie un plan d'évacuation des quelques huit mille à dix mille Italiens demeurant en Libye, employés de compagnies pétrolières ou de travaux publics pour le plupart.

J.-P. C.

## L'AIDE BRITANNIQUE AUX AMÉRICAINS

### Mme Thatcher approuvée aux Communes... et censurée par l'opinion

De notre correspondant

Londres. — Deux sondages d'opinion publiés jeudi 17 avril par le Times et le Daily Telegraph révèlent que près de 70 % des Britanniques désapprouvent la décision prise par M<sup>me</sup> Thatcher d'autoriser l'utilisation des avions américains basés en Grande-Bretagne pour le raid sur Tripoli. Mais ce désaveu ne s'est pas reflété dans le vote qui, mercredi soir aux Communes, a conclu le débat extraordinaire consacré à ce que les travaillistes qualifient de « complicité » avec les États-Unis : le gouvernement a obtenu 325 voix contre 206. On s'attendait que s'exprimant d'abord les réserves manifestées la veille par de nombreux conservateurs ; mais ils n'ont été qu'une dizaine à s'abstenir et un seul à voter contre le gouvernement.

M<sup>me</sup> Thatcher, rappelant que l'opération lui paraissait tout à fait justifiée et faisant allusion aux victimes civiles, a déclaré : « Bien sûr, il y avait des risques ; je les ai pesés longuement, car pareille décision n'est jamais aisée. » Puis elle a ajouté : « Si nous avions refusé de donner notre permission, l'opération aurait quand même eu lieu, mais elle aurait été probablement plus coûteuse en vies humaines ».

M. Heath, ancien premier ministre conservateur, qui, en 1973, avait refusé aux Américains l'utilisation des bases britanniques durant la guerre du Kippour, a, pour sa part, affirmé : « Nous avons un droit de veto. » A ses yeux, la référence faite par le président Reagan et M<sup>me</sup> Thatcher à l'article 51 de la charte des Nations unies sur la légitime défense est des plus contestables, cette disposition ne visant pas une riposte qui s'apparente à des représailles. « Il est impossible de

croire, a-t-il dit, que l'on viendra à bout du terrorisme de cette manière, en bombardant des cités. » Un autre ancien premier ministre, M. James Callaghan (travailliste), a déclaré qu'il aurait lui aussi dit non aux Américains.

Niant catégoriquement le bien-fondé de l'initiative militaire américaine et préconisant de sévères sanctions économiques, le leader du Parti travailliste, M. Neil Kinnock, s'est livré à un virulent réquisitoire contre M<sup>me</sup> Thatcher. Reprenant les reproches de « faiblesse » adressés par la « dame de fer » à ses alliés européens et à ceux qui, en Grande-Bretagne, dénoncent son attitude, M. Kinnock a lancé : « Non, elle ne s'est pas montrée forte, elle a été morte [à l'égard du président Reagan], elle nous a encore plus isolés parmi nos alliés [en Europe] (...). Elle n'a pas défendu les citoyens de son pays, elle les a exposés à de plus grands dangers. Elle n'a pour elle ni le droit ni l'efficacité ».

FRANCIS CORNIO.

### En Tunisie

#### M. MESTIRI INTERPELLÉ AU COURS D'UNE MANIFESTATION ANTI-AMÉRICAINES

M. Ahmed Mestiri, secrétaire général du Mouvement des démocrates-socialistes (MDS), était encore retenu par la police dans la matinée du jeudi 17 avril après avoir été interpellé lors d'une tentative de manifestation contre le raid américain en Libye.

Quelques centaines de personnes s'étaient rassemblées mercredi sur l'avenue Bourguiba, à Tunis, pour une marche sur l'ambassade des États-Unis à l'appel des mouvements d'opposition. Cette manifestation n'ayant pas été autorisée, les brigades de sécurité ont chargé sans ménagement.

Une cinquantaine de personnes ont été interpellées. Parmi elles, on compte, outre M. Mestiri, plusieurs opposants : M. Mohamed Harmel, premier secrétaire du Parti communiste tunisien (PCT, reconnu), M. Mohamed Belhaj Amor, secrétaire général du Parti de l'unité populaire (PUP, reconnu), et M. Rachid Ghannouchi, président du Mouvement de la tendance islamique (MTI, intégrée, tolérée). Toutes ces personnes ont été relâchées dans la soirée de mercredi, sauf M. Mestiri.

### Une déclaration du pacte de Varsovie

#### TOUS LES ÉTATS DOIVENT AVOIR UN « COMPORTEMENT RESPONSABLE »

Les sept pays membres du pacte de Varsovie ont publié mercredi 16 avril une déclaration conjointe qui procède à la « solidarité » de Moscou et de ses alliés envers la Libye, tout en soulignant que « la situation complexe actuelle exige de tous les États un comportement particulièrement responsable ».

Cette déclaration balancée, vigoureuse dans la forme, mais prudente sur le fond, apparaît comme une réponse à l'appel à l'unité adressé au pacte de Varsovie par le colonel Kadhafi.

« L'attaque de plate-forme contre un État arabe souverain crée une menace réelle pour la paix, pas seulement dans le sud de la Méditerranée, et peut conduire à une escalade incontrôlée de la tension internationale qui sera définitivement des conséquences négatives sur la situation en Europe et dans le reste du monde », lit-on dans la déclaration publiée par l'agence PA.

Les pays membres du pacte procèdent « leur solidarité avec la nation libyenne dans ses efforts pour s'opposer à l'agression impérialiste ». En même temps, la situation internationale « exige que tous les États adoptent une attitude particulièrement responsable, fassent preuve de modération politique et poursuivent activement des efforts pour sauvegarder la paix mondiale », a-t-il été dit.

— (A.P.)

● **Alerte à la bombe à l'ambassade des États-Unis à Varsovie.** — Une alerte à la bombe a eu lieu mercredi matin 16 avril, à l'ambassade des États-Unis à Varsovie, a indiqué un porte-parole de l'ambassade. L'alerte a été donnée après un coup de téléphone anonyme. Les bâtiments de l'ambassade ouverts au public ont été évacués, et les recherches effectuées par les services de sécurité américains n'ont rien donné.

## SOUTENEZ LE COMITÉ FRANÇAIS CONTRE LA FAIM DANS LE MONDE



Anne SINCLAIR, journaliste.

« Informer c'est mon métier. Vous dire, par exemple, que selon la plupart des politiques et des économistes, l'avenir de la planète dépend en partie de la solution qui sera donnée au problème des relations Nord-Sud.

Au Nord, les grands pays de la zone tempérée, où l'on regorge de biens. Au Sud, Amérique Latine, Afrique, Asie, souvent la misère. Et la faim.

S'agit-il que les riches fassent l'aumône, accordent du pain à ceux qui meurent ou vont mourir ?

Non. Il faut simplement permettre aux populations menacées de prendre en mains leur destin propre. Les aider dans leurs efforts pour se doter d'outils souvent

simples, se former, acquérir les moyens techniques de meilleurs rendements agricoles, les instruments nécessaires au forage des puits, etc.

Le Comité Français Contre la Faim veut orienter l'indispensable effort de solidarité dans ce sens. Et cette année, la solidarité pour le Comité Français Contre la Faim, consiste notamment à donner aux femmes de chaque village — qui luttent pour sauver leurs enfants — les moyens de prévoir. Prévoir pour vaincre la faim. Pour vivre, demain.

Le Comité Français Contre la Faim vous propose une forme d'aide simple, sûre et efficace. Alors, c'est dès aujourd'hui qu'il faut envoyer votre don.

Anne Sinclair



**AIDONS-LE A GRANDIR AVEC SON VILLAGE.**  
CCP 2327 K PARIS

Bulletin de soutien aux actions dans le tiers-monde.

Je vous prie de trouver ci-joint un chèque bancaire, un chèque postal (23.27 K Paris) ou un mandat.

Nom

Adresse

Code postal

Ville

Cette publication a été possible grâce au concours bénévole du Monde



COMITÉ FRANÇAIS CONTRE LA FAIM - 42, RUE CAMBRONNE 75015 PARIS. Tél. : (1) 45.66.55.80. Association reconnue d'utilité publique.

### Le Monde LOISIRS

Il y eut Rimbaud puis Isabelle Eberhardt. Elle, elle rencontra les Touaregs, se maria avec un Algérien et périt dans une inondation là-bas. A vingt-sept ans, en 1904, elle mourait en laissant ses cris de révolte.

— (A.P.)

Le Monde LOISIRS

Il y eut Rimbaud puis Isabelle Eberhardt.

Elle, elle rencontra les Touaregs, se maria avec un Algérien et périt dans une inondation là-bas. A vingt-sept ans, en 1904, elle mourait en laissant ses cris de révolte.

— (A.P.)

Le Monde LOISIRS

Il y eut Rimbaud puis Isabelle Eberhardt.

Elle, elle rencontra les Touaregs, se maria avec un Algérien et périt dans une inondation là-bas. A vingt-sept ans, en 1904, elle mourait en laissant ses cris de révolte.

— (A.P.)

Le Monde LOISIRS

Il y eut Rimbaud puis Isabelle Eberhardt.

Elle, elle rencontra les Touaregs, se maria avec un Algérien et périt dans une inondation là-bas. A vingt-sept ans, en 1904, elle mourait en laissant ses cris de révolte.

— (A.P.)

Le Monde LOISIRS

Il y eut Rimbaud puis Isabelle Eberhardt.

Elle, elle rencontra les Touaregs, se maria avec un Algérien et périt dans une inondation là-bas. A vingt-sept ans, en 1904, elle mourait en laissant ses cris de révolte.

— (A.P.)

Le Monde LOISIRS

Il y eut Rimbaud puis Isabelle Eberhardt.

Elle, elle rencontra les Touaregs, se maria avec un Algérien et périt dans une inondation là-bas. A vingt-sept ans, en 1904, elle mourait en laissant ses cris de révolte.

— (A.P.)

Le Monde LOISIRS

Il y eut Rimbaud puis Isabelle Eberhardt.

Elle, elle rencontra les Touaregs, se maria avec un Algérien et périt dans une inondation là-bas. A vingt-sept ans, en 1904, elle mourait en laissant ses cris de révolte.

— (A.P.)

## SUR TRIPO

### À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

#### M. RAIMOND : Paris n'a pas à désapprouver le raid américain contre la Libye

Paris. — M. Raimond, député UDR, a déclaré à l'Assemblée nationale, jeudi 17 avril, que Paris n'a pas à désapprouver le raid américain contre la Libye. Il a souligné que la France avait toujours été une nation amie de la Libye et qu'elle ne pouvait pas se permettre de condamner une action qui visait à éliminer le terrorisme.

M. Raimond a également souligné que la France avait toujours été une nation amie de la Libye et qu'elle ne pouvait pas se permettre de condamner une action qui visait à éliminer le terrorisme.

M. Raimond a également souligné que la France avait toujours été une nation amie de la Libye et qu'elle ne pouvait pas se permettre de condamner une action qui visait à éliminer le terrorisme.

M. Raimond a également souligné que la France avait toujours été une nation amie de la Libye et qu'elle ne pouvait pas se permettre de condamner une action qui visait à éliminer le terrorisme.

M. Raimond a également souligné que la France avait toujours été une nation amie de la Libye et qu'elle ne pouvait pas se permettre de condamner une action qui visait à éliminer le terrorisme.

M. Raimond a également souligné que la France avait toujours été une nation amie de la Libye et qu'elle ne pouvait pas se permettre de condamner une action qui visait à éliminer le terrorisme.

M. Raimond a également souligné que la France avait toujours été une nation amie de la Libye et qu'elle ne pouvait pas se permettre de condamner une action qui visait à éliminer le terrorisme.

M. Raimond a également souligné que la France avait toujours été une nation amie de la Libye et qu'elle ne pouvait pas se permettre de condamner une action qui visait à éliminer le terrorisme.

M. Raimond a également souligné que la France avait toujours été une nation amie de la Libye et qu'elle ne pouvait pas se permettre de condamner une action qui visait à éliminer le terrorisme.

M. Raimond a également souligné que la France avait toujours été une nation amie de la Libye et qu'elle ne pouvait pas se permettre de condamner une action qui visait à éliminer le terrorisme.

M. Raimond a également souligné que la France avait toujours été une nation amie de la Libye et qu'elle ne pouvait pas se permettre de condamner une action qui visait à éliminer le terrorisme.

M. Raimond a également souligné que la France avait toujours été une nation amie de la Libye et qu'elle ne pouvait pas se permettre de condamner une action qui visait à éliminer le terrorisme.

M. Raimond a également souligné que la France avait toujours été une nation amie de la Libye et qu'elle ne pouvait pas se permettre de condamner une action qui visait à éliminer le terrorisme.

M. Raimond a également souligné que la France avait toujours été une nation amie de la Libye et qu'elle ne pouvait pas se permettre de condamner une action qui visait à éliminer le terrorisme.



# SUR TRIPOLI ET BENGHAZI

## LES RÉACTIONS EN FRANCE

### A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

#### M. RAIMOND: Paris n'a pas eu à approuver ou à désapprouver l'action contre la Libye

L'intervention américaine en Libye ne pouvait que figurer à l'ordre du jour de la première séance de questions d'actualité de la nouvelle législature, mercredi 16 avril, à l'Assemblée nationale. Seuls les socialistes n'ont pas jugé utile de d'interroger le gouvernement sur ce sujet.

M. Michel Debré (RPR, la Réunion) a ouvert le feu pour souligner que « l'attitude du gouvernement français a reçu une large approbation ». Mais il a souligné que la France « affirme mieux [sa] présence militaire en Méditerranée ». Expliquant que des Français de Nouvelle-Calédonie, de Guadeloupe et de la Réunion avaient « suivi des cours de terrorisme en Libye », il a demandé que « le retour sur le territoire national » leur soit interdit.

M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères, a confirmé que la France resterait fidèle à ses alliances. « En cas d'attaque armée contre un Etat allié, nous sommes engagés et déterminés à lui porter assistance par tous les moyens, y compris la force armée », a-t-il précisé. M. Jacques Chirac a ajouté que, pour les citoyens français ayant suivi des cours de terrorisme, « le bannissement n'existant pas en droit français, nous ne pouvons leur interdire de rentrer ». Mais il a précisé qu'ils feront « l'objet d'une surveillance toute particulière des services de police: ils doivent le savoir, et je leur conseille de se montrer très sages par la suite ».

M. Jacques Barrot (UDF, Haute-Loire) a salué « la détermination » des Etats-Unis et évoqué « le silence, les atermoiements, la faiblesse des pays européens ». Pour le porte-parole de l'UDF, « si une attitude ferme prévalait en Europe, les Etats-Unis pourraient s'engager dans la voie de la coopération et de l'action concertée ».

que souhaite le monde occidental ». Aussi a-t-il demandé au premier ministre: « Pouvez-vous nous assurer que, dans la situation institutionnelle qui est celle de notre pays, il sera possible de prouver la capacité de réaction rapide et cohérente indispensable à des événements internationaux menaçant directement la France? »

Le ministre des affaires étrangères lui a répondu que « le gouvernement, en accord avec le président de la République, [avait] décidé de ne pas s'associer à l'initiative prise par les Etats-Unis ». Il a ajouté: « Les Américains nous ont demandé d'autoriser le survol du territoire. (...) La réponse faite au nom de la France a été: « Il ne nous est pas possible de donner une telle autorisation, mais nous sommes prêts à une consultation sur les mesures propres à faire face au terrorisme ». La réponse américaine a été qu'il n'y avait pas de temps pour cela. Donc, à aucun moment, nous n'avons eu à approuver ou à désapprouver l'action contre la Libye. » M. Raimond a aussi précisé que c'était à la demande de la France que la Libye avait été nommément citée dans le communiqué rédigé à La Haye par les Européens à propos du terrorisme.

M. Pierre Sergent (FN, Pyrénées-Orientales) a été encore plus net dans sa critique en déclarant: « Nous pouvons penser que le nouveau gouvernement ferait preuve d'une plus grande solidarité envers ceux qui sont venus à deux reprises se battre pour notre liberté et qui en sont les garants. » Le porte-parole du Front national a « stigmatisé la faiblesse, pour ne pas dire la lâcheté, dont la France a fait preuve ».

M. Raimond a estimé qu'il n'avait rien à ajouter à sa précédente réponse.

M. Valéry Giscard d'Estaing « approuve l'action américaine en Libye, justifiée par des actes répétés d'agression à l'égard des populations des pays démocratiques occidentaux. Dans les périodes de tension déclenchées par des actes de terrorisme international, l'Occident doit donner avant tout la preuve de sa solidarité. Je rappelle que, dans une circonstance comparable, lorsque nous avons eu à intervenir à Kolwezi pour faire face à une menace de déstabilisation du Zaïre, nos forces d'intervention ont été accueillies par des avions militaires américains », a déclaré, mercredi 16 avril, l'ancien président de la République.

Pour sa part, le bureau exécutif du Parti socialiste « regrette le raid massif de l'aviation américaine en Libye, qui a fait de nombreuses victimes. Les peuples n'ont pas à payer le prix des actes qui sont le fait de leurs dirigeants. Le terrorisme international doit être fermement combattu. Le déploiement des forces américaines ne constitue cependant pas la riposte qui s'impose. Une telle initiative risque, en effet, d'accroître la tension dans la région et d'entraîner une escalade d'actions incontrôlables. Le Parti socialiste appelle les gouvernements européens, concernés au premier chef par le terrorisme, à mettre en œuvre, en ce domaine, une politique concertée et déterminée. »

Si l'on ajoute à cela le consensus réalisé par M. Mitterrand sur une position pro-américaine dans l'affaire des euromissiles, on comprend que le refus opposé le 13 avril à la demande américaine ne soit pas passé comme une lettre à la poste dans les rangs de la majorité. M. Barre a gardé le silence, qui ne dit mot consent. Mais l'un de ses proches, M. François d'Aubert, s'est montré fort peu barriste en se déclarant « déçu » par l'attitude de la France.

L'UDF se démarque, donc, et marque M. Chirac. Elle joue sur une opinion présumée favorable aux Etats-Unis. Elle met aussi le doigt, sans le dire ouvertement, sur les contradictions auxquelles peut aboutir la concertation chiraco-mitterrandienne, entre les décisions prises et la sensibilité majoritaire.

#### M. Giscard d'Estaing prend ses distances à l'égard de la position du gouvernement

#### Première dissension sérieuse dans la majorité

(Suite de la première page.) La majorité n'est donc pas un bloc unanime. Toute occasion de le manifester est bonne à prendre pour les alliés de M. Jacques Chirac et du RPR. En outre, la politique étrangère ne doit pas s'élaborer seulement par concertation entre le premier ministre et le président de la République. L'Assemblée nationale est là, aussi, pour faire entendre sa voix dans ce domaine et demander des explications si besoin est: M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères, était invité à en donner à la commission que préside M. Lecanuet, le jeudi 17 avril dans l'après-midi.

Mercredi, lors de la séance des questions au gouvernement au Palais-Bourbon, le ministre a dû répondre, déjà, à M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, qui a exprimé les interrogations du groupe UDF sur l'attitude adoptée par la France dans le conflit américano-libyen. Avant lui, M. Michel Debré, dont la question portait principalement sur la lutte contre le terrorisme, avait dû s'y prendre à deux fois pour déclencher de tièdes applaudissements dans les rangs de la majorité en affirmant que celle-ci approuve la position prise par le gouvernement dans cette affaire.

Pourquoi la France s'est-elle refusée aux Etats-Unis le droit de faire passer au-dessus de son territoire leurs avions qui allaient bombarder Tripoli? Devant le bureau du groupe UDF, mercredi matin, M. Marcel Bigeard a remporté un vif succès en exprimant son enthousiasme devant l'action des Etats-Unis et sa déception d'avoir vu la France s'en dissocier. M. Lecanuet, la veille, avait regretté l'insuffisante solidarité des gouvernements européens, ce qui était une façon de mettre en cause, sans le dire ouvertement, la décision prise par MM. Mitterrand et Chirac.

L'action des Etats-Unis et sa déception d'avoir vu la France s'en dissocier. M. Lecanuet, la veille, avait regretté l'insuffisante solidarité des gouvernements européens, ce qui était une façon de mettre en cause, sans le dire ouvertement, la décision prise par MM. Mitterrand et Chirac.

Le chauvinisme occidental, exalté par M. Reagan, est communicatif, surtout face à un homme - le colonel Kadhafi - qui personnifie de façon caricaturale un nationalisme arabe illuminé et terroriste. Exprimer leur sensibilité propre, les députés UDF - et quelques RPR, comme M<sup>me</sup> Hélène Missouffe et M. Patrick Devedjian - ont aussi voulu aller au-devant de celle d'une fraction, peut-être majoritaire, des Français.

Le temps n'est plus où un comportement gaullien face aux tentatives des Etats-Unis pour imposer leurs conceptions et leurs initiatives internationales à leurs alliés forçait le respect et le silence au sein du mouvement gaulliste et, surtout, chez ses alliés.

L'évolution du RPR lui-même, sous la conduite de M. Chirac, l'a éloigné de l'antiaméricanisme propre au général de Gaulle et prolongé, à leur manière, par Georges Pompidou et M. Michel Jobert. Depuis la rencontre de Varennes, d'autre part, entre M. Giscard d'Estaing et Leonid Brejnev en 1980, la politique d'équilibre entre les blocs n'est plus très bien vue dans la composante giscardienne de l'UDF, sauf du côté de M. Raymond Barre.

Pour Mme Marie-France Garaud, « l'action militaire américaine contre un pays manifestement impliqué au premier chef dans cette nouvelle forme de guerre [attentats terroristes] a le mérite de la lucidité et de la détermination », observe l'ancienne conseillère de Georges Pompidou.

Pour sa part, M. Michel Jobert nous a déclaré: « Jupiter tombe, mais il ne peut descendre sur terre, on l'a bien vu en Iran, du temps de Carter et à Beyrouth du temps de Reagan. Celui-ci entreprend aujourd'hui de réduire et d'abattre Kadhafi. Mais le bombardement à distance voire le blocus n'y suffiront pas. Une fois encore, il faut des fantassins pour prendre les coups et les rendre. L'Europe serait parfaite dans ce rôle. Jusqu'ici, elle les a inquiétés et hésité à partir en croade américaine. Les Etats-Unis parviendront-ils à l'impliquer directement et aux premières loges dans les opérations qu'ils ont déclenchées, avec d'autant plus de détermination que ce fut de loin? C'est la question principale aujourd'hui, au-delà plus importante encore, quelle sera la réaction du monde arabe qui se mobilise aisément autour du mythe du héros, ennemi de la nation arabe, autour de la lutte contre les « impérialismes » qui tiennent l'islam en tutelle. M. Reagan a peut-être réfléchi aux surprises possibles de son entreprise ponctuelle? »

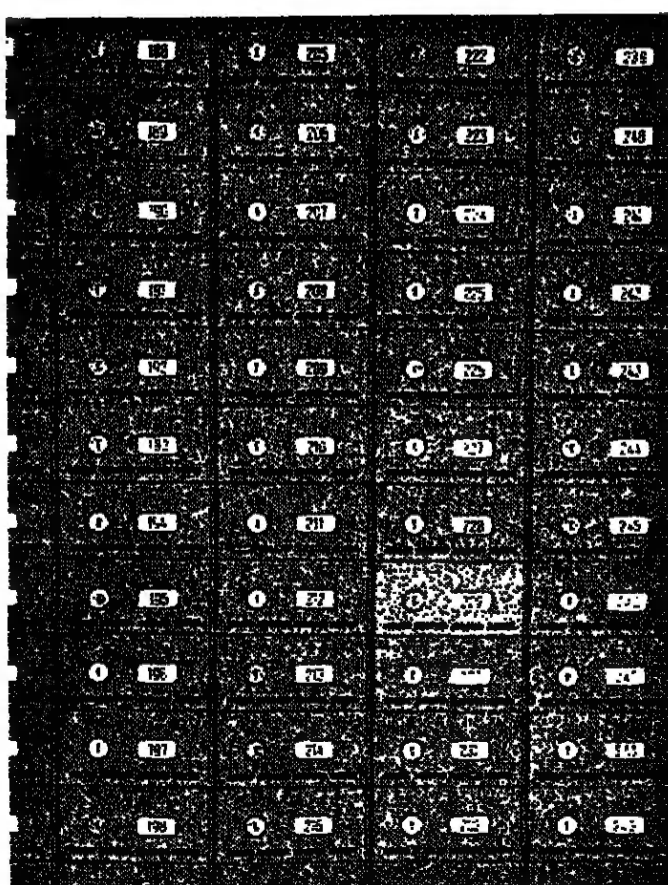


#### LES ASSUREURS ONT TRANCHÉ !

4 gammes de serrures PICARD se sont vu décerner la note maximum « 3 Etoiles » par l'Assemblée Plénière des Sociétés d'Assurances.

Liste des installateurs : au 42-33-44-86+

## POUR SAVOIR D'OÙ VIENT LA FORTUNE DES DICTATEURS ET OÙ ELLE SE PLANQUE, VOUS AVEZ DEUX SOLUTIONS :



POUR ACHETER ACTUEL VOUS AVEZ UNE SOLUTION. 20F TOUS LES 15 DU MOIS.

مكتبة المصطفى



# DIPLOMATIE

LA COHABITATION ET LES RELATIONS FRANCO-ALLEMANDES

- M. Chirac en visite à Bonn
- Tête-à-tête Mitterrand-Kohl à Trèves le 24 avril

M. Chirac fait ce jeudi 17 avril sa première visite en Allemagne fédérale depuis la formation de son gouvernement. Ce séjour de quelques heures à Bonn, qui a commencé par un déjeuner de travail avec le chancelier Kohl, doit permettre de faire le point sur les relations bilatérales franco-allemandes, notamment en ce qui concerne la politique agricole.

Pour sa part, M. Mitterrand rencontrera M. Kohl, jeudi prochain 24 avril à Trèves, pour un échange de vues qui portera également sur la politique agricole commune, ainsi que sur le prochain sommet des pays industrialisés à Tokyo, a précisé mercredi un porte-parole du gouvernement de Bonn. Cet entretien en tête-à-tête est distinct du prochain sommet régulier franco-allemand, auquel M. Chirac se rendra en compagnie du président de la République, à l'annonce, mercredi à Paris, M. Baudouin, porte-parole de Matignon. On apprend enfin que M. Franz-Josef Strauss, ministre-président de Bavière, aura un entretien avec M. Chirac à Paris le 23 avril.

Commentant les entretiens Kohl-Chirac de ce jeudi, M. Baudouin a reconnu que la politique agricole commune nécessite un rapprochement des positions française et allemande : le problème des montants compensatoires, que M. Chirac souhaite voir démantelés, doit être abordé en priorité par le premier ministre français. Or cette exigence, rapporte notre correspondant Henri de Bresson, a fait l'effet d'une douche froide, à Bonn, où l'on estime qu'elle contrevient aux engagements pris par les ministres des finances au moment du réajustement monétaire européen. On a eu le sentiment que les Français allaient une nouvelle fois laisser leurs collègues allemands tout seuls après avoir empoché les bénéfices de la dévaluation, qui leur permet une hausse des prix à domicile sans bouger le petit doigt. L'opposition social-démocrate a accusé le gouvernement de s'être laissé proprement « rouler ».

Ce dernier s'est trouvé confronté à une nouvelle vague de protestations de ses agriculteurs, dont les dirigeants réclament depuis plusieurs mois des mesures urgentes

pour rétablir leurs revenus. Des barrières de tracteurs et des manifestations ont eu lieu un peu partout en Allemagne fédérale au cours du week-end dernier. Mercredi, le conseil des ministres a chargé une commission de faire des propositions. Il s'agit notamment de prendre en charge dans le budget une partie des cotisations sociales versées par les petites et moyennes exploitations, c'est-à-dire ne dépassant pas 35 hectares. La RFA a en outre demandé à la commission européenne une extension des zones classées comme défavorisées et bénéficiant, à ce titre, d'aides spéciales. Le ministre de l'Agriculture, en tout cas, repoussera le mandat de s'opposer, à Bruxelles, à une diminution des prix agricoles. Il proposera à ses partenaires des mesures soit destinées à réduire la production, comme le gel de certaines terres, soit à créer des débouchés alternatifs, comme l'essence d'origine végétale.

M. Chirac abordera également avec M. Kohl, a indiqué M. Baudouin, le dossier de la navette spatiale européenne Hermès, sur lequel les Allemands ne sont pas pressés de prendre une décision. Sur le projet de « guerre des étoiles » américain (IDS), à propos duquel le gouvernement socialiste avait adopté une attitude de rejet très ferme (alors que la RFA a signé un accord de coopération avec les Etats-Unis), M. Chirac expliquera à M. Kohl les « nuances » que son gouvernement apporte à cette position. Mais il reste très prudent sur une éventuelle collaboration de la France à ce projet, a ajouté M. Baudouin.

Le ministre japonais des affaires étrangères à Paris. — M. Shintaro Abe s'est entretenu, mercredi 16 avril, avec son homologue français, M. Jean-Bernard Raimond. La présence, au sommet des pays industrialisés de Tokyo, les 4 et 5 mai, de M. François Mitterrand et de M. Jacques Chirac, pose certains problèmes, notamment protocolaires. M. Abe participe, ce jeudi à Paris, à l'ouverture de la réunion ministérielle annuelle de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques).

EN MARGE DE LA RÉUNION DE LA CSCE

## « Contre-conférence » à Berne sur les droits de l'homme

La réunion d'experts de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) sur les contacts entre les personnes (le Monde du 15 avril) s'est ouverte, mardi 15 avril, sous le signe de la déception, marquée ou discrète, qui a suivi l'acceptation par les démocrates occidentaux des exigences soviétiques sur la non-publicité des débats. Les neutres et les non-alignés ont tout de même obtenu que la première séance soit publique, ainsi que la dernière, le

26 mai. Les Occidentaux, dont plusieurs se sont tenus par un huis-clos accepté à contre-cœur, comptent bien profiter de cette occasion pour s'assurer que leurs déclarations finales seront connues du public. Ce huis-clos n'en a donné en tout cas que plus de relief à la « contre-conférence » organisée parallèlement par plusieurs associations de défense des droits de l'homme.

### De notre envoyée spéciale

Berne. — La raison d'être de la « contre-conférence » qui a terminé ses travaux, le 16 avril à Berne, n'était pas, selon ses organisateurs, de s'opposer à la réunion de la CSCE sur les contacts humains, mais bien plutôt d'essayer d'alerter les diplomates et l'opinion publique sur l'étendue du chemin qui reste à parcourir pour que les accords d'Helsinki soient autre chose qu'un chiffon de papier. De même que la conférence officielle, cette rencontre a réuni les représentants de treize pays, encore que les dissidents de l'Europe de l'Est y aient formé la majorité des participants.

En marge de la réunion, organisée par l'Internationale de la résistance et l'Institut Sakharov, ne s'est pas transformée pour autant en machine de propagande simpliste. M. Hutter, à bien précisé que le combat pour les libertés et la dignité de l'homme ne pouvait qu'être universel. L'écrivain noir américain, James Baldwin, a rappelé le drame de Nelson Mandela, toujours emprisonné en Afrique du Sud, et le sort tragique de tous les Noirs dans ce pays.

Anatoli Tchicharanski avait fait parvenir une cassette où il évoque également le sort de Mandela. Les victimes des dictatures sud-américaines ne furent pas non plus oubliées.

M<sup>me</sup> Faith Whitley, ambassadrice des Etats-Unis à Berne, fut un message d'encouragement de M. Reagan dans lequel celui-ci affirmait accorder son soutien « aux combattants de la liberté dans chaque continent ». Le seul nom du président américain provoqua quelques manifestations de désapprobation, mais Yves Montand, qui, dès son arrivée, avait conquis l'assistance, rappela que « si le peuple américain n'est plus d'accord avec Reagan, il peut le renvoyer comme il l'a fait pour Nixon. Ce qui n'est pas possible à l'Est ».

Eugène Ionesco, Jean Blot, Pavel Tigrid, un autre Tchécoslovaque Jaroslav Javorsky, qui a passé treize ans en prison pour avoir voulu quitter son pays par une voie jugée illégale et qui a été échangé dans le même lot que Tchicharanski, Leonid Plouchchikov, Vladimir Maximov, Edouard Lozanski, le député européen von Stauffenberg (fils du colonel qui fomenta un complot contre Hitler) firent également entendre leur voix.

### Des témoignages précis

Une journée entière fut consacrée à des témoignages précis, dont celui de l'une des rares survivantes des Tatars de Crimée, déportés en Asie centrale par Staline et encore

aujourd'hui interdits de séjour dans leur patrie.

Un groupe animé par l'écrivain dissident russe Vladimir Boukovski a consacré ses travaux à l'étude des méthodes de désinformation utilisées par le bloc de l'Est. Selon les rapports qui ont été présentés, l'appareil conçu à cette seule fin en Union soviétique emploierait plus de quinze mille personnes dotées d'un budget annuel de quelque 4 milliards de dollars.

Boukovski a insisté sur le recours systématique de la presse soviétique au thème « menaces de guerre », dont l'URSS serait victime, contrebalancé par celui de « lutte pour la paix » dont elle aurait l'appanage ; il remplaçait respectivement deux autres thèmes usés ou remis, celui de la lutte des classes, le but du pouvoir étant de créer dans le pays une mobilisation permanente des esprits et, à l'extérieur, ce que l'écrivain appelle « l'hystérie de la paix ».

Chacun de ces thèmes alimente l'autre : le déséquilibre soviétique, à qui l'on montre avec complaisance les manifestations organisées à l'Ouest contre l'arme atomique, finit sans doute par croire à une volonté d'agression débridée de la part des puissances « impérialistes », puisque tant de pacifistes les dénoncent avec un courage qu'il surestime, sachant ce qu'il lui en coûterait, à lui, de descendre dans la rue en poussant des cris séditieux. Pour Boukovski, « il y a un élément de mensonge dans tout ce que le régime soviétique dit ou fait ».

ISABELLE VICHNIAC.

# AMÉRIQUES

Etats-Unis

## Grandes manœuvres au Congrès sur l'aide aux rebelles du Nicaragua

Washington (AFP, Reuters, UPI). — Une majorité d'élus républicains, faisant corps pour l'occasion avec une partie de l'opposition démocrate à la Chambre des représentants, ont voté mercredi 16 avril contre la reprise de l'aide militaire américaine à la Contra, mais dans le but de faire adopter ultérieurement un projet plus favorable. Cette manœuvre de procédure fait suite à un autre vote de la Chambre, mardi, en faveur de l'inclusion dans une loi de finances de l'aide de 100 millions de dollars demandée par le président Reagan pour les rebelles anti-sandinistes.

Par ce subterfuge, les représentants démocrates entendent lier l'octroi de l'aide à la Contra — dont 70 millions de dollars à titre militaire — à l'adoption d'un programme social de 1,7 milliard de dollars,

dont la Maison Blanche refusait la mise en œuvre.

C'est pour s'opposer à un tel projet, qualifié par l'administration Reagan d'« encroûtement », que les représentants républicains ont préféré voter le rejet — temporaire — de l'aide à la Contra. Les dirigeants de l'opposition républicaine ont indiqué, à l'issue de ce vote, leur volonté de ramener devant la Chambre, le 12 mai prochain, le projet d'assistance aux rebelles combattant le régime sandiniste. Les républicains, qui sont au nombre de 182, doivent pour ce faire obtenir la signature de 218 représentants.

En attendant, 177 républicains ont uni leurs voix à celles de 184 membres de l'opposition démocrate pour approuver une motion préparée par ces derniers et qui prévoit un

programme de 27 millions de dollars pour les réfugiés d'Amérique centrale et 2 autres millions pour aider les membres du groupe de Contadora (Panama, Mexique, Venezuela et Colombie) à trouver une solution négociée au conflit nicaraguayen. Soixante-six représentants seulement se sont opposés à ce plan, qui ne donne pas un dollar aux Contras.

L'adoption de ce plan ne met en tout cas pas fin à l'interminable débat sur l'aide aux rebelles anti-sandinistes. Le projet gouvernemental, déjà rejeté le mois dernier par la Chambre des représentants, par 222 voix contre 210, avait été approuvé par le Sénat sous certaines conditions. A l'issue de l'éventuel nouveau vote du 12 mai, les deux chambres auront encore à se mettre d'accord sur un projet commun.

• A MANAGUA. C'est sans illusions que les Nicaraguayens ont accueilli le résultat du vote de la Chambre des représentants. Mûs par l'attente de la reprise de l'aide, plusieurs jours par les organisations sandinistes de base, des manifestations de protestation se sont déroulées mardi 15 et mercredi 16 avril dans tout le pays. Dans la capitale nicaraguayenne comme ailleurs, écoliers et fonctionnaires des administrations, sans oublier les militaires, ont été mobilisés devant l'ambassade américaine sur la place de la Révolution. Avant même le vote de la Chambre des représentants un éditorial de *Barricada*, organe du Front sandiniste de libération nationale, avait averti : « Qu'ils votent oui ou non, nous vaincrons. » — (Corresp.)

Brazil

UN RAPPORT DONT S'INSPIRE LE PRÉSIDENT SARNEY

## Partager le gâteau pour sauvegarder la démocratie

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. — Depuis quelques jours, M. Sarney a entre les mains un rapport de trois cents pages qui lui donne une photographie exacte du pays dont il a hérité. Ce rapport, il l'a demandé en août 1985 à un sociologue et politologue réputé, M. Helio Jaguaribe, soixante-deux ans, qui dirige, à Rio-de-Janeiro, l'Institut d'études politiques et sociales.

Les diagnostics les plus sinistres y sont confirmés : 65 % des Brésiliens vivent dans la misère ou dans la pauvreté. « Si le pays continuait de croître à la moyenne de 6 % par an sans rien changer de ses structures sociales, il aurait à la fin du siècle un PNB supérieur à celui du Canada, de la Grande-Bretagne ou de l'Italie, mais avec le même taux de misère qu'aujourd'hui et avec 20 % de chômeurs », affirme M. Jaguaribe.

La misère se définit au Brésil par « l'impossibilité de satisfaire les besoins alimentaires ». Un tiers des familles sont dans ce cas-là : leur revenu est inférieur à un salaire minimal de 804 cruzeiros (400 F) par mois. Quant à la pauvreté, c'est « l'impossibilité d'acheter des biens autres qu'alimentaires ». Un quart des familles sont dans cette situation. Les deux chiffres additionnés englobent 65 % de la population.

Le rapport donne d'autres précisions qui montrent comment la justice sociale est bâfoquée au Brésil. « 1 % des Brésiliens disposent d'autant de revenus que les 50 % les plus pauvres. » Jusque là y a vingt ans, le rapport entre le travail et le capital dans la répartition du revenu était de 60 %-40 %.

M. Jaguaribe, ce rapport s'est inspiré : 60 % pour le capital, surtout en raison de l'hypertrophie du secteur financier. »

En faisant des projections jusqu'à l'an 2000, l'institut a constaté que la croissance à elle seule ne permettrait pas de réduire les déséquilibres, se traduisant de ce que prétendait M. Delfim Neto, « phare de l'économie » sous le régime militaire, qui disait volontiers qu'il fallait « augmenter le gâteau » et que, ensuite, le partage se ferait.

Avec les auteurs du rapport, M. Sarney est convaincu de la nécessité d'un partage immédiat, faute de quoi la démocratie n'aurait guère d'avenir au Brésil. Il a lancé de nombreux programmes d'assistance pour parer aux besoins les plus urgents. Mais il pense aussi avec M. Jaguaribe et ses collaborateurs qu'il faut une politique de longue haleine pour modifier la répartition du revenu.

Le rapport propose de faire du Brésil à la fin du siècle un pays socialement comparable à la Grèce d'aujourd'hui. Ce qui suppose un gros effort pour réduire la mortalité infantile, augmenter l'espérance de vie, ainsi que pour alphabétiser la population, améliorer l'accès à l'eau et au réseau sanitaire. La comparaison avec la Grèce n'est pas fortuite. Les auteurs de l'étude ont analysé l'histoire récente de la Grèce et de l'Espagne. Ils ont remarqué que ces deux pays ont réussi un certain réajustement interne « en consacrant pendant quinze ans 12,5 % de leur PNB aux investissements sociaux ». Le Brésil y consacrerait actuellement 10 %. M. Jaguaribe estime que le « décollage social » peut se faire grâce à cet effort supplémentaire de 2 %.

Le problème qui se pose à M. Sarney et aux dirigeants de la nouvelle république est celui qu'affrontent tous les gouvernements réformistes et que M. Jaguaribe résume de la façon suivante : « Jusqu'où les privilèges de la classe dominante peuvent-ils être tolérés ? Quelles limites les dévotions peuvent-ils donner à leurs revendications ? » Faut-il des réponses claires à ces questions, l'histoire, au Brésil, risquerait de se répéter.

### Une nouvelle politique agricole

Le prix à payer, ce serait donc 2 % de plus du PNB pour les investissements sociaux. M. Sarney est invité à les trouver non seulement en imposant les gains du capital et les signes extérieurs de richesse, mais aussi en faisant des économies dans les services publics et — suggestion remarquée — en demandant aux créanciers étrangers de réduire les taxes de risque qu'ils prélèvent sur les stocks de capital.

La réforme agraire fait évidemment partie des remèdes destinés à modifier l'ordre social. « Plus pour augmenter l'emploi dans les campagnes que l'offre alimentaire », précise M. Jaguaribe. Selon lui, il faudrait cependant accroître cette offre de 40 % en quelques années, faute de quoi nombre de Brésiliens continueraient de mourir de faim. « Actuellement, les aliments sont vendus aux enchères, dit-il. Seuls les plus riches peuvent les acheter. Tant que la production alimentaire stagne, il ne servira à rien d'augmenter le salaire minimal. Chaque hausse de salaire contribue à renchérir le prix des aliments. »

Le rapport propose donc une nouvelle politique agricole. Il affirme aussi que, en multipliant les propriétés de type familial, la réforme agraire augmenterait à la fois l'emploi et la production d'aliments de subsistance, les seuls pour lesquels existe une pénurie. Car les cultures d'exportation, elles, ont beaucoup progressé pour fournir une partie de l'excédent commercial qui sert à payer les créanciers étrangers.

M. Jaguaribe demande aussi une refonte de l'industrie pour favoriser les secteurs absorbant de la main-d'œuvre. « La croissance industrielle s'est faite jusqu'à présent par une utilisation intensive de capital, dit-il. Nous avons fait des réserves de marchés pour l'informatic, pour les industries à haute technologie. Il faut en faire aussi pour les secteurs à utilisation intensive de travail, comme la construction civile, la mécanique, les fabriques de meubles, de chaussures et de textiles. »

Si ce rapport mérite d'être exposé dans le détail, c'est parce que M. Sarney en a déjà adopté les grandes lignes, avant même d'en recevoir le texte définitif. Les chiffres et les objectifs chiffrés lui sont ceux qu'il présente à ses interlocuteurs quand ils l'interrogent sur sa politique sociale.

Le rapport est intitulé « Pour un nouveau pacte social » et c'est précisément ce que le président cherche à conclure depuis un an : un pacte avec les différents secteurs de la société. Le plan cruzado, qui a ramené le Brésil à l'inflation zéro et donné un nouvel élan à la démocratie, est suivi lui aussi des brouillons d'université.

CHARLES VANHECKE.

# ASIE

Philippines

## Manille engage une action judiciaire contre le clan Marcos

Correspondance

Manille. — Au terme d'un long travail préparatoire, le nouveau gouvernement vient de déposer une mise en accusation devant le tribunal criminel contre l'ancien président Marcos, son épouse, leurs trois enfants ainsi que vingt et un membres de l'entourage du dictateur déchu. Selon l'acte d'accusation, M. Marcos et sa famille ont « accumulé leur fortune en violation des lois anti-corruption ».

Selon les enquêteurs actuellement chargés de faire l'inventaire des biens illégalement acquis par la famille et les amis de M. Marcos, la « fortune Marcos » se situerait entre 5 et 10 milliards de dollars. Pour l'instant, des biens immobiliers ont été répertoriés aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne alors que d'importants avoirs en liquide seraient enfouis dans plusieurs banques suisses.

Pourtant le gouvernement de M<sup>me</sup> Aquino se fait peu d'illusions sur l'aboutissement rapide de poursuites judiciaires contre l'ancien chef d'Etat. En effet, il n'existe actuellement pas de traité d'extradition entre la République des Philippines et les Etats-Unis, où M. Marcos réside depuis son départ précipité le 25 février.

En réalité, selon le ministre responsable de la commission d'enquête, M. Jovito Salonga, la mise en accusation a été surtout décidée afin de satisfaire les besoins de la législation suisse. Le gel des biens de M. Marcos, ordonné par le gouver-

nement helvétique, n'était, en effet, que temporaire et ne pouvait être prolongé que si le gouvernement de M<sup>me</sup> Aquino renforçait son dossier par une procédure en criminelle aux Philippines.

Néanmoins, les limiers philippins ne désespèrent pas d'obliger l'ancien dictateur de répondre de ses malversations « devant le peuple ». M. Salonga estime que la procédure officielle ainsi entamée jette les premiers jalons d'« un beau procès ». En attendant, la commission d'enquête poursuit son inventaire des biens « illégaux » de la famille Marcos et devrait procéder sous peu à de premières audiences publiques.

KIM GORDON BATES.

Afghanistan

• *Projet de règlement de l'ONU.* — Le médiateur de l'ONU, M. Diego Cordovez, va remettre aux gouvernements du Pakistan et de l'Afghanistan un projet de règlement du conflit afghan, a-t-on annoncé officiellement, mercredi 16 avril, aux Nations unies. M. Cordovez rencontrera le chef de la diplomatie pakistanaise, M. Yaqub Khan, et son collègue afghan, M. Mohammed Dost, en marge de la conférence des ministres des affaires étrangères, qui se tient actuellement à New-Delhi. Les négociations « indirectes » entre Kaboul et Islamabad doivent reprendre à Genève à partir du 5 mai. — (AFP.)

(Publié)  
UN IMMENSE MARCHÉ S'OUVRE  
APPRENEZ LE CHINOIS  
EN CHINE dans une grande université  
Pékin, Shanghai, Canton...  
PLACES LIMITÉES  
UN AN 28.800 F. UN SEMESTRE 15.500 F. + droits d'inscription. Logement compris.  
CEPEB, 57, rue Ch.-Lafitte, 92200 Nanterre. 47.45.00.19 ou 47.22.04.04.

« C'est toujours comme ça : pour continuer, il faut commettre une faute, franchir un seuil impossible. »

L'AUTRE JOURNAL



## LA RÉUNION DE LA CSCE

### à Berne sur les droits de l'homme

26 mai. Les Occidentaux, dont plusieurs se sont réunis par un huis-clos accepté à contre-cœur, ont tenté de profiter de cette occasion pour échanger que leurs déclarations finales soient faites en public. C'est à huis-clos qu'il a été donné en tout cas au de rebelle à la « contre-conference » organisée par Mémorandum pour plusieurs associations de défense des droits de l'homme.

Le Chancelier avait fait porter une cassette de la conférence de presse de Mandela. Les victimes des dictatures sud-africaines n'ont pas eu plus d'impact.

Le 1986, l'ambassadeur des États-Unis à Berne, l'un des plus importants de l'Occident, a été l'objet d'un attentat de l'extrême droite. Le 20 mai, le président de la République, François Mitterrand, a été l'objet d'un attentat de l'extrême droite. Le 21 mai, le président de la République, François Mitterrand, a été l'objet d'un attentat de l'extrême droite.

Le 22 mai, le président de la République, François Mitterrand, a été l'objet d'un attentat de l'extrême droite. Le 23 mai, le président de la République, François Mitterrand, a été l'objet d'un attentat de l'extrême droite. Le 24 mai, le président de la République, François Mitterrand, a été l'objet d'un attentat de l'extrême droite.

#### Des témoignages précis

Une journée entière fut consacrée aux témoignages précis, dont celui d'un des rares survivants des camps de Sighet, déportés en Asie centrale par Staline et Choukine.

## ASIE

### Philippines

#### Anillo engage une action judiciaire contre le clan Marcos

Manille. Au cours d'une conférence de presse, le procureur général, Anillo, a annoncé qu'il engageait une action judiciaire contre le clan Marcos. Il a déclaré que les preuves étaient suffisantes pour poursuivre les membres du clan.

ANILLO GORDON

### Afghanistan

Kaboul. Les forces soviétiques ont lancé une offensive contre les rebelles afghans. Les rebelles ont été vaincus dans plusieurs batailles.

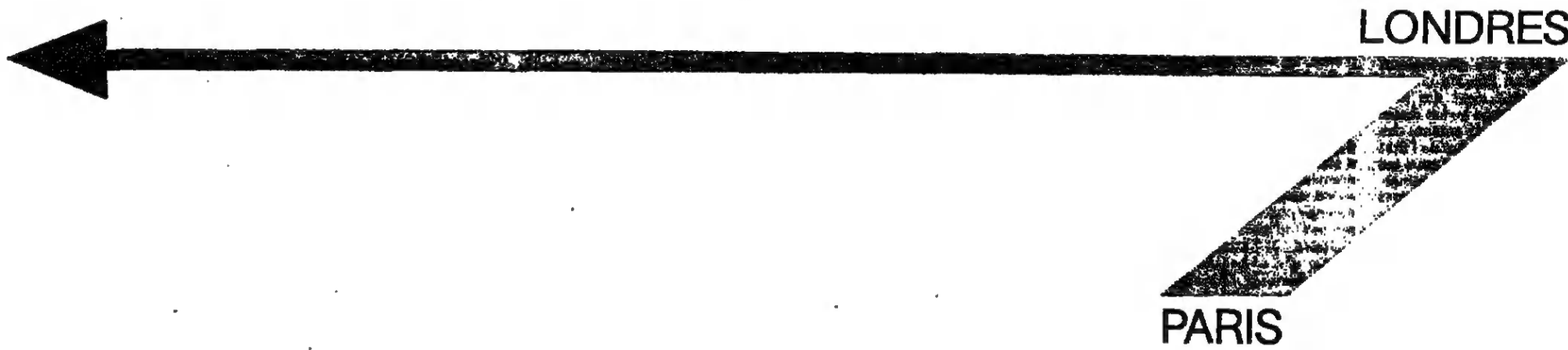
### CHINOIS

#### APPRENEZ LE CHINOIS EN CHINE

C'est l'occasion de venir en Chine pour apprendre le chinois. Il y a beaucoup de programmes disponibles.

## L'AUTRE JOURNAL

# Pour gagner du temps faites un détour.



### Passez par le Terminal 4 de Londres Heathrow.

Maintenant, les passagers de Paris bénéficient d'un transit plus rapide et plus simple vers plus de 70 destinations lointaines à l'intérieur d'une même aérogare : c'est le nouveau Terminal 4 de Londres Heathrow. Confortable, spacieux et moderne, il a été conçu pour le bien-être des passagers qui veulent gagner du temps.

**BRITISH AIRWAYS**







# IX « révolutionnaires » IX ...prétendants

... d'empêcher plus  
dans un archipel où les gens  
ont, sans cesse, le plus  
sécurité économique n'est  
pas brillante : une dette rate  
de 30 millions de francs en  
du Trésor de 40 milliards  
est incapable d'absorber les  
marchés extérieurs et infé-  
rondité prévoyant certaines  
viens de se trouver à court de  
subventions impuissantes du Pakistan  
de l'aide budgétaire de la  
2 - 29,45 milliards de francs  
fr. - le plus récemment ne par-  
pas à payer ses fournisseurs  
qui refusent. Pour arriver à son  
deux bouts, le régime a  
réorganisé les forces de l'ordre  
qui tentent d'arrêter les  
la République dans les  
des de révolte sur les  
de troupes policières multi-  
liées dans les provinces  
Les pouvoirs de la justice

... d'empêcher plus  
dans un archipel où les gens  
ont, sans cesse, le plus  
sécurité économique n'est  
pas brillante : une dette rate  
de 30 millions de francs en  
du Trésor de 40 milliards  
est incapable d'absorber les  
marchés extérieurs et infé-  
rondité prévoyant certaines  
viens de se trouver à court de  
subventions impuissantes du Pakistan  
de l'aide budgétaire de la  
2 - 29,45 milliards de francs  
fr. - le plus récemment ne par-  
pas à payer ses fournisseurs  
qui refusent. Pour arriver à son  
deux bouts, le régime a  
réorganisé les forces de l'ordre  
qui tentent d'arrêter les  
la République dans les  
des de révolte sur les  
de troupes policières multi-  
liées dans les provinces  
Les pouvoirs de la justice

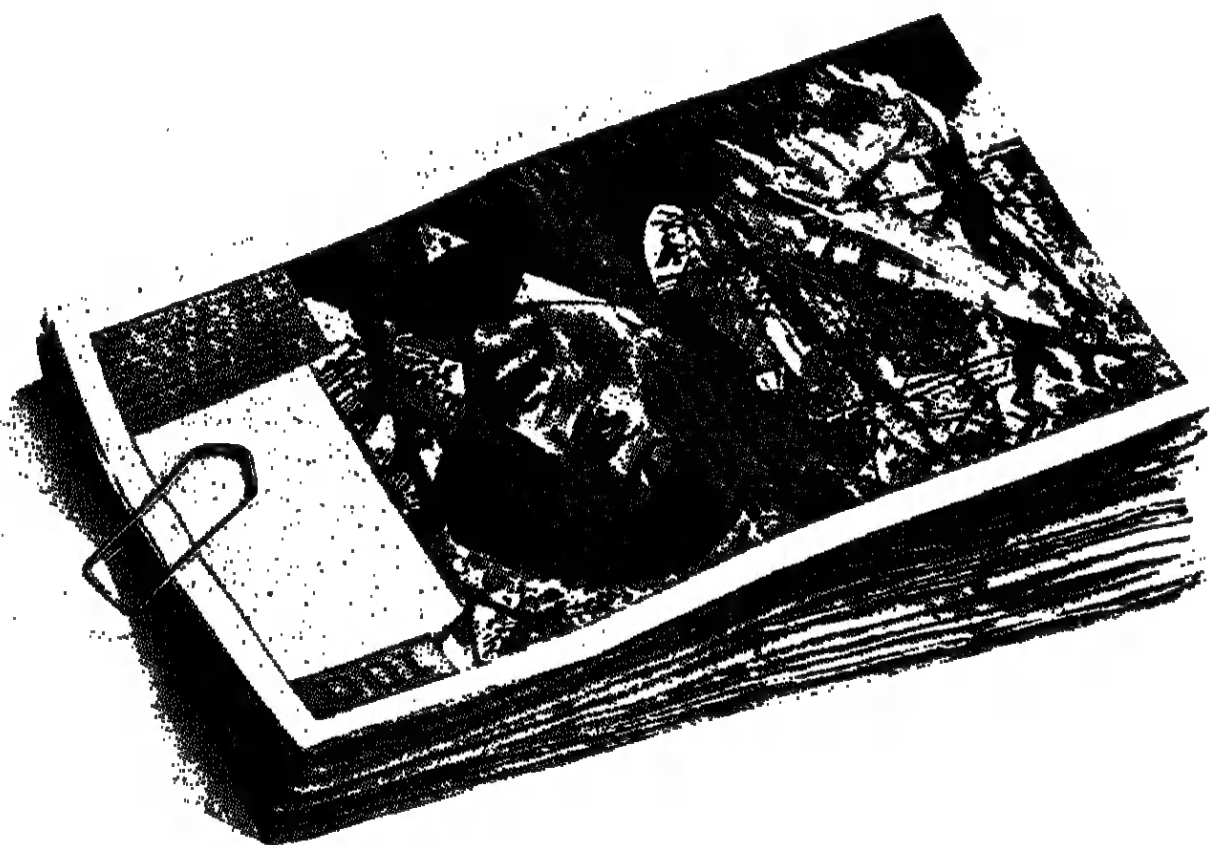
## Un politicien madré.

... d'empêcher plus  
dans un archipel où les gens  
ont, sans cesse, le plus  
sécurité économique n'est  
pas brillante : une dette rate  
de 30 millions de francs en  
du Trésor de 40 milliards  
est incapable d'absorber les  
marchés extérieurs et infé-  
rondité prévoyant certaines  
viens de se trouver à court de  
subventions impuissantes du Pakistan  
de l'aide budgétaire de la  
2 - 29,45 milliards de francs  
fr. - le plus récemment ne par-  
pas à payer ses fournisseurs  
qui refusent. Pour arriver à son  
deux bouts, le régime a  
réorganisé les forces de l'ordre  
qui tentent d'arrêter les  
la République dans les  
des de révolte sur les  
de troupes policières multi-  
liées dans les provinces  
Les pouvoirs de la justice

... d'empêcher plus  
dans un archipel où les gens  
ont, sans cesse, le plus  
sécurité économique n'est  
pas brillante : une dette rate  
de 30 millions de francs en  
du Trésor de 40 milliards  
est incapable d'absorber les  
marchés extérieurs et infé-  
rondité prévoyant certaines  
viens de se trouver à court de  
subventions impuissantes du Pakistan  
de l'aide budgétaire de la  
2 - 29,45 milliards de francs  
fr. - le plus récemment ne par-  
pas à payer ses fournisseurs  
qui refusent. Pour arriver à son  
deux bouts, le régime a  
réorganisé les forces de l'ordre  
qui tentent d'arrêter les  
la République dans les  
des de révolte sur les  
de troupes policières multi-  
liées dans les provinces  
Les pouvoirs de la justice

# Pour le prix d'un ~~Victor~~ Victor vous propose la puissance de Victor 286.

(plus un trombone.)



Le trombone c'est celui  
qui a du mal à contenir la dif-  
férence de prix entre le nou-  
veau Victor 286 et son  
homologue d'...

Le V 286, compatible  
avec le nouveau standard  
80286\*, utilise comme  
le système d'ex-  
ploitation MS-DOS\*\* 3.1.

Les spécifications du  
Victor 286 sont équivalen-

tes ou supérieures à celles  
de l'..., selon la confi-  
guration choisie : version à  
unité de disquettes 1,2 Mo,  
version à disque dur 20 ou  
40 Mo, capacités mémoire  
de 512 Ko en standard sur  
la carte mère, extensible à  
15 Mo.

Avec un prix de 35.900 F  
H.T. pour la version à disque  
dur 20 Mo, le Victor 286 est

tellement compétitif qu'on  
en oublierait de préciser  
qu'il est équipé en standard  
d'un écran monochrome  
graphique de 14 pouces.

Victor Technologies.  
Tour Horizon - 52, quai de  
Dion-Bouton, 92800  
Puteaux - Tél : 47.78.14.50.  
Lyon : 72.34.12.45. Mont-  
pellier : 67.64.71.72. Nan-  
tes : 40.89.24.28.

## VICTOR

Comme ~~Victor~~ moins cher qu'...

... Pour les renseignements complémentaires sur le V 286, adressez ce coupon  
à Victor Technologies, Tour Horizon 52, quai de Dion-Bouton, 92800 Puteaux.

Nom : \_\_\_\_\_

Société : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Fonction : \_\_\_\_\_

Tél : \_\_\_\_\_

Matériel en votre possession : \_\_\_\_\_

LN-17.4

**TÊTE DE TURC**

Un livre événement

Page après page, toujours plus bas,  
jusqu'au fond. On ne peut  
laisser le livre. » Libération

Un témoignage unique... Bar-ce si différent  
en France ? » La Croix

En France, vos Turcs s'appellent  
Maghrébins et la xénophobie est courante  
dans presque toutes les couches  
de la société. » Ginter Wallraff,  
dans La Vie culturelle

Portrait de Gilles Perault  
Traduction de Alain Brossat  
Alain Schneffels 80 francs



# politique

UN ENTRETIEN AVEC M. FRANÇOIS LÉOTARD

## Nous nous comporterons en alliés « loyaux et différents »

M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, a précisé, dans l'entretien qu'il a accordé au Monde, sa position et celle de ses amis du PR au sein du gouvernement et dans la majorité, par rapport au RPR et aux autres composantes de l'UDF. Nous sommes des alliés « loyaux et différents », explique M. Léotard.

« La déclaration de politique générale de M. Chirac vous a-t-elle convaincus de la volonté du gouvernement de prendre le « virage libéral » ?

« Dans la perspective libérale qui est la nôtre, la déclaration de politique générale me convient parfaitement. Je crois qu'elle est même courageuse à beaucoup d'égards, et personne ne peut prétendre qu'il y a eu un recul par rapport à la plate-forme RPR-UDF.

« Les mises en garde de M. Giscard d'Estaing et de M. Lecanuet sont-elles sans objet ?

« Ils ne font qu'exercer un droit et un devoir fondamentaux qui sont ceux de la vigilance du Parlement par rapport au gouvernement.

« Estimez-vous nécessaire, comme certains députés de la majorité, d'établir rapidement un « état des lieux » et d'aller au-delà du rapport demandé à M. de La Genière ?

« J'y suis tout à fait favorable. Je suis en train d'établir cet état des lieux dans mon ministère. Ce que je découvre actuellement est de nature à me renforcer dans l'idée qu'il faut poursuivre et approfondir ce bilan. Beaucoup de décisions ont été prises avec une très grande légèreté, sans disposer des moyens financiers nécessaires. Par exemple, je ne comprends pas que, dans le secteur dont j'ai la charge, l'on ait tenté de rechercher un prestige personnel avec l'argent des autres, de se faire un renom avec la « fausse monnaie » du déficit budgétaire. Le jour où les Français sauront comment notre pays a été géré depuis 1981 - si nous parvenons à le leur expliquer, - ils porteront un jugement extrêmement négatif sur la gestion socialiste.

« Comment pouvez-vous vous sentir à l'aise à l'intérieur d'une machine gouvernementale tout entière tournée vers l'échec présidentiel et le succès d'un homme, Jacques

Chirac, qui n'est pas, a priori, le présidentiable que vous choisissez ?

« Je souhaite d'abord le succès du gouvernement. S'il n'y a pas succès du gouvernement, il y aura un président socialiste en 1988 ! Quant au choix d'une stratégie présidentielle : il y a celle du RPR qui a sa légitimité. Elle vient de loin et elle se poursuivra. Il y aura la nôtre. Ce n'est pas nécessairement la même. Il faut le dire très clairement.

« M. Giscard d'Estaing, en 1974, avait besoin, dans le camp d'un face, d'un allié, cela a été M. Chirac. Ne pourriez-vous jouer le rôle que M. Chirac a joué ?

« Vous faites référence au discours de M. Jospin répondant au premier ministre. C'est de la politique ! Nous ne sommes pas, pas encore, engagés dans une compétition présidentielle, et j'ai peu de goût pour les scénarios de politique-fiction. Aujourd'hui, je suis membre du gouvernement. Ma loyauté vis-à-vis du premier ministre n'a pas besoin d'être affirmée. Elle est totale. Mais, dans le même temps, j'affirme ma différence, ou plutôt mon identité, et celle de mes amis. Je dis : loyaux et différents. Ce n'est pas le « oui, mais », et c'est en même temps l'affirmation de l'identité de l'UDF, c'est-à-dire de l'identité libérale. On est dans le gouvernement et on va le faire gagner.

### « Différence, oui, mais pas cacophonie »

« Chaque parti de la majorité revendique sa spécificité, mais, concrètement, quand s'exprime-t-elle réellement cette « spécificité » ?

« Notamment au cours des réunions de concertation avec les responsables de la majorité. Mais une fois que la décision est prise, nous nous y rangeons. Différence, oui, mais pas cacophonie. Gouverner, c'est prendre des décisions. Il n'est pas nécessaire que les différences s'expriment au grand jour et avec tapage. Nous ne sommes pas le Parti socialiste, où en permanence les courants s'affrontent.

« L'identité « libérale » trouve-t-elle son compte dans l'arsenal sécuritaire du gouvernement et dans la philosophie de certaines mesures associées ?

« Il faut respecter le Parlement. Il faut attendre la discussion législative, pendant laquelle l'UDF jouera son rôle, comme elle l'a joué au moment de la discussion du projet de loi « sécurité et liberté ». A l'époque, les parlementaires libéraux - mes amis Alain Madelin et Gérard Longuet - ont pris des positions libérales et contribué à amender le projet. Nous ferons de même. Nous dirons très clairement ce que nous avons à dire, notamment sur certains aspects touchant aux libertés. C'est la raison pour laquelle nous avons souhaité que certains de ces projets de loi, quand ils concernent des libertés, passent par le Parlement et non pas par la procédure des ordonnances. Il faut que chacun s'exprime avec son tempérament et sa culture.

« Pourquoi ces mouvements d'humour à l'UDF face à la volonté de l'ancien président de la République de se poser en porte-parole privilégié de l'UDF ?

« Moi, je n'ai pas d'humour. J'ai proposé que nous ayons un conseil ou un congrès national un peu élargi avant l'été et que ce congrès puisse donner lieu à une manifestation politique où l'UDF s'exprimerait en tant que telle. J'ai même proposé qu'il y ait un texte à voter, c'est-à-dire un enjeu électif. Je suis très attaché à ce que l'UDF puisse aller de son propre pas, autant au Parlement qu'au gouvernement.

« Est-ce qu'il sera temps de proposer à ce moment-là un successeur à M. Lecanuet ?

« A ma connaissance, le mandat de M. Lecanuet n'arrive pas à son terme au mois de juin.

« Cette grande liberté laissée aux composantes ne simplifie pas l'affirmation de l'identité de l'ensemble UDF ? Des réunions ont lieu entre libéraux de même tendance et quand elles sont communes aux composantes de l'UDF, elles se tiennent sous la présidence du RPR.

« J'ai tenu à ce que les ministres PR se rencontrent, s'informent et aient une communication cohérente. Mais il existe aussi une concertation entre MM. Méhaignerie, Rossinot et moi. C'est nécessaire.

« Cette volonté de concertation a-t-elle toujours existé. Elle s'est assez peu traduite dans les faits.

« C'est vrai que, dans le passé, nous avons plus ou moins bien réussi. Aux européennes notamment. Mais cette fois, je sais que nous allons réussir.

### « Gouverner pour réussir »

« Cette réussite suppose que vous ayez les mêmes objectifs, notamment pour l'élection présidentielle.

« A la question : faut-il qu'il y ait un candidat UDF à l'élection présidentielle, vous n'avez pas de réponse différente de M. Méhaignerie, de M. Rossinot et de moi-même. Oui, il faut qu'il y ait un candidat UDF. Nous disons simplement ensemble que ce n'est pas le moment d'évoquer et de trancher cette question-là. C'est vrai qu'il y a des interrogations à l'UDF, mais nous ne voulons pas qu'elles deviennent un handicap pour nous. Nous avons besoin d'abord de réussir. Si l'UDF était d'une manière ou d'une autre associée à un échec ou à l'origine d'une difficulté gouvernementale, elle en subirait de plein fouet les conséquences. L'UDF a pour obligation, morale et politique, de réussir et de faire réussir le gouvernement.

« On a quand même l'impression qu'on est un peu revenu à la case départ avec M. Chirac d'un côté en position de force, et en relation particulière non pas avec l'UDF, mais avec, d'une part le CDS, de l'autre le PR, au point que l'été 1977, avant même que ne se constitue l'UDF.

« Ce n'est ni vrai ni souhaitable. Souvenons-nous des Horace et des Curiaque. Je souhaite sincèrement que nous allions vers un regroupement des forces de l'UDF. Ce n'est pas facile, je le sais, décourageant souvent, mais nécessaire, je l'ai toujours pensé.

Je souhaite que l'UDF soit forte et, en attendant, je renforce le PR, car l'UDF ne sera rien sans un PR fort.

« Le PR n'est pas suffisamment fort pour reprendre son indépendance hors de l'UDF ?

« Je suis déjà heureux de voir le PR devenu la troisième force parlementaire de ce pays. La deuxième de la majorité, l'une des formations qui ont connu le plus fort développement depuis quelques années. Nous nous sommes fixé un objectif : être la formation ou l'une des formations les plus importantes en France dans quelques années.

« Où en est votre projet d'élargissement du PR en « maison des libéraux » ?

« Nous l'avons d'une certaine manière réalisé dans le gouvernement, avec des hommes comme Philippe de Villiers ou Claude Malhuret. Nous avons la volonté d'aller plus avant en attirant des hommes qui sont encore à la marge des formations politiques.



PANCHO

« des universitaires, des économistes, des syndicalistes, des hommes d'entreprise, etc. - mais qui gardent aujourd'hui encore une certaine réserve vis-à-vis du monde politique.

### Tous les atouts en main

« Philippe de Villiers et Claude Malhuret, vous les saluez sur laquelle de vos marges ?

« Claude Malhuret vient d'une galaxie qui n'est pas particulièrement à droite de l'échiquier. Philippe de Villiers est un homme de terrain. Son expérience culturelle montre que la culture n'est pas le monopole de la gauche. Cela prouve bien que notre position - le centre droit - est certainement une position stratégique pour accueillir ceux qui sont libéraux sans être autoritaires, libéraux sans être conservateurs, tous ceux qui ont une conscience aiguë des mouvements sociaux qui transforment notre société.

« Vous ne partagez pas les craintes du CDS qui s'inquiète de voir l'électorat du centre lui échapper au profit d'un Parti socialiste devenu social-démocrate ?

« C'est pour cela que je souhaite que notre alliance avec le CDS soit forte. A l'évidence, le CDS a vocation à convaincre les salariés français que leur intérêt n'est pas à gauche. Le léger reflux des derniers jours de la campagne s'explique peut-être par un certain désarroi de l'électorat salarié, par une certaine inquiétude née d'imprudences verbales. Je souhaite que le CDS et l'UDF tout entière aient cette volonté d'expliquer mieux ce que nous essayons de faire et qui, en aucune manière, n'est une politique de revanche sociale.

« Le CDS expliquerait d'autant mieux s'il ne participait pas au gouvernement !

« Je ne crois pas. Il y a dans ce pays une très forte majorité qui dépasse largement la majorité électorale qui vent que les libéraux gouvernent. Depuis l'été 1985, dans tous les sondages, nous avons vu augmenter le nombre de

ceux qui souhaitent que le président de la République reste, mais que l'ancienne opposition gouverne, de ceux qui souhaitent la paix civile et un compromis historique entre socialisme et libéralisme. Je suis pour la paix civile, mais je suis contre tout compromis politique.

### « Une évolution à l'anglo-saxonne »

« Vous ne croyez pas possible des recompositions politiques ?

« C'est autre chose. Le compromis politique, tel qu'il est apparemment souhaité par les Français, cela consiste à mettre un petit peu de Lang, un petit peu de Léotard, un petit peu de Rocard, un petit peu de Juppé, etc. C'est, à mon avis, la quasi-certitude de l'impuissance, une source de confusion et d'ambiguïté et, en définitive, de déceptions et de frustrations. Quant aux évolutions à venir, je

procède d'intention. Regardez les garanties que nous offrons pour le découpage des circonscriptions. Réalisez qu'il ne s'agit que de revenir au mode de scrutin qui a été le nôtre pendant vingt-cinq ans de V<sup>e</sup> République. Quand on a fait ce qu'ont fait les socialistes, quand on a accumulé ou converti tant de fraudes électorales, on a au moins la pudeur de se taire.

« Les inquiétudes de l'UDF quant aux modalités du redécoupage sont-elles justifiées ?

« L'UDF en tant que telle n'a aucune inquiétude, tout simplement parce que nous allons travailler avec le RPR.

« Les députés UDF ont-ils la garantie de ne pas se voir opposer en première un candidat RPR ?

« C'est un peu prématuré. Il est possible que l'on aille dans cette direction, mais je ne suis pas sûr qu'il faille toujours choisir la reconduction des sortants. De toute façon, il ne faut pas oublier que les législatives auront lieu très vraisemblablement bien après une élection présidentielle qui bouleversera le paysage électoral.

### « Laissez-nous quelques mois »

« Sur des sujets comme l'immigration, la sécurité, M. Le Pen s'est amusé de ce que certaines parties de ce discours de politique générale de Jacques Chirac empruntent à l'extrême droite. Sans motif ?

« Cela fait partie de la tactique de M. Le Pen : faire croire qu'il joue un rôle important. Je crois que le Front national est nourri des faiblesses et des erreurs de la gestion socialiste. S'il y a vraiment quelque chose qui est lié à un héritage, c'est bien cela.

« Vous n'avez pas condamné les accords passés par certains de vos élus avec le Front national.

« Je n'ai pas participé à ces votes.

« Mais vous êtes le successeur à la tête du PR d'un homme, M. Jacques Blanc, qui a passé, pour l'élection à la présidence de la région Languedoc-Roussillon, un accord avec le Front national. Vous ne condamnez pas son attitude ?

« Laissez-nous quelques mois pour agir et vous verrez - je suis prêt à en prendre le pari - baisser les scores du Front national. Tout simplement parce que les problèmes auront été pris à bras le corps. Nous assistons déjà à un changement significatif d'état d'esprit dans la police nationale qui va tout à fait dans le bon sens.

« Que pensez-vous de l'appel à l'épuration dans l'Assemblée nationale lancé par le Figaro et le Figaro-Magazine, presse dans laquelle un certain nombre de responsables sont des députés de votre majorité ?

« Je ne suis pas d'accord. Mais je ne suis pas à leur distribution des bons ou des mauvais points aux journaux. Ils sont indépendants. Ne transformez pas les hommes politiques en juges de la presse.

« Cet appel à l'épuration arrive à un moment où plusieurs députés de la majorité s'opposent de ne pas voir changer les têtes à la télévision.

« A chaque élection se manifeste cette tentation chez beaucoup d'hommes politiques.

« Pensez-vous que Jacques Chirac ait commis une erreur en ne laissant pas M. Giscard d'Estaing accéder au poste de président de l'Assemblée nationale ? Est-ce que cela change les données du jeu ?

« Je ne le pense pas. Je continue à croire qu'il aurait été plus satisfaisant, dans l'équilibre du paysage politique, d'avoir M. Giscard d'Estaing à la présidence de l'Assemblée nationale, mais je fais tout à fait confiance à M. Chaban-Delmas pour être un bon président de l'Assemblée nationale.

« Et à M. Giscard d'Estaing pour oublier cette « déception » ?

« Il a déjà jeté une fois la rancune à la rivière. Je ne crois pas qu'il ait changé d'attitude.

Propos recueillis par JEAN-PIERRE COLONNAZ et CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

## Yves Mourousi lance l'Association France

« Il était temps de faire quelque chose »

Hommes politiques de premier plan, Yves Mourousi en a marre de voir figurer de la même façon, dans les mêmes journaux, les mêmes noms, les mêmes visages, les mêmes idées. C'est toujours la même histoire. « Il était temps de faire quelque chose ». Alors il va le faire, à la fin du mois, après la publication d'un livre, « Il est temps de parler ». Ce sera l'Association France.

« Dire autre chose, faire autrement et vivre ensemble » : tels sont les principes de l'Association France, dont les statuts viennent d'être déposés.

Mais encore ? Eh bien ! on verra. Si les mots veulent s'organiser entre eux, qu'ils s'organisent. Ceux qui veulent entreprendre, idem. Ceux qui ont des idées à développer, idem. Ceux du Nord, dans le Nord ; ceux des Bouches-du-Rhône, dans les Bouches-du-Rhône, etc. Et que les uns communiquent avec les autres, s'ils le souhaitent. Loin du bruit et de la fureur des petites phrases et pour faire entendre d'autres voix, ordinairement couvertes par l'assourdissant des invectives ou des dialogues vides.

### Comme vous voulez

Unanimité malin ? Pourquoi pas. Mais il y a des choses, dit le maître des grosses audiences, « Les gens construisent cette association comme ils le voudront, en y apportant ce qu'ils voudront y apporter. »

C'est ainsi qu'il le sent, « l'homme du quotidien », qui prétend avoir une personnalité sur la société française, la vraie, pas celle des polycopiés de Sciences-Po. « Tout va vite ». Si vite que nos grands hommes sont restés sur le bord de la route où filent motos et nouveaux modes de vie.

Il y a quelques semaines, le microcosme bien informé a rigolé des résultats d'un sondage : les Français croyaient que Jack Lang, qu'ils aiment bien, pourrait rester là où il était pendant que François Léotard, qu'ils aiment bien, viendrait s'installer (mais pas dans le même fauteuil) près de lui, dans un gouvernement idéal. Exactement le genre de chose qui lui fait pas très Yves Mourousi. Pourquoi pas ? Et tant pis si les États-majors s'étranglent.

Pour l'instant, l'Association France ne ressemble à rien, on ne sait pas encore quoi. Rumeur qui court, s'entend et se demande qu'à prendre consistance et à faire perler d'elle et de son promoteur.

Ce dernier ne veut pas nous tromper : « Si je vous dis : ce n'est pas politique, vous ne me croirez pas. C'est politique. Mais pas politicien ». Alors encouragez-le dans le genre question politique : Mourousi président ? Il rigole doucement : « Je ne sais jamais tel jour où je ferai le lendemain. »

Dernière note bureau, le vieux de Gaulle en photo lance ses grands bras en V de la victoire. Pas difficile d'y ajouter une bulle imaginaire : « Vive Mourousi, vive la France ! »

QUESTIONS D'ACTUALITÉ

## Le trac de

« Le trac de... »

DANS LES COULOIRS

## L'univers impitoyable

« L'univers impitoyable... »

« L'univers impitoyable... »

« L'univers impitoyable... »

« L'univers impitoyable... »

« L'univers impitoyable... »

« L'univers impitoyable... »

« L'univers impitoyable... »

« L'univers impitoyable... »

« L'univers impitoyable... »

« L'univers impitoyable... »

« L'univers impitoyable... »

« L'univers impitoyable... »

« L'univers impitoyable... »

« L'univers impitoyable... »

« L'univers impitoyable... »

« L'univers impitoyable... »



# STARD

## aux et différents

qui veulent que le président de la République reste, mais qui ne veulent pas qu'il reste. C'est un paradoxe. C'est un paradoxe. C'est un paradoxe.

Le président de la République, M. Mitterrand, a été élu pour cinq ans. Mais il y a des gens qui veulent qu'il reste. Et d'autres qui veulent qu'il parte. C'est un paradoxe.

Le président de la République, M. Mitterrand, a été élu pour cinq ans. Mais il y a des gens qui veulent qu'il reste. Et d'autres qui veulent qu'il parte. C'est un paradoxe.

Le président de la République, M. Mitterrand, a été élu pour cinq ans. Mais il y a des gens qui veulent qu'il reste. Et d'autres qui veulent qu'il parte. C'est un paradoxe.

Le président de la République, M. Mitterrand, a été élu pour cinq ans. Mais il y a des gens qui veulent qu'il reste. Et d'autres qui veulent qu'il parte. C'est un paradoxe.

Le président de la République, M. Mitterrand, a été élu pour cinq ans. Mais il y a des gens qui veulent qu'il reste. Et d'autres qui veulent qu'il parte. C'est un paradoxe.

Le président de la République, M. Mitterrand, a été élu pour cinq ans. Mais il y a des gens qui veulent qu'il reste. Et d'autres qui veulent qu'il parte. C'est un paradoxe.

Le président de la République, M. Mitterrand, a été élu pour cinq ans. Mais il y a des gens qui veulent qu'il reste. Et d'autres qui veulent qu'il parte. C'est un paradoxe.

Le président de la République, M. Mitterrand, a été élu pour cinq ans. Mais il y a des gens qui veulent qu'il reste. Et d'autres qui veulent qu'il parte. C'est un paradoxe.

Le président de la République, M. Mitterrand, a été élu pour cinq ans. Mais il y a des gens qui veulent qu'il reste. Et d'autres qui veulent qu'il parte. C'est un paradoxe.

Le président de la République, M. Mitterrand, a été élu pour cinq ans. Mais il y a des gens qui veulent qu'il reste. Et d'autres qui veulent qu'il parte. C'est un paradoxe.

Le président de la République, M. Mitterrand, a été élu pour cinq ans. Mais il y a des gens qui veulent qu'il reste. Et d'autres qui veulent qu'il parte. C'est un paradoxe.

Le président de la République, M. Mitterrand, a été élu pour cinq ans. Mais il y a des gens qui veulent qu'il reste. Et d'autres qui veulent qu'il parte. C'est un paradoxe.

Le président de la République, M. Mitterrand, a été élu pour cinq ans. Mais il y a des gens qui veulent qu'il reste. Et d'autres qui veulent qu'il parte. C'est un paradoxe.

Le président de la République, M. Mitterrand, a été élu pour cinq ans. Mais il y a des gens qui veulent qu'il reste. Et d'autres qui veulent qu'il parte. C'est un paradoxe.

Le président de la République, M. Mitterrand, a été élu pour cinq ans. Mais il y a des gens qui veulent qu'il reste. Et d'autres qui veulent qu'il parte. C'est un paradoxe.

### QUESTIONS D'ACTUALITÉ A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

## Le trac de la « générale »

Le trac de la « générale » n'est pas une exclusivité des vedettes de l'Olympie. Les ministres qui doivent, pour la première fois, s'exprimer dans l'hémicycle du Palais Bourbon n'en sont pas dépourvus. Le gouvernement a pourtant imposé à nombre d'entre eux cette redoutable épreuve. Ils ne l'ont pas tous passée avec succès, loin s'en faut. Heureusement ils auront droit à d'autres sessions de « générale », dont pour certains, mais pas pour tous, il n'est pas exclu qu'ils ne soient pas les seuls à bénéficier.

Les ministres qui n'ont jamais eu l'occasion de s'exprimer dans l'hémicycle du Palais Bourbon ont sept fois la langue dans la bouche avant de prononcer un mot. Echauffé par les réactions des socialistes, M. Edouard Balladur comprend vite qu'il ne peut parler de son « privilège » quand il s'agit de l'amitié accordée aux exportateurs frauduleux de cap...

Le trac de la « générale » n'est pas une exclusivité des vedettes de l'Olympie. Les ministres qui doivent, pour la première fois, s'exprimer dans l'hémicycle du Palais Bourbon n'en sont pas dépourvus. Le gouvernement a pourtant imposé à nombre d'entre eux cette redoutable épreuve. Ils ne l'ont pas tous passée avec succès, loin s'en faut. Heureusement ils auront droit à d'autres sessions de « générale », dont pour certains, mais pas pour tous, il n'est pas exclu qu'ils ne soient pas les seuls à bénéficier.

Les ministres qui n'ont jamais eu l'occasion de s'exprimer dans l'hémicycle du Palais Bourbon ont sept fois la langue dans la bouche avant de prononcer un mot. Echauffé par les réactions des socialistes, M. Edouard Balladur comprend vite qu'il ne peut parler de son « privilège » quand il s'agit de l'amitié accordée aux exportateurs frauduleux de cap...

### DANS LES COULOIRS

## L'univers impitoyable

Chaque mercredi, la démocratie s'offre un petit plaisir sadique. La télévision, qui ne s'y trompe pas, choisit ce jour-là pour retransmettre en direct ces quelques heures de cruauté hebdomadaire. C'est elle qui appelle « séance des questions d'actualité ». La recette est en fait simple : celle d'un feuilleton américain moyen : vous prenez un ministre, une préférence néo-phrygienne, encore mal remis d'une machine de cohérentisme mouscade à l'Elysée. Et vous les laissez se battre dans un hémicycle rempli de fauves, de préférence nourris au yaourt depuis une semaine. C'est impitoyable. C'est Dailly.

M. Jean-Claude Gaudin (UDF, Bouches-du-Rhône), qui n'est assurément pas le plus tendre des co-faunes, est convenu volontiers : « L'Assemblée nationale, c'est dur, mais c'est aussi très amusant. » Et M. Philippe de Villiers, tout nouveau secrétaire d'Etat à la communication, a peine sorti de sa « Vendée », qu'il a dit : « C'est sans pitié, il veut mieux éviter que sa langue fourche ». Oui, rude expérience : « Depuis quinze jours, explique M. Gaudin, les ministres sont comme des chiens, comme des chiens, comme des chiens. Et puis, le type arrive là, il se livre à la conversation, et là, boom ! tout le monde lui tombe dessus. »

Bourin ! Il se sent trois ou quatre qui gardent trente-six chandelles de leur bêtise des questions d'actualité. Chacun a tenté de s'en sortir à sa façon. Doucement pour M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères, qui a cru pouvoir faire le coup du mépris à M. Pierre Sergent (FN, Pyrénées-Orientales) en refusant de répondre à son interpellation. « Ce n'est pas convenable de répondre à un tel », a-t-il dit. M. Gaudin, vigilant gardien des usages. Quant à M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, il aura vite appris que la courtoisie est parfois la plus périlleuse des vertus. Il se livre. « J'ai le privilège », a-t-il dit. « On avait envie d'ajouter privilège enrichissant », rappelle M. François d'Aubert (UDF).

Haussé de la cote de popularité de M. Mitterrand, selon BVA. Le dernier sondage de BVA que publie Paris-Match, enregistré une semaine après l'annonce de la démission de M. Balladur, montre que la cote de popularité du président de la République, d'après cette enquête, réalisée du 1er au 7 avril auprès d'un échantillon de neuf cent soixante-quinze personnes, le chef de l'Etat a 54 % d'opinions positives (au lieu de 51 % en mars) et 35 %

d'opinions négatives (au lieu de 45 % le mois dernier), 11 % de personnes interrogées ne se prononçant pas. Elles ont un peu plus nombreuses à réserver leur jugement sur le premier ministre (19 %). Ce qui n'empêche pas M. Jacques Chirac de bénéficier d'une appréciation positive puisque 71 % des Français déclarent avoir une bonne opinion de lui et 34 % une mauvaise.

## Les socialistes engagent leurs anciens ministres contre le projet de collectif budgétaire

Pour la première fois depuis qu'ils sont revenus dans l'opposition, les socialistes ont eu l'occasion de tester l'efficacité de l'artillerie lourde que constituent à l'Assemblée nationale leurs anciens ministres. Pour dénoncer les « conséquences très graves pour l'avenir » du projet de collectif budgétaire, M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste...

Pour la première fois depuis qu'ils sont revenus dans l'opposition, les socialistes ont eu l'occasion de tester l'efficacité de l'artillerie lourde que constituent à l'Assemblée nationale leurs anciens ministres. Pour dénoncer les « conséquences très graves pour l'avenir » du projet de collectif budgétaire, M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste...

Pour la première fois depuis qu'ils sont revenus dans l'opposition, les socialistes ont eu l'occasion de tester l'efficacité de l'artillerie lourde que constituent à l'Assemblée nationale leurs anciens ministres. Pour dénoncer les « conséquences très graves pour l'avenir » du projet de collectif budgétaire, M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste...

Pour la première fois depuis qu'ils sont revenus dans l'opposition, les socialistes ont eu l'occasion de tester l'efficacité de l'artillerie lourde que constituent à l'Assemblée nationale leurs anciens ministres. Pour dénoncer les « conséquences très graves pour l'avenir » du projet de collectif budgétaire, M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste...

### LE DÉBAT AU PS

## M. Mauroy face aux « jeunes turcs » de son courant

Les membres du courant Mauroy n'échappent pas au vent de débat qui souffle sur l'ensemble du PS. Réunis le mercredi 16 avril, les parlementaires et les membres mauroyistes du comité directeur ont évoqué la préparation de la convention nationale que le PS tiendra à la fin du mois de juin et qui doit marquer (comme il a marqué le bureau exécutif du PS mercredi) le début d'une grande remise en ordre politique et idéologique.

Il est étonné en même temps leurs débats internes, qui tournent essentiellement autour des problèmes de la « modernité », à travers les positions défendues par plusieurs jeunes parlementaires mauroyistes : notamment M. M. Delabarre, ancien ministre du travail et député du Nord, Jean-Yves Le Drian, député du Morbihan, animateur des transports, Christian Piret, député des Vosges, qui n'a jamais caché ses sympathies pour M. Fabius, Jean-Michel Boucheron, député de la Charente, Jean-Pierre Balligand, député de l'Aisne.

Selon les uns de l'ancien premier ministre, il ne s'agit aucunement d'une « divergence sur le fond », mais d'une « approche par les méthodes ». Le dit M. Guy Allouche, sénateur du Nord, la veille que M. Delabarre insiste : « Ensemble, nous pouvons parler de l'avenir. Tous nous réaffirmons notre attachement à M. Mauroy. Mais certains jeunes mauroyistes ne sont pas patients que l'ancien premier ministre à l'égard du PCF. Ainsi, M. Piret est en train de démissionner, comme M. Delabarre, des mandats qu'ils jugent « centrés » sur le travail.

CETTE SEMAINE DANS

**LE MOUVEMENT**

GABON-SUR-SEINE

Le grand retour des barbouzes

Attention Chirac TOUCHE PAS A MA TELE

REAGAN-KADHAFI le banco

La face cachée du paradis fiscal

CHACQUE SEMAINE : 30% DE REDUCTION SUR VOS PLACES DE CINEMA

Washington pour 4.255 F. Vous avez carte blanche.

Tarif Loisirs A/R 14-60 jours. Valable jusqu'au 14 mai.

Vol quotidien de Paris CDG1. Sans oublier que TWA dessert plus de 60 villes à l'intérieur des Etats-Unis. Contactez TWA au 47.20.62.11 ou votre agence de voyages.

TWA ouvre la voie vers les USA.

TRANS WORLD

E-101

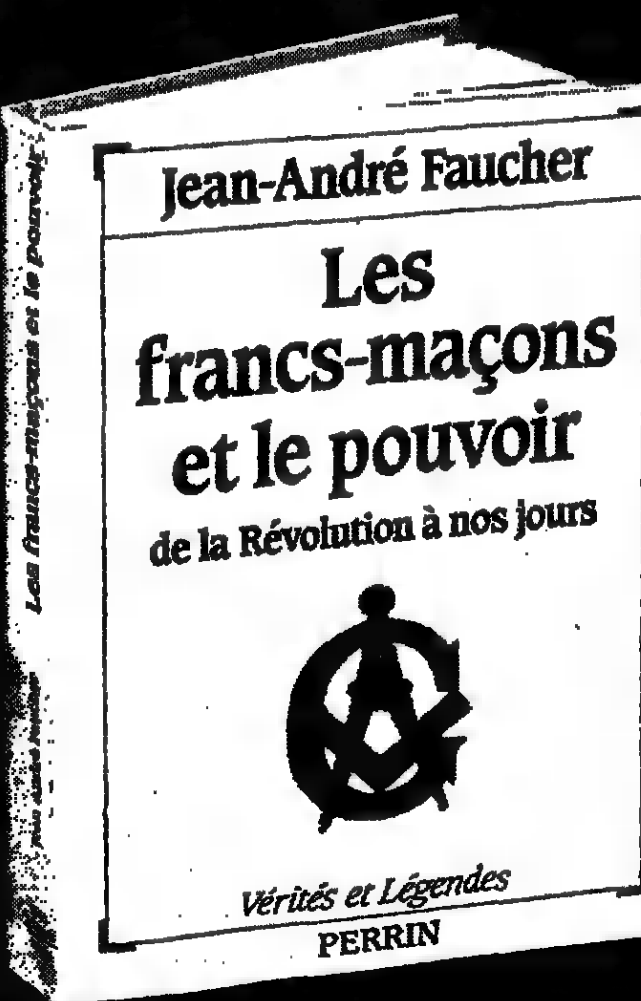
TWA

CHRYSTINE FAUTAUD



# Pour savoir enfin

- Les Francs-Maçons ont-ils depuis deux cents ans tiré les ficelles du pouvoir et orienté le cours de notre histoire ?
- Ont-ils été les sous-marins de la Révolution et de nos républiques ?
- Quels ont été les principaux ministres maçons ?
- Giscard d'Estaing a-t-il vraiment voulu être initié ?
- La franc-maçonnerie a-t-elle retrouvé en mai 1981 (plus de deux siècles qu'en 1936) son influence antérieure ?



Jean-André Faucher, expert reconnu, répond avec un scrupuleux souci de l'authenticité aux questions que l'on ne cesse de se poser tout sur la réalité de l'influence maçonnique que sur l'appartenance de tel ou tel à l'illustre société secrète.

PERRIN

## POLITIQUE

### La contestation au PCF prend une ampleur particulière dans l'Isère

Les contestataires du PCF développent une nouvelle tactique. Après l'appel national pour un congrès extraordinaire (le Monde du 4 avril), des pétitionnaires communistes de l'Isère ont publié un texte, mardi 15 avril, dans le journal régional *le Dauphiné libéré*. D'autre part, une liste de signataires du texte national dans le Rhône a été fournie à notre rédaction de Lyon (*le Monde Rhône-Alpes* du 17 avril). Les initiateurs de cet appel affirment également avoir recueilli trois mille signatures de militants actifs, auxquelles s'ajouteraient celles de mille anciens communistes.

De notre correspondant

Grenoble. — Le mouvement de contestation au sein du Parti communiste a pris une ampleur particulière dans l'Isère, où deux cent soixante militants viennent de signer le texte réclamant la « convocation d'urgence d'un congrès extraordinaire ». Parmi ceux-ci figurent quatre des neuf conseillers généraux communistes du département, dont le maire de Saint-Martin-d'Hères, M. Joseph Blanchon. Si le maire et conseiller général de la seconde ville du département, Echiroles, M. Gilbert Biesty, ne s'est pas rallié à l'appel — on le dit pourtant peu éloigné de celui-ci —, son premier adjoint, également conseiller général, M. Bérard, fut l'un des premiers à signer l'appel national, suivi par plusieurs autres membres du conseil municipal.

Au total, six maires et vingt-trois adjoints ou conseillers municipaux figurent parmi les deux cent soixante signataires. Deux autres conseillers, ceux de l'entrepreneur Raymond Bouton et de celle de la commune de Tullins, s'y sont également joints.

« Ces signataires ne représentent que la partie émergée de l'iceberg », affirme l'un d'eux. La diversité des signatures (élus, ouvriers, intellectuels) montre l'étendue et la profondeur du débat qui secoue les militants isérois du PCF. Certains signataires de l'appel reprochent notamment à l'actuelle direction du PCF le choix de la tête de liste des élections législatives. La désignation de M. Jean Giard, conseiller municipal de Grenoble,

fut en effet mal comprise par certains, qui auraient préféré voir « partir au combat » un maire d'une grande ville, comme MM. Joseph Blanchon ou Pierre Biesty. C'est précisément dans ces deux villes ouvrières de la banlieue grenobloise que la fronde communiste a débuté, deux cités qui pourraient « tomber » du côté des socialistes lors des prochaines élections municipales si le PCF ne connaissait pas un spectaculaire redressement.

Dans un article publié jeudi 17 avril par *l'Humanité Rhône-Alpes*, M. René Bombard, secrétaire fédéral communiste isérois, condamne pour la première fois officiellement la démarche des contestataires, « qui s'expriment en dehors du parti et ont recours aux colonnes du Monde et du Dauphiné libéré pour exprimer publiquement leur désaccord. C'est une violation des règles démocratiques qui régissent la vie du PCF ». M. Bombard rappelle également que les militants qui le débat au Parti communiste se déroulent dans l'Isère « comme ailleurs en France, de la façon la plus démocratique qui soit ». Les adhérents du PCF étant invités à venir débattre dans leur cellule.

C. F.

### CRISE CHEZ LES TROTSKISTES DU PCI

### «Kostas» et «Saïgon» contre la ligne «Bonaparte»

A la suite de ses maigres résultats électoraux du 16 mars, le Parti communiste internationaliste (PCI), petite organisation trotskiste (1) qui a récemment donné naissance (*le Monde* du 4 décembre 1985) au Mouvement pour un parti des travailleurs (MPPT), vient de perdre, d'un seul coup, sept dirigeants.

Fidèle à son goût du secret, qui veut que les responsables soient encore identifiés par leurs pseudonymes, la direction du PCI, dont une des spécialités politiques est l'extrême (2), ignore, officiellement, cette soudaine hématémorragie. Un membre du bureau politique, un « délégué » à la commission « cinq membres » et un « délégué » au comité central ont donné leur démission, le 14 avril.

Ces dirigeants, qui représentent toutes les strates historiques des

composantes étudiante et enseignante du PCI, ont de six ans à dix-huit ans de militantisme. Dans l'ouvrage des démissionnaires, on indique que « les désaccords avec la direction étaient latents depuis plusieurs années ».

Mitterrand = Chirac = Bonaparte ?

Après le 16 mars, la direction a adopté une ligne qui peut se résumer en une formule : Mitterrand = Chirac = Bonaparte. Pour M. Cambadélis, « homme-lige » de M. Pierre Lambert, « chef historique » du mouvement, cette position n'était ni plus ni moins, qu'un « allègement politique » de la direction du PCI. Après l'échec d'une tentative de discussion, les sept dirigeants, qui, selon certains de leurs anciens amis, représentent l'« aile droite du PCI », ont décidé de démissionner. Leur objectif serait dans un premier temps d'organiser un « regroupement national » qui pourrait être baptisé « groupe (s) socialiste(s) ».

O. B.

- (1) Le PCI regroupe de cinq à six mille adhérents. Le MPPT a recueilli 0,63 % des suffrages au scrutin législatif.
- (2) Technique consistant à faire entrer des militants dans d'autres formations de gauche ou d'extrême gauche pour y constituer des fractions (appelées « cliques » au PCI) ou les faire sortir plus tard pour revenir au bercail et créer ainsi des ralliements fictifs. Le groupe « Socialisme militants » au sein du PS en était un exemple.

### Le communiqué conseil des ministres

Le président de la République a réuni le conseil des ministres au palais de l'Élysée le mercredi 16 avril 1986. A l'issue du conseil, le service de presse du premier ministre a diffusé un communiqué dont nous donnons les principaux extraits.

■ PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 1986.

(Lire page 27.)

■ DÉCRETS D'ATTRIBUTIONS. — Sur proposition du

ministre, le conseil des ministres a adopté deux décrets relatifs aux attributions du ministre de l'éducation nationale et du ministre de l'industrie, des P et T et du tourisme.

■ LE COMPTE RENDU DES RÉUNIONS DU FOND MONÉTAIRE INTERNATIONAL ET DE LA BANQUE MONDIALE. — Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a présenté au conseil des ministres une communication sur les réunions du comité intermédiaire du Fonds moné-

taire international et du comité du développement de la Banque mondiale, qui se sont tenues à Washington du 8 au 11 avril.

Le premier grand thème abordé a été celui de la réforme du système monétaire international. Les thèmes en présence ont paru se rapprocher : les débats du régime des changes flottants sont très largement reconnus, et une volonté réelle s'est manifestée d'apporter des réponses aux difficultés du système.

Le second thème important a été celui du développement. Une attention particulière a été portée aux questions liées au poids de la dette pesant sur de nombreux pays. Les principes de la stratégie d'action concertée, définie à Séoul en octobre 1985, ont été réaffirmés. Des progrès dans le traitement du problème de la dette ont été constatés, même s'ils sont encore partiels ou trop lents et si la situation de certains pays demeure très préoccupante.

La France a, pour sa part, insisté sur la nécessité de renforcer les moyens financiers des organisations internationales et de faire bénéficier l'Afrique subsaharienne d'une priorité dans leur utilisation.

### REMPLACEMENT DES MINISTRES : LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL INCOMPÉTENT

Le Conseil constitutionnel a rejeté, le mercredi 16 avril, la demande de M. Yannick Piat, député (FN) du Var. Candidat du Front national à la présidence de l'Assemblée nationale, M. Piat, qui avait obtenu 36 et 34 voix lors des deux tours de scrutin, demandait au Conseil constitutionnel de constater l'impossibilité, pour les remplacements de députés devenus ministres, de prendre part aux votes qui ont abouti, le 2 avril, à l'élection de M. Jacques Chaban-Delmas (*le Monde* du 4 avril).

Le Conseil constitutionnel fait remarquer, pour justifier cette décision, qu'« aucune disposition de la Constitution ne [lui] donne compétence pour statuer sur la régularité de l'élection du président de l'Assemblée nationale », et que, « lors, la demande ne peut être que rejetée ».

MONDES EN DEVENIR

Joseph OWONA

Droit constitutionnel et régimes politiques africains

410 p. - 85 F

UN OUVRAGE DE REFERENCE

Berger-Levrault

### Mesures d'ordre individuel

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

Sur proposition du premier ministre

— M. Hélène Gieserot, conseiller maître à la Cour des comptes, est nommé délégué à la condition féminine.

Sur proposition du ministre de la culture et de la communication

— M. Jean-Lucovic Siliari, maître des requêtes au Conseil d'Etat, est nommé directeur de l'administration générale.

[M. Jean-Lucovic Siliari est né le 20 mars 1922. Ingénieur civil, diplômé de l'ENA, il a été mis en détachement de longue durée au Conseil d'Etat — il a le titre de maître des requêtes — pour occuper le poste de directeur de l'ANVAR.]

Sur proposition du ministre de l'intérieur

— M. Alain Jozquel, préfet, commissaire de la République, est nommé directeur de la police auprès du commissaire de la République du département du Rhône, est nommé préfet hors cadre.

— M. Georges Bastelica, préfet, commissaire de la République, est nommé directeur de la police auprès des commissaires de la République de la Corse-du-Sud et de la Haute-Corse, est nommé commissaire de la République délégué pour la police auprès du commissaire de la République du département du Rhône.

[Né le 26 mai 1929 à Alger, M. Georges Bastelica a commencé sa carrière dans la police comme assistant au laboratoire scientifique d'Alger en 1955. Inspecteur de police (1957), commissaire principal (1963), commissaire divisionnaire (1970), et contrôleur général (1982), sa carrière en fait un spécialiste de la sécurité publique, de Lyon à Rouen et Meaux, en passant par Arrantiers et Croix dans le Nord. Directeur départemental des polices urbaines du Calvados puis de Loire-Atlantique, il est nommé, en août 1981, conseiller technique au cabinet du directeur général de la police nationale (DGFN). En février 1985, il est promu préfet de police en Corse — dont sa famille est originaire — il remplace M. Robert Broussard.]

— M. François Leblond, directeur adjoint du cabinet du préfet de police de Paris, est nommé préfet, commissaire de la République, délégué pour la police auprès des commissaires de la République des départements de la Corse-du-Sud et de la Haute-Corse.

[Né le 4 mai 1937 à Paris, M. François Leblond, ancien élève de l'ENA (promotion Montesson), commence sa carrière comme administrateur chef au ministère de l'Intérieur (1966). Il fut notamment chef du bureau d'information au sein de l'Intérieur (1970-1971), chargé de mission (1971-1974), qu'il accompagna quand il fut nommé ministre de l'Agriculture (1974-1975). Il fut ensuite conseiller technique puis chef de cabinet de M. Jean-Pierre Fouré, ministre de l'Economie et des finances puis ministre de l'Équipement (1976-1977), poste qu'il garda après de son successeur, M. Fernand Icart. Après 1981, il fut successivement adjoint du cabinet du préfet de police de Paris.]

— Il est mis fin aux fonctions de directeur, chef du service de l'inspection générale de la police nationale, exercées par M. Jean Clerc.

— M. Leclerc, commissaire divisionnaire, est nommé directeur, chef du service de l'inspection générale de la police nationale.

[Né en 1935, à Sainte-Anne-sur-Vilaine (Ille-et-Vilaine), M. Leclerc est dans la police, avec le grade de commissaire, en 1961. Il fait toute sa carrière à la police judiciaire de la préfecture de police de Paris. Adjoint de M. Maurice Bouvier, chef de la brigade criminelle, puis de son successeur, M. Gustave Jobert, il devient en 1971 chef de la première brigade territoriale, puis en 1974 chef de la brigade de recherche et d'intervention (BRI, dite brigade anti-gang), et en 1979 chef de la brigade criminelle. Un conflit l'oppose en mars 1982 à M. Gaston Defferre, alors ministre de l'Intérieur, qui souhaite le nommer chef de la sûreté urbaine de Marseille, ce que M. Leclerc refuse. Son attitude provoque une courte crise au sein des Orfèvres, siège de la PJ parisiennaise. Depuis, M. Leclerc est en poste à l'inspection générale de la police nationale dont, il prend aujourd'hui la tête.]

### Une maj au rétablis

Le conseil des ministres a adopté, le mercredi 16 avril, une loi relative à la réhabilitation des anciens combattants de la guerre d'Algérie. Cette loi, qui vise à rétablir le statut de ces combattants, a été présentée par le ministre de la Défense, M. Jacques Foccart. Elle prévoit notamment la reconnaissance de leur statut de combattants de la guerre d'Algérie, ce qui leur permettra d'accéder à des avantages sociaux et financiers. La loi sera publiée au *Journal Officiel* le 18 avril.

Le conseil des ministres a également adopté, le mercredi 16 avril, une loi relative à la réhabilitation des anciens combattants de la guerre d'Algérie. Cette loi, qui vise à rétablir le statut de ces combattants, a été présentée par le ministre de la Défense, M. Jacques Foccart. Elle prévoit notamment la reconnaissance de leur statut de combattants de la guerre d'Algérie, ce qui leur permettra d'accéder à des avantages sociaux et financiers. La loi sera publiée au *Journal Officiel* le 18 avril.

### JUSTICE

#### A LA COUR

### Lionel Cardon condamné

Lionel Cardon a été condamné, le mercredi 16 avril, par la Cour de cassation à une peine de prison avec sursis. Cette condamnation intervient dans le cadre d'une affaire de corruption. Lionel Cardon, ancien ministre, avait été accusé d'avoir accepté des pots-de-vin de la part de certains entrepreneurs. La Cour de cassation a confirmé la condamnation prononcée par la Cour d'appel de Paris.

La Cour de cassation a également rejeté, le mercredi 16 avril, la demande de M. Yannick Piat, député (FN) du Var, de voir annuler son élection à la présidence de l'Assemblée nationale. Cette décision est une victoire pour le Front national.

Le conseil des ministres a adopté, le mercredi 16 avril, une loi relative à la réhabilitation des anciens combattants de la guerre d'Algérie. Cette loi, qui vise à rétablir le statut de ces combattants, a été présentée par le ministre de la Défense, M. Jacques Foccart.

Le conseil des ministres a également adopté, le mercredi 16 avril, une loi relative à la réhabilitation des anciens combattants de la guerre d'Algérie. Cette loi, qui vise à rétablir le statut de ces combattants, a été présentée par le ministre de la Défense, M. Jacques Foccart.

Le conseil des ministres a également adopté, le mercredi 16 avril, une loi relative à la réhabilitation des anciens combattants de la guerre d'Algérie. Cette loi, qui vise à rétablir le statut de ces combattants, a été présentée par le ministre de la Défense, M. Jacques Foccart.

Le conseil des ministres a également adopté, le mercredi 16 avril, une loi relative à la réhabilitation des anciens combattants de la guerre d'Algérie. Cette loi, qui vise à rétablir le statut de ces combattants, a été présentée par le ministre de la Défense, M. Jacques Foccart.

Le conseil des ministres a également adopté, le mercredi 16 avril, une loi relative à la réhabilitation des anciens combattants de la guerre d'Algérie. Cette loi, qui vise à rétablir le statut de ces combattants, a été présentée par le ministre de la Défense, M. Jacques Foccart.

Le conseil des ministres a également adopté, le mercredi 16 avril, une loi relative à la réhabilitation des anciens combattants de la guerre d'Algérie. Cette loi, qui vise à rétablir le statut de ces combattants, a été présentée par le ministre de la Défense, M. Jacques Foccart.

Le conseil des ministres a également adopté, le mercredi 16 avril, une loi relative à la réhabilitation des anciens combattants de la guerre d'Algérie. Cette loi, qui vise à rétablir le statut de ces combattants, a été présentée par le ministre de la Défense, M. Jacques Foccart.

Le conseil des ministres a également adopté, le mercredi 16 avril, une loi relative à la réhabilitation des anciens combattants de la guerre d'Algérie. Cette loi, qui vise à rétablir le statut de ces combattants, a été présentée par le ministre de la Défense, M. Jacques Foccart.



# société

« LE MONDE » SONDE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

## Une majorité de députés hostiles au rétablissement de la peine de mort

La peine de mort ne sera pas rétablie. Non seulement parce que M. Jacques Chirac y est personnellement hostile, mais surtout parce que la majorité de l'Assemblée nationale est hostile. C'est ce que nous avons effectué auprès d'élus de la majorité, nous avons obtenu au moins deux cent quatre-vingt-dix députés (la majorité est de deux cent quatre-vingt-neuf) qui s'opposeraient, si la question leur était posée, au retour de la peine capitale.

Sans doute ce rapport des forces explique-t-il que M. Chirac ait voulu prévenir la déception des partisans de la guillotine - plus nombreux, lors de l'abandon de 1981, au RPR qu'à l'UDF - de plus, tant aujourd'hui par l'abandon du Front national, D'où l'absence symbolique, dans son discours parlementaire, sur la peine de substitution, ces mots « incompressibles » qui en principe toute libération conditionnelle.

La situation n'est pas nouvelle. En 1979, alors que le gouvernement n'osait pas franchir le pas, les adversaires de la peine de mort étaient majoritaires au Palais Bourbon, selon notre pointage de l'époque (le Monde du 27 juillet 1979). Elle a cependant changé. La gauche a en effet abandonné l'abolition, certains députés de droite se sentent libérés. Ainsi M. Jacques Legendre (RPR), qui déclare : « Je n'aurais pas voté l'abolition de la peine de mort si j'avais eu le droit de voter en 1981, mais je ne me suis pas rétabli ».

D'autres, toutefois, ont parcouru l'inverse. Ainsi M. Dominique (UDF) qui aujourd'hui s'oppose au rétablissement de la peine capitale en son nom et en celui des membres de représentants de l'ordre. M. Antoine Ruffenstein (RPR) a aussi changé d'opinion, dans le même sens. Scrupules voisins chez M. Jean-Marie Caro (UDF) qui, quoique contre le rétablissement, s'interroge sur le sort qu'il y a lieu de réserver aux terroristes.

L'annonce d'une peine de substitution par le premier ministre vient, en tout cas, opportunément pour une majorité hostile à l'insécurité. Mais, sont les députés de droite qui, après le retour de la guillotine, conditionnent leur position à l'abolition d'une peine qui, pour l'opinion publique, l'annulation de l'abolition suprême. C'est le cas de M. Jean-Pierre Abelin (UDF), M. Robert Barrot (UDF), M. Jean-Louis Gossaud (RPR), M. Jean-Louis Gossaud (RPR), M. Jean-Louis Gossaud (RPR).

Certains développent un point de vue original. M. René André (RPR) est contre la peine de mort, mais il est favorable à la peine de substitution, car il juge « incompressible » la peine capitale par conséquent ; la peine de substitution est la peine capitale.

Un raisonnement « logique », assure-t-il. Syllabisme à l'appui chez M. Jean-Louis Gossaud, qui, estimant, le 11 avril sur TF1, que la période de la peine capitale « n'a pas été appliquée », déclare :

« L'existence de la peine capitale n'est pas à l'heure probable le projet de loi de M. Jean-Louis Gossaud ».

Un verrou

« L'existence de la peine capitale n'est pas à l'heure probable le projet de loi de M. Jean-Louis Gossaud ».

« L'existence de la peine capitale n'est pas à l'heure probable le projet de loi de M. Jean-Louis Gossaud ».

« L'existence de la peine capitale n'est pas à l'heure probable le projet de loi de M. Jean-Louis Gossaud ».

« L'existence de la peine capitale n'est pas à l'heure probable le projet de loi de M. Jean-Louis Gossaud ».

« L'existence de la peine capitale n'est pas à l'heure probable le projet de loi de M. Jean-Louis Gossaud ».

« L'existence de la peine capitale n'est pas à l'heure probable le projet de loi de M. Jean-Louis Gossaud ».

« L'existence de la peine capitale n'est pas à l'heure probable le projet de loi de M. Jean-Louis Gossaud ».

« L'existence de la peine capitale n'est pas à l'heure probable le projet de loi de M. Jean-Louis Gossaud ».

« L'existence de la peine capitale n'est pas à l'heure probable le projet de loi de M. Jean-Louis Gossaud ».

« L'existence de la peine capitale n'est pas à l'heure probable le projet de loi de M. Jean-Louis Gossaud ».

« L'existence de la peine capitale n'est pas à l'heure probable le projet de loi de M. Jean-Louis Gossaud ».

« L'existence de la peine capitale n'est pas à l'heure probable le projet de loi de M. Jean-Louis Gossaud ».

« L'existence de la peine capitale n'est pas à l'heure probable le projet de loi de M. Jean-Louis Gossaud ».

« L'existence de la peine capitale n'est pas à l'heure probable le projet de loi de M. Jean-Louis Gossaud ».

« L'existence de la peine capitale n'est pas à l'heure probable le projet de loi de M. Jean-Louis Gossaud ».

« L'existence de la peine capitale n'est pas à l'heure probable le projet de loi de M. Jean-Louis Gossaud ».

« L'existence de la peine capitale n'est pas à l'heure probable le projet de loi de M. Jean-Louis Gossaud ».

« L'existence de la peine capitale n'est pas à l'heure probable le projet de loi de M. Jean-Louis Gossaud ».

« L'existence de la peine capitale n'est pas à l'heure probable le projet de loi de M. Jean-Louis Gossaud ».

« L'existence de la peine capitale n'est pas à l'heure probable le projet de loi de M. Jean-Louis Gossaud ».

« L'existence de la peine capitale n'est pas à l'heure probable le projet de loi de M. Jean-Louis Gossaud ».

« L'existence de la peine capitale n'est pas à l'heure probable le projet de loi de M. Jean-Louis Gossaud ».

« L'existence de la peine capitale n'est pas à l'heure probable le projet de loi de M. Jean-Louis Gossaud ».

« L'existence de la peine capitale n'est pas à l'heure probable le projet de loi de M. Jean-Louis Gossaud ».

« L'existence de la peine capitale n'est pas à l'heure probable le projet de loi de M. Jean-Louis Gossaud ».

LES ENQUÊTES JUDICIAIRES SUR ACTION DIRECTE

## Polémique entre magistrats parisiens et lyonnais

M. Jean-Louis Bruguère, le magistrat chargé de la plupart des informations judiciaires relatives aux attentats parisiens revendiqués par le mouvement d'Action directe, a dénoncé, mercredi 16 avril, l'absence de centralisation, qui, selon le juge, l'aurait conduit à une longue attente avant de pouvoir consulter à Lyon, le même jour, avec une délégation de la brigade criminelle, des documents saisis après l'arrestation d'André Olivier.

Habituellement discret, M. Bruguère a fait une déclaration à la presse, mercredi, à Paris, avant son départ pour Lyon : « Je regrette amèrement d'avoir attendu trois semaines avant de pouvoir prendre connaissance des documents saisis par la SRPJ de Lyon. Ces difficultés rencontrées dans la centralisation au plus vite les enquêtes relatives aux faits de terrorisme, et ce dans une optique d'efficacité ».

Cependant, selon l'un des responsables de l'Action directe, André Olivier, quarante-trois ans, arrêté le 11 mars dernier à Lyon. Ecroué depuis le 21 mars sous les inculpations d'infraction à la législation sur les armes, de vols, de recel et de fausse déclaration administrative, il a été, en outre, inculpé, le 15 avril, d'infraction de terrorisme et de détournement d'explosifs. Les perquisitions opérées après son arrestation ont permis la saisie de nombreux documents constituant, selon les enquêtes lyonnaises, la documentation de son groupe terroriste. (Le Monde du 6-7 avril).

M. Marcel Lemonde, le juge d'instruction lyonnais chargé de ce dossier, s'est déclaré « très étonné » de l'attitude de son collègue parisien. Celui-ci a « coordonné la centralisation », M. Lemonde s'est dit « surpris par ce reproche », en ajoutant : « Une loi a été votée pour faciliter l'efficacité de l'enquête ». De fait, M. François Le Mouél, chef de l'Unité de la lutte antiterroriste (UCLAT), le ministre de l'Intérieur, s'est rendu à Lyon dès le 11 avril. Il a été établi un rapport de synthèse sur les premiers résultats de l'enquête lyonnaise, rapport transmis au cabinet de M. Bruguère chargé de la sécurité.

« L'existence de la peine capitale n'est pas à l'heure probable le projet de loi de M. Jean-Louis Gossaud ».

« L'existence de la peine capitale n'est pas à l'heure probable le projet de loi de M. Jean-Louis Gossaud ».

« L'existence de la peine capitale n'est pas à l'heure probable le projet de loi de M. Jean-Louis Gossaud ».

« L'existence de la peine capitale n'est pas à l'heure probable le projet de loi de M. Jean-Louis Gossaud ».

« L'existence de la peine capitale n'est pas à l'heure probable le projet de loi de M. Jean-Louis Gossaud ».

« L'existence de la peine capitale n'est pas à l'heure probable le projet de loi de M. Jean-Louis Gossaud ».

« L'existence de la peine capitale n'est pas à l'heure probable le projet de loi de M. Jean-Louis Gossaud ».

« L'existence de la peine capitale n'est pas à l'heure probable le projet de loi de M. Jean-Louis Gossaud ».

« L'existence de la peine capitale n'est pas à l'heure probable le projet de loi de M. Jean-Louis Gossaud ».

« L'existence de la peine capitale n'est pas à l'heure probable le projet de loi de M. Jean-Louis Gossaud ».

« L'existence de la peine capitale n'est pas à l'heure probable le projet de loi de M. Jean-Louis Gossaud ».

« L'existence de la peine capitale n'est pas à l'heure probable le projet de loi de M. Jean-Louis Gossaud ».

« L'existence de la peine capitale n'est pas à l'heure probable le projet de loi de M. Jean-Louis Gossaud ».

« L'existence de la peine capitale n'est pas à l'heure probable le projet de loi de M. Jean-Louis Gossaud ».

« L'existence de la peine capitale n'est pas à l'heure probable le projet de loi de M. Jean-Louis Gossaud ».

« L'existence de la peine capitale n'est pas à l'heure probable le projet de loi de M. Jean-Louis Gossaud ».

« L'existence de la peine capitale n'est pas à l'heure probable le projet de loi de M. Jean-Louis Gossaud ».

qu'aux principaux responsables de la lutte antiterroriste.

L'UCLAT n'a pas de vocation opérationnelle, mais à pour première tâche de faire circuler l'information entre les services concernés. Quant à la visite de M. Bruguère à Lyon, elle s'est faite avec l'accord de M. Lemonde, mais pas aussi vite que l'aurait souhaité le juge parisien. M. Lemonde estimait en effet que l'attitude de son collègue était trop précipitée, l'exploitation de la dizaine de valises de documents saisis durant l'enquête lyonnaise ne faisant que commencer et devant l'entraîner sur une longue période.

Cette polémique cache en réalité une divergence entre magistrats parisiens et provinciaux sur le degré de centralisation dans les investigations judiciaires menées le terrorisme. Président de l'Association française des magistrats chargés de l'instruction, qui regroupe un tiers des juges d'instruction, M. Lemonde a en effet émis des réserves sur une centralisation de toutes les poursuites à Paris, ce que l'a proposé le premier ministre dans son discours-programme à l'Assemblée nationale.

« Le système qui conduirait à un automatisme centralisateur serait stupide, explique-t-il. Plutôt que de systématiser la centralisation des affaires à Paris, je verrais dans un système souple, sans rigidité, de coordination plutôt que de centralisation. L'affaire Olivier montre qu'il ne faut pas s'écarter des réalités locales : les faits qui sont traités à Lyon, à Paris, et les premiers éléments qui sont saisis dans d'autres villes ».

Un député UDF critique les déclarations de M. Jean-Louis Bruguère. M. Albert Many, député UDF-PR de Tarn, a critiqué, mercredi 16 avril, les déclarations de M. Jean-Louis Bruguère, député RPR de l'Eure, mettant en cause les défenses des terroristes (le Monde du 16 avril). M. Many est lui-même inamovible de généraliser la centralisation de l'enquête. « Cette généralisation est une erreur », dit-il. « Elle tend à faire croire à l'opinion publique qu'il y a une complicité entre l'avocat et son client (...). On n'insiste jamais assez sur le rôle de l'avocat défenseur des droits de l'homme, une société qui entend préserver l'équilibre des pouvoirs ».

Des armes et des explosifs découverts

Deux personnes interpellées ont été trouvées en possession d'explosifs. L'une d'elles, M. El Aloui, de nationalité française, avait fait l'objet d'interpellations, en 1979 et en 1982, à son domicile parisien. Les policiers ont découvert, mercredi matin, un pistolet-mitrailleur.

En attendant, aucun lien n'a pu être établi avec la tentative qui n'a toujours pas été revendiquée.

« L'existence de la peine capitale n'est pas à l'heure probable le projet de loi de M. Jean-Louis Gossaud ».

CRISE CHEZ LES TROTSKISTES DU PCI

## «Kostas» et «Saïgon» entre la ligne «Bonaparte»

Le titre de ses magazines éditoriaux, sous le pseudonyme de «Kostas», le Parti communiste internationaliste (PCI), s'engageait, depuis novembre 1985, à publier, sous le pseudonyme de «Saïgon», un ouvrage par un parti des trotskistes (MPTI), sans de perdre, quel coup, cet équilibre.

Mitterrand = Chirac = Bonaparte

Après le 10 mars, le discours adopté par le PCI, en son nom, en une interview : Mitterrand = Chirac = Bonaparte. Pour M. Guy M. Pierre Lambert, chef du mouvement, « c'est un discours qui n'est pas plus en ligne avec le discours du PCI, que le discours de M. Mitterrand, qui n'est pas plus en ligne avec le discours de M. Chirac, que le discours de M. Chirac, qui n'est pas plus en ligne avec le discours de M. Mitterrand ».

Le conseil des ministres

Le conseil des ministres

Le conseil des ministres

Le conseil des ministres

Le conseil des ministres

Le conseil des ministres

Le conseil des ministres

## JUSTICE

### A LA COUR D'ASSISES DE PARIS

#### Lionel Cardon condamné à la réclusion perpétuelle

Lionel Cardon a été condamné, mercredi 16 avril, à la réclusion perpétuelle à perpétuité par la cour d'assises de Paris. La seule surprise de cet arrêt prévisible rendu après deux heures trente de délibération, sera venue de Lionel Cardon, qui en a écouté lecture sans réagir, après avoir pourtant affirmé dans sa dernière déclaration qu'il faisait confiance à « mesdames et messieurs les jurés ». La seule concession qui lui a été accordée se trouve dans la réponse négative à la question concernant la préméditation pour la tentative d'homicide volontaire du brigadier Jean-Pierre Molvau, blessé durant la prise d'otage de la rue Nicolo, le 24 novembre 1983. La rapidité avec laquelle furent échangés les coups de feu à ce moment permettait raisonnablement de considérer, comme l'avait fait valoir, après M. Pierre Hardy, son avocat, Philippe Hardy et Serge Doukhan, que l'accusé n'avait pas, en cette seconde, formel sciemment le dessein d'atteindre à la vie du policier.

Mais, dès lors que les réponses restaient affirmatives pour toutes les autres questions visant sa culpabilité et, notamment, celle touchant à la préméditation dans le meurtre du brigadier Hochard, tel le veuille dans le bois de Boulogne et que les circonstances atténuantes étaient refusées, c'était automatiquement la peine la plus sévère qui lui était réservée.

Un notaire, qui, juridiquement, même si la préméditation avait été admise dans l'affaire Hochard, comme la défense l'aurait souhaité, la même peine perpétuelle demeurerait applicable en l'absence de circonstances atténuantes.

Depuis l'abolition de la peine de mort, le code pénal n'a fait plus de distinction entre l'assassinat et le meurtre, le premier de ces crimes suppose, sans être ainsi qualifié, la préméditation, soit le guet-apens, soit d'autres circonstances aggravées. Il est vrai qu'on peut dire que les jurés d'aujourd'hui peuvent d'eux-mêmes opérer les distinctions qui leur paraissent s'imposer, notamment en usant de l'octroi de circonstances atténuantes.

« Je suis lassé »

A vrai dire, en plaidant l'absence de préméditation dans le meurtre du brigadier Hochard, les défenseurs de Lionel Cardon ont surtout cherché à obtenir en sa faveur une image de mollesse démagogique et de faiblesse d'indignité.

### « Je suis lassé »

A vrai dire, en plaidant l'absence de préméditation dans le meurtre du brigadier Hochard, les défenseurs de Lionel Cardon ont surtout cherché à obtenir en sa faveur une image de mollesse démagogique et de faiblesse d'indignité.

Pourtant, lorsqu'il est la parole après ses avocats, Lionel Cardon ne dément pas un mot de ce qu'il a dit des choses. Son propos se limite alors à des reproches envers l'avocat général, M. Salado, ainsi qu'envers M. Henri-René Garud, qui avaient mis en doute l'un et l'autre la valeur de ses considérations sur les quartiers de haute sécurité et les effets désastreux qu'il en aurait personnellement éprouvés durant sa précédente détention, après sa condamnation par la cour d'assises de Haute-Saône.

« Je trouve insultant pour moi, déclare-t-il alors, sans s'élever particulièrement la voix, que des gens comme ceux-là nient ce que j'affirme. C'est donc qu'ils sont pour la prison perpétuelle, ou ils n'ont jamais mis les pieds. Et je ne parle pas seulement pour moi, mais pour tous ceux qui y sont passés. J'en ai vu souffrir, j'en ai vu se suicider. Moi, aujourd'hui je suis lassé. Je ressens, dans ce procès, une certaine amertume. Je n'ai plus confiance en ces gens de robe. Je n'ai confiance qu'en vous, mesdames et messieurs les jurés, parce que vous êtes en dehors du business judiciaire ».

Ce furent ces derniers mots. Maintenant il lui reste à attendre la comparution devant les assises de la Gironde, qui l'attendront pour l'affaire Aran dont il lui faut répondre à l'autisme prochain.

Pour être complet on retiendra que au terme de ce procès de Paris, Lionel Cardon se trouve en condamné à verser à M<sup>me</sup> Annette Kahn, la journaliste qui fut son otage rue Nicolo, le franc de dommages et intérêts qu'elle demandait : à la veuve du brigadier Hochard 100 000 francs ; à la mère de ce policier 50 000 francs, à son frère 20 000 francs, à sa première épouse et aux deux enfants mineurs née de ce mariage 50 000 francs chacun ; au brigadier Molvau encore 50 000 francs et, enfin, à l'agent judiciaire du Trésor M. Jean-Louis Gossaud 50 000 francs.

« L'existence de la peine capitale n'est pas à l'heure probable le projet de loi de M. Jean-Louis Gossaud ».

« L'existence de la peine capitale n'est pas à l'heure probable le projet de loi de M. Jean-Louis Gossaud ».

« L'existence de la peine capitale n'est pas à l'heure probable le projet de loi de M. Jean-Louis Gossaud ».

« L'existence de la peine capitale n'est pas à l'heure probable le projet de loi de M. Jean-Louis Gossaud ».

« L'existence de la peine capitale n'est pas à l'heure probable le projet de loi de M. Jean-Louis Gossaud ».

« L'existence de la peine capitale n'est pas à l'heure probable le projet de loi de M. Jean-Louis Gossaud ».

« L'existence de la peine capitale n'est pas à l'heure probable le projet de loi de M. Jean-Louis Gossaud ».

## FAITS DIVERS

### En Guadeloupe

#### UN DIRECTEUR DE BANQUE ET SA FEMME SONT ECROUÉS POUR DÉTOURNEMENT

M. Gérard d'Aleix, directeur de l'agence de la Banque française commerciale dans l'île de Saint-Barthélemy, inculpé de détournement, abus de confiance et de faux, vient d'être écroué à la prison de Basse-Terre, ainsi que sa femme, inculpée de complicité.

Selon les premiers éléments de l'enquête, le montant des malversations s'élèverait à environ 2 millions de francs. Le 13 mars dernier, le même agneau de la BFC avait été l'objet d'un hold-up, et d'après les déclarations de M. Gérard d'Aleix, deux hommes masqués l'avaient contraint à leur remettre 200 000 dollars (environ 1 600 000 francs français) avant de l'enfermer dans la salle des coffres de l'agence.

C'est en menant sa propre enquête sur un hold-up de la BFC que M. d'Aleix a été détourné de son poste de directeur de la banque de Saint-Barthélemy, inculpé de détournement, abus de confiance et de faux, vient d'être écroué à la prison de Basse-Terre, ainsi que sa femme, inculpée de complicité.

Guadeloupe : M. Yves Jorot, professeur à l'université Antilles-Guyane et ministre de l'Union populaire pour la libération de la Guadeloupe, a été mis en liberté, le mardi 15 avril, par M. Michel Tchibani, juge d'instruction. M. Jorot, arrêté le 14 mars dernier, est inculpé de détournement, abus de confiance, de dommages matériels et de la propriété mobilière d'autrui par le fait de substances explosives ou incendiaires et entrave à la circulation. (Corr.)

« L'existence de la peine capitale n'est pas à l'heure probable le projet de loi de M. Jean-Louis Gossaud ».

« L'existence de la peine capitale n'est pas à l'heure probable le projet de loi de M. Jean-Louis Gossaud ».

« L'existence de la peine capitale n'est pas à l'heure probable le projet de loi de M. Jean-Louis Gossaud ».

« L'existence de la peine capitale n'est pas à l'heure probable le projet de loi de M. Jean-Louis Gossaud ».

### POLICES MUNICIPALES : M. PANDRAUD VA CRÉER UN GROUPE DE TRAVAIL

Interrogé par M. Brocard (UDF, Haute-Savoie) sur la situation des polices municipales, M. Albert Pandraud, ministre délégué chargé de la sécurité, a notamment expliqué que si « la participation des maires à la lutte contre l'insécurité est justifiée », elle devait « compléter l'action de la police nationale et de la gendarmerie », et « le maintien de la sécurité reste la première mission de l'Etat ».

Constatant que « la législation relative à la police comporte de nombreuses imperfections et faiblesses », M. Pandraud a critiqué les circulaires émises par M. Joxe, le 10 mars, sur la police municipale. Estimant qu'elles étaient « l'expression d'un formalisme contraire à l'esprit dans lequel je compte aborder le problème », il a affirmé que M. Joxe avait pris « beaucoup de liberté » avec les textes législatifs ou réglementaires en vigueur.

« L'existence de la peine capitale n'est pas à l'heure probable le projet de loi de M. Jean-Louis Gossaud ».

« L'existence de la peine capitale n'est pas à l'heure probable le projet de loi de M. Jean-Louis Gossaud ».

« L'existence de la peine capitale n'est pas à l'heure probable le projet de loi de M. Jean-Louis Gossaud ».

« L'existence de la peine capitale n'est pas à l'heure probable le projet de loi de M. Jean-Louis Gossaud ».

### M. ALBIN CHALANDON : « NOTRE DROIT EST INADAPTE A LA LUTTE ANTITERRORISTE »

M. Roger Holsinger, député de Seine-Saint-Denis (Front national), a durement critiqué la libération, mercredi 16 avril de M. Frédéric Chénier, « dirigeant d'un des composantes d'Action directe ». M. Albin Chandon, ministre de la justice, lui a répondu par une lettre, dans laquelle il a répliqué que « notre droit est inadapte à la lutte contre le terrorisme ».

« L'existence de la peine capitale n'est pas à l'heure probable le projet de loi de M. Jean-Louis Gossaud ».

« L'existence de la peine capitale n'est pas à l'heure probable le projet de loi de M. Jean-Louis Gossaud ».

« L'existence de la peine capitale n'est pas à l'heure probable le projet de loi de M. Jean-Louis Gossaud ».

« L'existence de la peine capitale n'est pas à l'heure probable le projet de loi de M. Jean-Louis Gossaud ».

« L'existence de la peine capitale n'est pas à l'heure probable le projet de loi de M. Jean-Louis Gossaud ».

« L'existence de la peine capitale n'est pas à l'heure probable le projet de loi de M. Jean-Louis Gossaud ».

« L'existence de la peine capitale n'est pas à l'heure probable le projet de loi de M. Jean-Louis Gossaud ».



## SOCIÉTÉ

### M<sup>me</sup> Hélène Gisserot nommée déléguée à la condition féminine

M<sup>me</sup> Hélène Gisserot, conseiller maître à la Cour des comptes, a été nommée déléguée à la condition féminine en conseil des ministres, mercredi 16 avril, sur proposition du premier ministre.

M. Philippe Seguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, qui dépend cette déléguée, a précisé, lors de la séance consacrée aux questions d'actualité à l'Assemblée nationale, ce que seraient ses attributions. « Il s'agit de promouvoir la femme en tant que personne, c'est-à-dire veiller au respect d'une stricte égalité entre femmes et hommes; ensuite se consacrer aux problèmes propres aux femmes dans le domaine de la santé, de l'information sexuelle, de l'adaptation du droit et proposer des mesures de protection

en faveur des femmes battues ou humiliées; assurer enfin la promotion de la femme au travail. »

[Née le 11 mai 1936 à Paris, M<sup>me</sup> Hélène Gisserot est entrée à la Cour des comptes le 15 mai 1960. De 1963 à 1976, elle a été rapporteur auprès de la commission de vérification des comptes des entreprises publiques. Conseiller référendaire en 1967, elle a été la première femme à être nommée (en 1979) déléguée dans les fonctions générales, puis de premier avocat général près la Cour des comptes où elle est conseillère maître depuis 1985. En 1974, M<sup>me</sup> Gisserot avait été chargée de la condition féminine d'un groupe de travail sur les problèmes posés au couple par les professions libérales dans les secteurs public et privé.]

## nouveau drouot

Hôtel des ventes, 9, rue Drouot, 75009 Paris  
Téléphone : 42-46-17-11 - Téléc : Drouot 642260  
Informations téléphoniques permanentes : 47-70-17-17

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris  
Les expositions auront lieu le vendredi, de 11 à 18 heures, sauf indications particulières, \* excepté le matin de la vente.

#### SAMEDI 19 AVRIL

- S. 14. - Vins et alcools - M<sup>me</sup> HAYETTE, CALMELS.
- S. 15. - Ordinaires - M<sup>me</sup> BOISGIRARD.

#### DIMANCHE 20 AVRIL

- S. 1. - Art moderne - M<sup>me</sup> CHARBONNEAUX.
- S. 2. - Tableaux 19<sup>ème</sup> siècle - M<sup>me</sup> LOUDMER.
- S. 3. - Tableaux modernes - M<sup>me</sup> BOISGIRARD, M. Marano, expert.
- S. 4. - Atelier Piss, dessins et tableaux - M<sup>me</sup> BOSCHER.
- S. 5. - 11 h, vente russe.
- S. 6. - 14 h, atelier André Tzoula.
- S. 7. - 14 h, galerie de la Société Delormes, exposition des S. 5 et 6 le samedi de 11 h à 18 h - M<sup>me</sup> BINOCHÉ, DICKHAU.
- S. 8. - Art déco, art nouveau - M<sup>me</sup> CHAYETTE, CALMELS.
- S. 9. - Antiques - M<sup>me</sup> PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, M. Shino, expert.
- S. 10. - Grande vente - M<sup>me</sup> DEURBERGUE.
- S. 11. - Tapis d'Orient - M<sup>me</sup> ROGEON.
- S. 12. - Exposition d'œuvres (ERTE) et costumes théâtre et cinéma - M<sup>me</sup> MISTRE.

#### LUNDI 21 AVRIL

- S. 4. - Suite de la vente du 20/4 - M<sup>me</sup> PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.
- S. 11. - Minéraux et fossiles - M<sup>me</sup> MILLON, JUTEAU, M. Delorme, expert.
- S. 16. - Atelier E. Lahner - M<sup>me</sup> BOISGIRARD.

#### MARDI 22 AVRIL

- S. 1. - Boules presse-papier - M<sup>me</sup> BOISGIRARD.
- S. 2. - Bijoux, objets de vitrine, orfèvrerie ancienne et moderne - M<sup>me</sup> ADER, PICARD, ELIAM, M. Fromanger, Vénolque Fromanger, experts.
- S. 3. - Art nouveau-art déco - M<sup>me</sup> CORNETTE DE SAINT-CYR.
- S. 7. - Papiers peints 18<sup>ème</sup>, 19<sup>ème</sup> - Art déco - M<sup>me</sup> NERET-MINET, COUTAU-BEGARIE.
- S. 8. - Dessins, estampes, livres rares - M<sup>me</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
- S. 14. - Tableaux mod. estampes - M<sup>me</sup> BRIEST.

#### MERCREDI 23 AVRIL

- S. 5/6. - Hants époque - M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN, M. Cognac, expert.
- S. 8. - Dessins, tableaux modernes - M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN, M. Piss, et de Louvencourt, Maréchal, experts.
- S. 11. - Bon mobilier, objets d'art - M<sup>me</sup> MILLON, JUTEAU.
- S. 16. - Beau mobilier - M<sup>me</sup> DELORME.

#### JEUDI 24 AVRIL

- S. 1. - Photos, beau mobilier - M<sup>me</sup> RENAUD.
- S. 3. - Monnaies et bijoux - M<sup>me</sup> GROS, DELETTREZ.
- S. 4. - Armes, souvenirs historiques - M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN, M. Mouillet, Duchiron, experts.
- S. 7. - Dessins, autographes, manuscrits, obj. prov. coll. M<sup>me</sup> Orlan, F. Carro, Schmitt, de Billeme, de Billeme - M<sup>me</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
- S. 12. - 20 h 30, armes d'épée 19<sup>ème</sup> - M<sup>me</sup> DEURBERGUE.

#### VENDREDI 25 AVRIL

- S. 1. - Art moderne 1900-1925 - M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN, M. Camard.
- S. 7. - Site de la vente du 24 - M<sup>me</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
- S. 9. - Tapis, dessins anciens, Extrême-Orient, tapis et objets d'art 17<sup>ème</sup>, 18<sup>ème</sup> - M<sup>me</sup> CHAYETTE, CALMELS.

#### ÉTUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE

- ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
- BINOCHÉ, GODEAU, 5, rue La Boétie (75008), 47-42-78-01.
- BOISGIRARD, 2, rue de l'Amboise (75002), 47-70-81-36.
- BOSCHER, 3, rue d'Amboise (75002), 42-60-87-87.
- BRIEST, 24, avenue Marignan (75008), 42-68-11-30.
- CHARBONNEAUX, 34, rue St-Honoré (75008), 47-70-15-04.
- CHAYETTE, CALMELS, 12, rue Rostini (75009), 47-70-24-07.
- CORNETTE DE SAINT-CYR, 24, avenue George-V (75008), 47-20-15-04.
- DELOMER, 14, avenue de Messine (75008), 42-61-36-51.
- DEURBERGUE, 19, bd Montmartre (75002), 42-61-36-51.
- GROS, DELETTREZ, 22, rue Drouot (75009), 47-70-81-36.
- LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR, (anciennement RHEIMS-LAURIN) 12, rue Drouot (75009), 42-61-36-51.
- LOUDMER, 18, rue de Valenciennes (75009), 42-61-36-51.
- MILLON, JUTEAU, 14, rue Drouot (75009), 42-61-36-51.
- NERET-MINET, COUTAU-BEGARIE, 31, rue Le Pelletier (75002), 47-70-81-36.
- PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-81-36.
- RENAUD, 6, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-81-36.
- ROGEON, 16, rue Milton (75009), 42-61-36-51.

#### ÉDITIONS DU MUSÉE RODIN

**INVENTAIRE DES DESSINS**  
Tome II - 100.000-489, 210 x 270, 1er original, relié pleine toile sous jaquette rodin, 304 pages, 1768 illustrations dont 11 couleurs, parution 20-12-86. Prix : 680 F.  
En vente au MUSÉE RODIN, 77, rue de Varenne (7<sup>e</sup>) - Tél. : 47-05-01-34

## RELIGION

### UN SYNODE D'ÉLECTION AU LIBAN

### Un nouveau patriarche pour refaire l'unité de l'Eglise maronite

De notre correspondant

Beyrouth - Sur le modèle du concile œcuménique de Vatican II, le synode d'élection au Liban, ce jeudi 17 avril, d'un nouveau patriarche maronite. Ils sont coupés du monde, derrière les portes closes du patriarcat maronite de Bkerké, à 15 kilomètres de Beyrouth. Une retraite spirituelle a précédé les scrutins, menés à raison de quatre votes par jour « jusqu'à ce que le patriarche s'écrive ». Au bout de quinze jours de scrutins stériles, le pape pourra nommer lui-même le patriarche maronite.

Démissionnaire, le cardinal Antoine-Pierre Khoraiche, soixante-dix-neuf ans, participe à l'élection de son successeur. En s'éloignant, il a voulu ouvrir la voie en accord avec le Vatican, à un rôle plus actif de Bkerké dans la recherche d'une solution à la dramatique crise libanaise. Les rangs des maronites, et par voie de conséquence des chrétiens, sont aujourd'hui si divisés et l'impasse si totale que tout le monde - musulmans presque autant que chrétiens, de même que le maronite syrien - scrute le synode de Bkerké à l'espoir de déceler, dans l'homme qui en sortira patriarche, la possibilité d'un décalage de l'interminable conflit.

La démission, en 1985, du patriarche Khoraiche, qui se voyait « cher d'être plus disert qu'actif », a été la nomination, par le pape, en novembre dernier d'un administrateur apostolique, Mgr Ibrahim Hélu, évêque de Sidon, à l'époque, destinée à donner au patriarcat un coup de fouet salutaire et à refaire l'unité d'une communauté divisée (Le Monde du 21 janvier 1986).

Théologiquement, non seulement tout évêque mais tout clerc maronite ordonné diacre est éligible, ce qui ouvre notamment la voie aux moines et aux supérieurs de lieux ordres qui ont souvent accédé à cette dignité. Dans notre dossier, Mgr Ibrahim Hélu (soixante et un ans), qui avait la préférence du Vatican, et

Mgr Youssef Khoury (soixante-sept ans), archevêque de Tyr. Tous deux sont des hommes du Sud, de ce Sud libanais d'où est partie la guerre avant d'embraser tout le pays.

Dix-neuf évêques, le synode faisant office de collège électoral : onze en charge de diocèses libanais et huit de diocèses situés à travers le monde - Syrie (Alep et Lattaquié), Egypte, États-Unis (Brooklyn et Los Angeles), Brésil, Canada, Australie. Leur simple énumération atteste de la vitalité d'une communauté qui, poussée par la misère et par l'oppression de l'Empire ottoman, a cessé d'être libanaise. Trois à dix évêques supplémentaires ont été élus par le synode, dont un peut-être pour l'Europe, mais ils ne participent pas à l'élection du patriarche, n'étant pas encore sacrés.

Si aujourd'hui la politique est fortement contestée, la communauté maronite a, néanmoins, au long des siècles, été l'artisan principal de la nation libanaise du dix-neuvième siècle à la tête de la renaissance arabe pour l'opposer à la domination ottomane.

Une fois le Liban constitué, elle avait, avant comme après l'indépendance du pays en 1943, en la sagesse d'être du côté du pouvoir et de l'opposition à la fois. Le patriarche maronite de l'époque, Mgr Méouchy, juré du président Camille Chamoun, a été notamment à cette position durant la précédente guerre libanaise, répétée à échelle réduite de l'actuelle, en 1958. Jusqu'à ce que les maronites, sous la pression, il est vrai, d'une expansionnisme palestinien inquiétant à l'intérieur du Liban, constituent - comment l'erreur de constituer - selon beaucoup d'entre eux - en 1969 - une sainte alliance, entraînant dans leur sillage l'ensemble des chrétiens libanais et entraînant avec eux tout ensemble dans un même camp, qui pouvait être celui des vainqueurs mais aussi celui des vaincus.

LUCIEN GEORGE.

## SPORTS

### CYCLISME

### Signé Fignon !

En gagnant la Flèche wallonne, mercredi 16 avril, à Huy, en Belgique, Laurent Fignon, vainqueur de deux Tours de France, a inscrit son nom palmarès la première classique de sa carrière. Il a également fourni la preuve d'un retour en forme qui tend à se manifester après sa longue inaction consécutive à une intervention chirurgicale au tendon d'Achille l'an passé.

Dans les Ardennes, sur un parcours jalonné de côtes, Fignon a lâché, à quatorze kilomètres du but, le Danois Kim Andersen qui l'avait battu au sprint quinze jours auparavant à l'arrivée de Paris-Vimoutiers. Cependant, rodé par le Tour du

Vaucluse, Fignon a dominé, sur les routes basses, les rasepées de l'enfer du Nord, qui s'élevaient sans doute pas totalement récupéré de leurs efforts. Successeur de Raymond Poulidor (1963), de Michel Laurent (1978) et de Bernard Hinault (1979 et 1983), Fignon est le quatrième Français lauréat de la classique belge. Laquelle a remis en selle un autre Français, Jean-Claude Leclerc, troisième devant Crickelton, Leclerc et Kelly. Leclerc est l'actuel champion de France. Il n'avait pas fait parler de lui depuis l'été dernier.

J. A.

### FOOTBALL

### Exploits espagnols en Coupes d'Europe

Les Espagnols ont encore en lice dans les trois Coupes d'Europe se sont qualifiés, mercredi 17 avril, pour les finales de leurs compétitions respectives. A la suite des matches aller, leur avenir paraissait pourtant compromis.

En Coupe d'Europe des clubs champions, le FC Barcelone, battu 3 à 0 en match aller par l'IFK Göteborg, s'est imposé dans son stade du Nou Camp (3 à 0), éliminant les Suédois à la faveur des coups de pied au but (5 à 4). En finale, le 7 mai à Séville, l'équipe catalane sera opposée au Steaua Bucarest, premier club roumain à accéder à une finale européenne après avoir éliminé Anderlecht (3 à 0) dans l'autre demi-finale.

En Coupe des vainqueurs de coupe, l'Atletico de Madrid, pénible vainqueur sur son terrain, au match aller (1 à 0), s'est imposé en Allemagne devant le Bayer Uerdingen (3 à 2), et rencontrera les Soviétiques du Dynamo de Kiev, logiques vainqueurs du Dux de Prague (3-0, 1-1), en finale le 2 mai à Leningrad.

Mais, l'exploit le plus retentissant a été réalisé par le Real Madrid en Coupe de l'UEFA. Battus échevillés à l'aller par l'Inter de Milan (3 à 1), les Madrilènes ont éliminé les Italiens au stade Bernabeu devant 100 000 spectateurs (5 à 1 après prolongations). Le Real affrontera en finale (aller le 30 avril à Madrid, retour le 6 ou le 8 mai) le FC Cologne qualifié aux dépens du club belge de Waregem (4-0, 3-3).

**Dix mille dollars pour un bébé éprouvée.** - Le premier bébé éprouvée, né d'une mère-porteuse, vient de voir le jour aux États-Unis. La conception de l'enfant avait été réalisée le 10 mai 1985 à l'hôpital Mount-Sinai à Cleveland (Ohio). La mère, âgée de vingt-trois ans et déjà mère d'un enfant, a reçu 10 000 dollars pour porter le bébé qui n'a pas été conçu avec l'un de ses ovules. Des examens médicaux ont d'ailleurs prouvé que le code génétique du fœtus correspond à celui de l'homme et de la femme qui ont versé les 10 000 dollars.

**STERN**  
GRAVEUR  
Pour votre Société  
papiers à lettres et  
imprimés de haute qualité  
Le prestige  
d'une gravure traditionnelle  
Ateliers et Bureaux :  
47, Passage des Panoramas  
75002 PARIS  
Tél. : 42.36.54.48 - 45.08.66.45

## CARNET DU Monde

### Naissances

- Charlotte MONIQUE  
est heureuse d'annoncer la naissance de son fils

Adrien,  
à Monaco, le 7 avril 1986.

### Décès

- Nous apprenons le décès de  
Jean-Jacques ANSTETT,  
professeur honoraire  
de l'université Lyon-II.

Mé en 1901, Jean-Jacques Anstett a été docteur en droit de la Faculté de Lyon. Agrégé d'histoire en 1928, il enseigna d'abord dans des lycées de Lyon et de Paris, puis d'histoire à l'université de Lyon en 1942. Il revint à Lyon en 1946 comme professeur de droit. Directeur de la section d'histoire de la Faculté des lettres, il poursuivit ses travaux sur le mouvement idéologique et la philosophie française. Auteur de nombreuses études sur la philosophie médiévale et l'histoire de la philosophie allemande, il publia, après son départ de l'université en 1972, ouvrages et traductions.

- M<sup>me</sup> Sylvie Lebon de Beauvoir,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Lionel de Ronlet,  
Les familles du Beauvoir, de Blachop, Dauriac, Bessac, Quintin et Kerker.

ont la douleur de faire part de la mort de

Simone de BEAUVOIR.

L'inhumation aura lieu le samedi 19 avril 1986, au cimetière du Montparnasse.  
Départ à 14 heures de l'hôpital Cochin, 12, rue Méchain, à Paris-14.  
(Le Monde du 18 avril.)

- Bernard BELLET,  
professeur agrégé des lettres,  
né le 24 janvier 1946,  
au village de Gourmand de vie, a quitté définitivement les cieux le 16 mars 1986.

20, place du Millénaire,  
34000 Montpellier.

- Paris. Nantes. La Ferté-Bernard.

Les familles Bonnet, Thébaud, Cazaunet et Herz,

font part du décès de

M. Henri BOUSSAT,

chevalier de l'Ordre national du Mérite,  
médaille militaire.

survivent à Paris, dans sa famille,

très nombreux amis.

L'inhumation aura lieu le samedi 18 avril 1986, à 15 heures, au cimetière du Père-Lachaise, à Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

88, rue des Fossés,  
44300 Saint-Sébastien-sur-Loire.

- Perpignan. Paris.

M. René Landais,

M. et M<sup>me</sup> Pierre Landais

et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> René Olive

et leurs enfants,  
M<sup>me</sup> Aurèle Ginette Cot,

Les familles, parents et alliés,

ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Georgette LANDAIS,

née Cort,

anciennement des Brigades internationales,  
médaille de la Résistance,

survivant à l'âge de soixante-trois ans.

Selon le vœu de la défunte, son corps a été incinéré le 14 avril 1986, à Montpellier.

- Le gérant de la presse de la Mairie de Bouison.

Le comte et la comtesse François de Mesnil du Buisson.

Le comte et la comtesse Antoine de Mesnil du Buisson.

Le docteur et la comtesse Etienne de Mesnil du Buisson.

M. et M<sup>me</sup> Jean-François Burello.

Le comte et la comtesse Bruno de Ruffin de Posteville.

Le comte et la comtesse Etienne de Mesnil du Buisson.

Le comte et la comtesse Etienne de Mesnil du Buisson.

Le comte et la comtesse Etienne de Mesnil du Buisson.

Le comte et la comtesse Etienne de Mesnil du Buisson.

Le comte et la comtesse Etienne de Mesnil du Buisson.

Le comte et la comtesse Etienne de Mesnil du Buisson.

Le comte et la comtesse Etienne de Mesnil du Buisson.

Le comte et la comtesse Etienne de Mesnil du Buisson.

Le comte et la comtesse Etienne de Mesnil du Buisson.

Le comte et la comtesse Etienne de Mesnil du Buisson.

Le comte et la comtesse Etienne de Mesnil du Buisson.

Le comte et la comtesse Etienne de Mesnil du Buisson.

Le comte et la comtesse Etienne de Mesnil du Buisson.

Le comte et la comtesse Etienne de Mesnil du Buisson.

Le comte et la comtesse Etienne de Mesnil du Buisson.

Le comte et la comtesse Etienne de Mesnil du Buisson.

Le comte et la comtesse Etienne de Mesnil du Buisson.

Le comte et la comtesse Etienne de Mesnil du Buisson.

Le comte et la comtesse Etienne de Mesnil du Buisson.

Le comte et la comtesse Etienne de Mesnil du Buisson.

Le comte et la comtesse Etienne de Mesnil du Buisson.

Le comte et la comtesse Etienne de Mesnil du Buisson.

Le comte et la comtesse Etienne de Mesnil du Buisson.

Le comte et la comtesse Etienne de Mesnil du Buisson.

Le comte et la comtesse Etienne de Mesnil du Buisson.

Le comte et la comtesse Etienne de Mesnil du Buisson.

Le comte et la comtesse Etienne de Mesnil du Buisson.

Le comte et la comtesse Etienne de Mesnil du Buisson.

Le comte et la comtesse Etienne de Mesnil du Buisson.

## Grace Paley la

quelques histoires américaines  
toute la droiture et toute la

littérature.

Grace Paley est une des

écrivains américains les plus

connus. Elle a écrit de

nombreuses nouvelles et

romans. Ses œuvres ont

été traduites en français.

Elle a reçu de nombreux

prix littéraires. Ses

œuvres sont considérées

comme des chefs-d'œuvre

de la littérature

américaine. Elle a

écrit de nombreuses

nouvelles et romans.

Ses œuvres ont été

traduites en français.

Elle a reçu de

nombreux prix

littéraires. Ses

œuvres sont

considérées

comme des

chefs-d'œuvre

de la

littérature

américaine.

Elle a écrit

de

nombreuses

nouvelles

et romans.

Ses œuvres

ont été

traduites

en

français.

Elle a

reçu de

nombreux

prix

littéraires.

Ses

œuvres

sont

considérées

comme

des

chefs-d'œuvre

de

la

littérature

américaine.

Elle a



# 18. Romans : Emmanuel Carrère, Victoria Thérèse

## Le Monde DES LIVRES

### Grace Paley la magicienne

Quelques histoires américaines pour dire toute la drôlerie et toute la cruauté de l'existence.

Il y a deux sortes d'écrivains : ceux qui s'occupent des grandes passions ou des grandes batailles, qui nous racontent des histoires de Russie réelles ou métaphoriques, qui nous dépeignent Anselme ou les Waterloo de l'amour ; et ceux qui s'intéressent davantage à la population des modestes sentiments. Les émotions, les souffrances, les joies qu'ils évoquent ne payent pas de mine, mais elles sont la récompense et la rançon des journées que les humains traversent le plus souvent.

Comme l'italien Saba, l'Américaine Grace Paley appartient à la catégorie d'écrivains. Après *Enormes Changements de dernière minute* et *Les Petits Riens de la vie* (1), elle nous propose en France *Plus tard le même jour* - un troisième livre de cet auteur née à New-York en 1922, et qui continue d'habiter cette ville. Là encore, il s'agit d'un recueil de brèves histoires où presque rien ne se passe, où presque tout s'accomplit.

Une dame - Grace Paley - se met à sa fenêtre, et fait des croquis. Elle pose sur la table ou sur le papier quelques touches d'ap-

parence anodine. Des « drames minuscules » s'ébauchent, avec leurs personnages et leurs bonheurs éphémères. Mais pourquoi faut-il, soudain, que s'y fassent ressentir, comme par une sorte de miracle, toute la drôlerie et toute la cruauté de l'existence ? Grace Paley est une magicienne irrésistible dans le comique comme dans le pathétique, car elle les marie d'une manière indissoluble. Elle tient dans une main d'une famille de juifs russes émigrés.

Ses récits prennent souvent la forme d'énigmes, mais ils ne comportent aucune véritable conclusion. Au lecteur, ensuite, de se débrouiller, de chercher la signification profonde de telle parole ou de tel dire.

Ainsi, dans la nouvelle qui s'intitule curieusement *Dans ce pays-ci, moi en langue étrangère*, une jeune femme refuse d'épouser le homme que tout le monde veut qu'elle épouse, on voit une vieille femme s'inquiéter au sujet de sa fille Sonia, laquelle ne s'est pas remise d'un deuil familial. « Tu n'as pas de vie », lui dit-elle. Une petite fille qui assiste à la scène voudrait comprendre. Elle demandera à sa tante : « Sonia, (...) as-tu une vie ? » En guise de réponse, l'enfant lui montrera qu'un zéro : cette sorte de rire remplissant et masquant le silence.

(1) *Enormes Changements*, éd. Recherches (voir « le Monde des livres » du 2 juillet 1982). *Les Petits Riens de la vie*, éd. Rivages (voir « le Monde des livres » du 10 mars 1985).



Grace Paley semble suggérer que l'existence des humains ne saurait vraiment s'interpréter. Elle se contente de la montrer, en usant de toutes les couleurs de l'humour et de toutes les nuances de la mélancolie.

Encore un mot : dans la deuxième de ses nouvelles - *Plus tard le même jour* - Grace Paley évoque « le sentiment de li-

### John Updike le sorcier

Dans Eastwick, charmante station balnéaire de la côte est des États-Unis, trois femmes en quête de diable.

Les femmes n'ont jamais été les muses de John Updike, celles qui apparaissent auprès de Rabbit depuis une vingtaine d'années ont essentiellement pour le romancier, des instruments pour mieux explorer son précieux monde confronté à Dieu, à la mort et à l'omniprésent remords du pécheur qui ne trouve jamais la paix.

Egocentrique militant, matérialiste par nature, Updike a décidé, dans *Sorcières d'Eastwick* - son onzième roman, qui vient de paraître chez Gallimard -, de se mettre, pour une fois, à la place de ses personnages féminins et d'assumer le langage de l'autre sexe. S'identifiant à des femmes, Jane, Sukie et Alexandra, il nous prévient dès le titre : ce sont des « sorcières », comme dans Shakespeare, qui hurlent leur angoisse et leurs menaces face à la nature qui les tue. De la sorcière, elles possèdent apparemment tout l'attrait qu'il pratiquent quotidiennement les envolements, la lévitation, fabriquent des charmes, ou cueillent des simples à la pleine lune. Sans grande amélioration de leur situation personnelle.

Les trois femmes sont divorcées, ont la garde de leurs enfants, subsistent grâce aux pensions alimentaires, et qui vivent au bord de la mer, dans une station balnéaire du Rhode Island, petite ville de vacances dépeinte d'octobre à mai ne demeurent qu'une poignée d'habitants : une communauté, comme disent les Américains, située dans un lieu de rêve. Les autres mères de famille considèrent d'un mauvais œil ces femmes de mauvaise vie, sans mari, gaies, bien décidées à ne pas se laisser aller malgré la quarantaine qui vient, elles vivent comme des hommes : elles font du sport, s'intéressent à la sculpture, à la musique ou au journalisme et jouent les tentatrices auprès des hommes, mariés ou non. Libres de corps et d'esprit, voluptueuses, elles chassent le mâle mais font tout pour que les mariages tiennent et que leurs amants ne les épousent pas.

Elles essaient et se repaissent les uns des autres : le pasteur unitarien, le plombier catholique qui fait chaque année un

Le nouvel arrivant, qui révéler les sorcières parce qu'il a « les dents mais tout noir de poils », et qu'il paraît riche, va les attirer toutes les trois. Il n'est pas particulièrement séduisant, ni vraiment porté sur le sexe : il faut croire que c'est le jacuzzi qui est l'attrait du Malin, lors de cette trempette collective et hebdomadaire - le jeudi - agrémentée de massages et du massage de Jane Joplin. Toutes trois peuvent dans un pacte avec Satan, le Diable, pour bénéficier de l'immortalité au bain rituel et au sabbat, et tout va bien... jusqu'à ce qu'elles s'entichent de Jenny, ange énigmatique de vingt-deux ans, jeune fille pure et orpheline qui deviendra leur rivale à la trahison. Comme dans les contes de fées, Jenny apprivoisera le Diable, se mariera avec lui, mais n'aura pas d'enfants, et sera emportée par le cancer envoyé par les sorcières. Quant à ses ensorcelleuses, elles prendront du poids, du flaque, de la ride, de l'âge.

(Lire la suite page 18.)

LES SORCIÈRES D'EASTWICK, de John Updike, traduit de l'anglais par Maurice Rambaud, Gallimard, 350 p., 98 F.

### LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

Un prix d'excellence, de Jean-Louis Bory, Mes parents, d'Hervé Guibert

### Enfances tendres ou cruelles

Un matin d'il y a sept ans, alors que l'été était grélier et que le Beaucaud, Jean-Louis Bory, s'occupait dans quelques jours, se tirait un coup de fusil il se rendait d'effroi les hirondelles de la halle de Jumilhacville (Essonne), pour le géographe non littéraire. Le roman autobiographique, la critique de cinéma, la radio, la télévision, la Rive Gauche, les irrégularités du sexe et d'ailleurs, perdait l'esprit le plus libre des années 60-80, le plus pétulant, le plus généreux. Seuls quelques proches et les lecteurs attentifs savaient que cette satire, absurde de la part d'un non-violent congénital, mettait fin à un calvaire secret, aggravé plus qu'apaisé par la chimie tranquillisante.

La lecture des « posthumes » permet de réentendre pendant quelques heures cette voix positionnée de malice fraternelle, et d'en retrouver les obsessions d'avant l'effondrement. Obsessions tendres et gaies, malgré la double contradiction qui les nourrit : ce crois de l'irrespect et de la déviance voue à sa famille une ferveur fort peu iconoclaste ; ce bon élève abonné aux récompenses y faire le poison de la soumission et l'envie vers les cancre, désespérant - pour reprendre, inversée, la formule des livres scolaires - de « moins bien faire ».

L'excellence, c'est vrai, lui colle aux chaussures. Dès le collège d'Étampes, le petit Jean-Louis croque sous les premiers prix, remis par un député ancien de Quatorze dont les prothèses - affreux détail auquel, après coup, se raccroche le cancre - tintinnabulent.

Chez un enfant doué, l'échec scolaire suppose une désinvolture qui s'acquiert que dans un certain luxe, et loin des familles enseignantes. Les grands-parents de Bory étaient instituteurs. C'est pour prendre leur retraite qu'ils sont venus à Jumilhacville, pardon à Méréville. Le petit-fils grandit dans l'odeur de craie et d'encre violette. Boudier son intelligence reviendrait à trahir ces existences dignement vouées au savoir et à sa laborieuse transmission.

Le voici prix d'excellence, bachelier avec deux mentions très bien, agrégé de lettres classiques à vingt ans et, dans la foulée, prix Goncourt à vingt-six, pour *Mon village à l'heure allemande* (1945).

« Ouf ! », croit-on l'entendre ironiser. Comment, sans se rendre, échapper à ces brevets de conformisme ? Canulars et calembours ne suffisent pas. Dès que Bory revient, comme professeur, au lycée Henry-IV, il fut élève, il assortit sa rigueur pédagogique d'une perpétuelle fantaisie, destinée à tuer dans l'élève la haine : l'esprit de sérieux.

Les débordements des sens et du cœur font le reste. Dans ce domaine, un instinct de destruction, lié aux débordements d'après l'adolescence, dépasse l'ironie socratique. L'ami Bory pale cher le plaisir de l'effacement pour les autres. Les relations humaines s'effacent. Heureusement, un cheminement vital n'apparaît qu'à peine dans le récit d'un prix d'excellence. La plupart des tentatives, ou tentatives, du temps bény des appétits. Avec Colette, qui tenait à le féliciter pour son Goncourt, passe la sympathie gourmande. Plus tard, dans les utopies soixante-huitardes, le dandyisme gauchiste se place, dans la honte, sous l'invocation de son amour adoré, Eugène Sue.

Mais le paysagiste, le peintre animalier, le poète de la villageoise, qui s'affirment ici, plus naturellement que dans la saga d'Orphée (Julliard). Qu'il se rende à la Beaucaud à blanc, ou sur un cœur fragile, l'orage, la plume de Bory, crêpe le souhait, les odeurs de foie, la peau, de souffre.

Il y a Guibert aussi plus Bory. Cocteau, plus encore. Les photos de lui montrent un page bouclé, intense et surpris, comme l'auteur d'*Orphée* aimait le profiler en fil de fer. Il a la cruauté des *Enfants terribles* ; celle qui donne une sensualité impérieuse à l'Ordre, vécu par les familles en tant que respectabilité, avec approximatifs, inconséquents, bref : contournables. Avec ses trésors enfouis, ses rendez-vous clandestins, ses émois triomphants, la puberté toujours plus ou moins à une menée subversive contre des occupants dépassés, perdus d'avance.

La question n'est pas de si, dans ses souvenirs d'adolescent, l'auteur rend justice à ses parents, dont il dit « haïr la mesquinerie », ou la façon malveillante et ingrate dont il les voit sonner juste. Et c'est le jusqu'au malaise.

(Lire la suite page 17.)

### ALAIN GERBER LES HEUREUX JOURS DE MONSIEUR GHICKKA

« Un roman qui rebondit de gag en gag à la vitesse d'un burlesque américain. Gerber est un des rares écrivains à savoir écrire comique. Mais, entre ces pages de rire, il s'insinue aussi quantité de choses étranges et belles, émouvantes et graves. »

Pierre Lepape/LE MONDE

ROBERT LAFFONT













# Philippe SOLLERS



## Paradis II

GALLIMARD

Toute la vie de Karen Blixen, l'heroïne de Out of Africa, le film aux sept Oscars

## JUDITH THURMAN KAREN BLIXEN

"La biographie de Judith Thurman était ma bible."

Meryl Streep

Judith Thurman offre la première étude intégrale sur Karen Blixen. Son travail minutieux et magistralement mené ne laisse presque aucune ombre sur la vie et le travail de l'auteur.

Catherine Sauvage/LIBÉRATION

Les yeux cernés de khôl, la sybille danoise s'avance masquée. Sa biographie la dénuée. La révélation fait choc.

LE POINT

Collection "Biographie"

SEGHES

## Jean-Louis BORY



## Un prix d'excellence

récit

"Dans l'histoire d'excellence, il nous raconte... Les contes de fées donnent la main aux souvenirs réels."

Michel Cournot/Le Nouvel Observateur

GALLIMARD

### ROMANS

## Emmanuel Carrère le menteur magnifique

L'histoire d'une moustache, et les talents d'un illusionniste.

D'ARAGON à Nabokov et lord Byron à Oscar Wilde et à Cocteau, il existe en littérature une tradition du mensonge. Une manière de jeu et d'exercice métaphysique à la fois qui repose sur une vieille loi mathématique : les apparences étant trompeuses et les mots, bien utilisés, l'étant tout également, il est possible, en multipliant les tromperies, de faire apparaître une certaine vérité.

Emmanuel Carrère, bien qu'il n'ait pas trente ans et qu'il ne publie encore que son troisième roman, est déjà devenu un maître dans l'art du mensonge. Ses premiers livres, *L'Amie du jaguar* et *Bravoure*, faisaient la démonstration d'une passion farouche pour le leurre, le faux-semblant, le trompe-l'œil et le maquillage, mais il s'agissait encore de gammes, et l'artiste s'enfermait parfois de sa propre virtuosité. Le lecteur était piégé, certes, et de belle façon, les *mensonges* vibraient, mais ils semblaient fonder comme neige au soleil, mais l'auteur disposait une telle quantité de chausse-trappes, un tel luxe de décors peints et d'escaliers dérobés que la partie, trop inégale, trop mouvementée, y perdait de sa saveur.

Avec la *Moustache*, Emmanuel Carrère s'est dépouillé de toutes les parures baroques, des masques exotiques et des postiches de théâtre : son mensonge est aussi nu que la vérité sortant de son puits ; au point qu'on pourrait



BERENICE CLEEVE

## Bastienne et les enfants du béton

Contre les aigris et les « petits Blancs » des tristes banlieues, Victoria Thérèse choisit le désir de vivre d'une jeunesse qu'on veut gâcher.

DES banlieues à grands ensembles, à grands sur-rendre, chez les hommes politiques comme au café du Commerce, la drogue, le chômage, le désenchantement, les jeunes et la crise, les immigrés de la deuxième génération. Le tout saupoudré, au mieux, de quelques larmes de crocodile, au pire, de racisme.

Il faudrait comprendre que, tout de même, les « Français » peuvent être incommodés par le bruit du grand bruit, fin du Ramadan, vivant la nuit pendant celui-ci... Il deviendrait alors intéressant qu'on sorte sa carabine et qu'on tire sur les fauteuils de bruit, des *mensonges* le plus souvent.

Des mêmes banlieues, Victoria Thérèse raconte ce qui va à l'encontre de cette tristesse rebattue : la solidarité et le désir de vivre des jeunes, bien que, chez eux, la mort soit plus quotidienne que dans les quartiers riches. Accidents, bagarres, *mensonges* racistes... On n'en finit jamais. Tenter de résumer de livre ou le réduire à l'histoire de celle qui lui donne son titre, Bastienne, *Manivelle*, le caricateur. Il faut plonger avec Bastienne dans le monde des *Gachibères* — le nom même dit le *mensonge* — ses personnages séduisants ou infréquentables.

En tête de ces derniers, le fleuriste et son fils, le *mensonge* Marcel, chef d'un groupe raciste, qui « casse du bougnole » et du « jeune-qui-va-avec-les-crochilles ». Rouchy, l'ami de la fleuriste, directeur du supermarché, mesure sa réussite à la quan-

tité de caviar qu'il mange — alors qu'il n'aime pas cela. M. Montauquier tyrannise toute sa famille et viole quelques lycéennes à ses moments perdus. Les Youssef, crispés à la tradition islamique, voudraient leur sœur Djamilia. Tous ceux-là du côté de la mort.

### Manivelle, le tombeur de ces dames

Du côté de la vie et de la séduction, les personnages sont plus divers, plus complexes. Bastienne, la secrète, ne raconte rien d'elle-même, mais ses parents, ses deux sœurs, un couple d'écoliers, l'amour de la nature les a rendus incapables à comprendre ce qui naît du béton. Mais, à seize ans, Bastienne se sait déjà.

Manivelle, le tombeur de ces dames, est lui-même plus séduit par le rôle de Pygmalion que par celui de Don Juan. Dardos, le surdoué, se frotte de l'argent de poche, douce lorsqu'il joue aux *mensonges* avec des messieurs riches, en ville. Chez Madeleine Sarde et son fils Marlon, on vient se confier, emprunter une voiture ou simplement manger un morceau et se réchauffer. Farida et sa cousine Djamilia tentent d'échapper au carcan familial. Djamilia, dix-neuf ans, qui, avec l'aide de sa mère, a imposé à ses frères de lui laisser entreprendre ses études de médecine, est le symbole de la lutte que Killy et China, les deux féministes, organisent au « local » :

pour la liberté des femmes, contre l'excision — répandue dans la cité, — contre le viol.

Tous ces jeunes, cette « nébuleuse » des *Gachibères*, ces aventures dispersées, vont se rassembler autour de la mort de Djamilia, renversée un soir sur la « Jaurès », où elle n'aurait pas dû se trouver. (En fait, elle venait d'être tuée par Montauquier et, en s'enfuyant, elle a traversé le boulevard sans prendre garde.) Après l'immense manifestation qui accompagne son enterrement, naît le rancœur. Dans la tête de Bastienne, la vengeance prend forme. Le hasard et la coalition de ses amis éviteront qu'elle ne devienne criminelle. Djamilia, néanmoins, sera deux fois vengée.

En marge, les racistes frappent. Fort. Qu'importe s'ils en ont un peu trop. Qu'importe si les échecs et les succès, les blessures et les joies de Bastienne et de sa bande se télescopent, vont trop vite. Qu'importe la réalité. Victoria Thérèse a concentré en quelques scènes, en quelques semaines, la vie des enfants des *Gachibères*. Avec leur langage, leurs émotions, leur urgence de vivre. Avec leurs phrases courtes, leurs mots chocs, leurs codes et leur armure de dérision. Et, à la dernière ligne, on est désemparé de les quitter. Bastienne, Manivelle, Dardos et tous leurs copains acharnés à ne pas se résigner. Pour eux, on resterait bien quelques jours de plus aux détestables *Gachibères*.

JOSYANE SAVIGNEAU.

★ BASTIENNE, de Victoria Thérèse. Flammarion, 245 p. 75 F.

facilement les prendre l'un pour l'autre.

Nudité ■ récit d'abord. L'histoire peut se résumer en quelques mots : un homme, pourvu d'une glorieuse moustache qu'il arbore depuis des années, décide un jour, par jeu, par provocation, de la faire disparaître. Mais ■ femme ni ses amis ne paraissent se rendre compte de la transformation opérée ; plus ■ lui nient tous l'avoir jamais connu autrement que glabre. L'homme ■ rechercher partout et en vain les preuves de son identité perdue, jusqu'au bout du monde, jusqu'au bout de ■ raison et jusqu'au bout de l'horreur. C'est tout : un ■ linéaire d'une simplicité d'épave, sans rebond spectaculaire, net de tout ornement, glabre lui aussi.

Nudité ■ l'écriture ensuite, ■ comme détachée, lisse. Carrère ■ soigneusement gommé toute expressivité, éliminé jusqu'à la blancheur ■ ce qui, ■ peut sembler le trouble, introduire l'émotion, encourager l'ambiguïté. Il a taillé dans le vocabulaire et dans la grammaire avec la rage méticuleuse d'un Savonarole du verbe pour en extirper ■ les ornements et toutes les séductions. ■ ne l'aurait pas d'ailleurs emporté les lecteurs ■ leur faisant la danse des sept voiles.

### Un sentiment croissant d'irréalité

Nudité ■ enfin : Carrère raconte une histoire, rien d'autre, ■ il ■ vain d'y chercher un « ailleurs ». ■ Moustache n'est pas un roman psychologique, historique, sentimental, social, philosophique ; ■ moins un roman fantastique ou une ■ reflétant ■ ne ■ quelle malédiction de la condition humaine. ■ Moustache ■ un mensonge à l'état pur.

Le prodige — et le but de l'opération — c'est évidemment que ce mensonge fonctionne au point de prendre le visage de l'évidence. Il ■ donc de rien, de quelques poignées ■ mots poncés jusqu'à la transparence, dépouillés du plus ■ de leur pouvoir, pour que se produise de la littérature, que ■ lignes imprimées vous entraînent dans un univers parfaitement invraisemblable, vous y enferment, vous le fassent partager. De rien pour qu'un ■ sente peu à peu saisi de malaise, puis d'angoisse, empiété ■ ce qu'il imagine ■ une ■ de plus en plus pesante et épaisse en même temps qu'il éprouve, comme le « héros » du livre, un sentiment croissant d'irréalité.

Mais ce rien qui possède tant de pouvoirs qu'il peut tout changer, ■ évidemment aussi le sujet du livre. Rien : quelques poils détachés par un résor et qui disparaissent, comme dans un film d'Hitchcock, dans un trou de lavabo ; rien : une identité que nous risquons de perdre à chaque instant ; rien, une réalité qui peut prendre tant d'aspects, tant de visages qu'elle n'est probablement rien d'autre qu'une illusion.

Reste le plus étrange, le plus mystérieux de ces « riens » : l'écriture, à la fois illusionniste et illusion. Emmanuel Carrère, pas plus que d'autres, n'en explique les sortilèges, même si son livre montre avec éclat qu'il en possède les ruses les plus fines et les armes les plus discrètes. Il se contente de constater sa puissance et de lui rendre hommage : c'est la seule vérité que respecte ce menteur magnifique.

PIERRE LEPAPE.

★ LA MOUSTACHE, d'Emmanuel Carrère. P.O.L., 190 p. 69 F.

EMMANUEL CARRÈRE  
**La moustache**  
"APOSTROPHES" le 18 avril

MAISON DE LA POÉSIE  
Association subventionnée par la Ville de Paris  
101, rue Rambuteau (1<sup>er</sup>) - M<sup>o</sup> Hôtel, tél. : 42-36-27-53  
**György SOMLYO**  
poésie hongroise  
avec E. GULLEYVIC, M. DEGUJ, textes dits par PIERRE LAMY  
Jeudi 24 avril, à 20 h 30

### ROMANS ÉTRANGERS

## Le « roman » au d'Eugenio Montale

Les petits faits divers d'une

Montale, pour

de l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire

l'histoire



## ■ LETTRES ÉTRANGÈRES

## Le « roman » autobiographique d'Eugenio Montale

Les mille petits faits divers d'une vie dans le miroir de poche d'un grand poète.

**D'**EUGENIO MONTALE, né à Gênes en 1896, mort à Milan en 1981, prix Nobel en 1975, œuvre poétique complète publiée dans la remarquable édition bilingue de Patrice Angelini aux éditions Gallimard, manquaient en France les cinquante chapitres de ce livre qui étonne, d'abord, les purs montaliens : *Papillon* et *Dinard*, dont la première édition est sortie en 1956. En deux volumes, le voici enfin publié par Fata Morgana, grâce à la passion éclairée de Mario Fusco.

« *Papillon* de Dinard, dit Montale, c'est presque, fait de façon fragmentaire, un roman autobiographique ; tout, dans ce livre, est proprement autobiographique. J'ai donc presque écrit un roman ; et un « nouveau » roman, pas un roman traditionnel... »

Il s'agit d'une vie dans le miroir de poche d'un des plus grands poètes de ce siècle : et c'est l'occasion, pour un nouveau larron de l'âme aux prises avec l'inquiétude et la ludique banalité du quotidien, nous prendre par la main et de nous faire redécouvrir le monde, dans la nostalgie dansante de ses propres souvenirs. Et s'il y a correspondance thématique entre les poésies d'Os de seiche, par exemple, et les proses du *Papillon* de

Montale, nous sommes loin, dans ce « roman » autobiographique, de l'hermétisme, de l'aridité, du rocailleux des poésies : le dilettante l'emporte, ici, le style concis comme une confiance merveilleusement naturelle, en se jouant de l'élocution des mots.

## « Pêcher les anguilles de son passé »

Dans ses poésies, Montale donne l'impression de tourmenter les vocables, avant de les écrire ; il se mûrit du châtiment ; il plume, non sans cruauté, l'histoire en pique à l'os. En revanche, dans ces proses intimistes, si l'on chasse souvent de la chanson-souris à la sobriété (volets homonymes), on ne descend pas le volaille, qui échappe, mais on peut se souvenir comme le rieur peint d'un petit théâtre en mémoire ; quant au papillon fameux, il ne vole pas même jusqu'à Saint-Lunaire, il n'a peut-être pas même existé à Dinard, il devient le messager évanescence, le mirage d'un amour rêvé ; et si le poète troque l'arme à feu contre le hameçon, c'est « pour pêcher les anguilles de son passé ».

Soit *Diner de la Saint-Sylvestre* : un gourmet des plus

zèle possible, qui a tout l'air digne de l'entreprise ; et quelques mois après, vous vous apercevez que cette peine a été plus qu'insuffisante. Montale, l'homme en pyjama qui souriait des « fautes de frappe échappées au grand pote », emporte les anges dans ses valises, « vole et vit » dans notre monde aux mécaniques grippées ; et son « roman » — où il circule en ténard clown mal grisé, marginal et rebelle à l'histoire, fuyant ce qui est « grand », « haut », « fin », « les guillemets mystiques », « les guillemets mystiques », nous laisse en corrélation avec son séjour sur la Terre.

JEAN-NOËL SCHIFANO.

★ **PAPILLON DE DINARD**, d'Eugenio Montale, deux volumes (Tome I : LA MAISON AUX DEUX PALMIERS. Tome II : PAPILLON DE DINARD), traduits de l'italien par Mario Fusco, Fata Morgana, 1985, p. 134 p., 69 F chaque.

## William Kennedy, le géant d'Albany

**T**RIZE FOIS William Kennedy s'est vu refuser treize fois par les éditeurs américains le manuscrit de *L'Herbe de fer*. Finalement, c'est sur recommandation de Saul Bellow que The Viking Press accepta de publier ce récit. Heureuse décision. Quelques mois après sa sortie, le roman est classé par Time et Newsweek parmi les dix meilleurs livres de l'année 1983. Kennedy revenait de loin. Ce fils d'immigré irlandais, né à Albany en 1930, a déjà rédigé dix romans, mais trois seulement (1) ont trouvé preneur. Ils se déroulent tous à Albany, la capitale de l'État de New-York, aussi célèbre pour ses gangsters (tels Jack Diamond, surnommé « Legs ») que pour ses politiciens (Roosevelt ou Rockefeller, entre autres). Le décor est celui de l'entre-deux-guerres et les personnages sont tout sauf des héros. Ils appartiennent à la catégorie de ceux que Bernard Malamud avait appelés dans l'un de ses recueils de nouvelles, les *Idiot d'abord* (2). Ce sont des truands, ou des crocs à la petite semaine, ou des paumés. Francis Phelan, le personnage principal de *L'Herbe de fer*, est précisément l'un de ceux-là.

## Le feu sacré du verbe

Nous le découvrons à la fin des années 30, errant dans les rues d'Albany. Ce clochard ressemblant à ceux qu'il fréquente : à cinquante-huit ans, il a déjà laissé presque toute sa vie derrière lui. Son avenir, c'est l'horizon du prochain quart d'heure, celui qui le verra manger, boire ou rejoindre Helen, sa compagne d'infortune. Comme elle, Francis a vu un jour le cours de son destin s'éclaircir. Pourquoi,

comment ? Les raisons (parmi lesquelles le meurtre d'un brasseur de grivo et le mort d'un de ses fils) sont nombreuses. Mais elles n'expliquent rien.

Voilà pourquoi Kennedy se réfugie dans ce qu'il appelle « son corps céleste ». Au fil de ses errances au cœur d'une ville qui ne cesse de se transformer, il revit des scènes de son enfance. Et puis il parle aux morts, à ses aïeux. Plus qu'un clochard, Francis est, en somme, une âme vagabonde qui se regarde vivre.

William Kennedy n'est pas irlandais pour rien. De la terre de ses ancêtres, il a préservé l'âme tourmentée et joyeuse. L'Irlande semble chez lui une manière d'excuse face à l'existence. De là, naît cet étonnant décalage entre l'image presque tragique qu'il nous donne du monde et la destinée de ses personnages, ces êtres déchirés, battus, mais vivants.

On sent brûler chez Kennedy le feu sacré du verbe. Sa langue est extraordinaire qui chante et fait chanter. Sa voix est brisée mais elle chante. Quel ? L'amour de la vie. De la vraie vie, celle qui jette et se brise en mille éclats dans la fleur de la mémoire. Oui, Kennedy est un géant. Le géant d'Albany.

BERNARD GENÈS.

★ **L'HERBE DE FER**, William Kennedy, (bilingue) traduit de l'américain par Marie-Chaire Pasquini, éd. Belfond, 250 p., 98 F.

(1) Il s'agit de : *Jack Truck, Legs* et *Billy Phelan's Greatest Game*. Ces deux derniers titres seront prochainement publiés aux éditions Belfond.

(2) Ce recueil de nouvelles a été publié aux éd. du Seuil (1965).

## John Updike le sorcier

(Suite de la page 15.)

Il y a chez Updike un bonheur dans l'ironie, une virtuosité dans la construction, une facilité de jouer avec les mots, de créer des images, qui, même quand il s'agit de moralisme, entraînent le lecteur dans des sentiers sinueux et obscurs, qui sont aussi les voies du Seigneur. Ville imaginaire, Eastwick, il est vrai, n'est pas très éloignée de Salem. Ni de la demeure familiale de John Updike, dans le Massachusetts. Il n'a pas eu besoin d'aller très loin pour évoquer l'hygiène des chasses aux sorcières, les romans sulfureux de Nathaniel Hawthorne, ou encore l'intransigeance des puritains. Eastwick, archétype d'une petite ville de province américaine, avec ses Églises rivales, ses boutiques d'artisans pour touristes, ses maisons de bois peintes en blanc et cachées dans les dunes, ses supermarchés, ses paumés et ses fauchés. Son ennui.

Tout est dit au départ, l'auteur ne cherche pas à nous séduire ou à nous surprendre par les situations qu'il décrit, mais par sa capacité à entrer à l'intérieur des personnages, hommes ou femmes, démons ou anges, par son réalisme diabolique. Il prend toutes les voix, dans ce livre touffu, il sait tout de tout : des lutteurs de Créme, du pop art et des couples qui vieillissent (« Le mariage ressemble à deux têtes enfermées ensemble et condamnées à lire et à relire la même sempiternelle leçon, jusqu'à ce que, enfin, les mots se transforment en Jolie »), des frustrations qui engendrent des crimes, des potentialités scientifiques de l'énergie solaire, de la sensation de brûlure incendieuse produite par la corde du cou du pendu, ou bien encore du racisme ordinaire qui amène une bonne citoyenne américaine à refuser qu'on donne à une place la ville le nom d'un « héros » du Vietnam nommé Kazmierczak.

Updike ne parle jamais directement de politique dans ses livres, ni ne s'engage ; et pourtant chacun de ses romans se situe à un moment précis de l'histoire des États-Unis : le Centaure sous la présidence de Truman, *Cœur de lièvre* sous Eisenhower, *Couples* sous Kennedy. Pour les *Sorcières d'Eastwick*, il s'agit des années Nixon, et l'on reconnaît facilement les allusions au mouvement d'émancipation des femmes, au retour à la nature et à l'écologie, au piège vietnamien, au terrorisme des gauchistes. Mais, au fait, quel est son sujet ? Où veut-il en venir avec ces « sorcières » qui ont finalement plus de pouvoir qu'on ne l'imagine, mais



qui sont confrontées sans cesse à des diables invertés et émasculés ? John Updike le sorcier a bien joué son rôle. L'écrivain nous a bien ens. Mais quelle idée avait-il donc de ses lectrices et de ses lecteurs en les entraînant ainsi avec lui dans son jacuzzi ? La réponse n'est pas limpide.

MICOLE ZAND.

● Sous le titre *Navigations littéraires, Essais et critiques*, Gallimard publie un choix d'articles qui furent écrits par John Updike pour le New Yorker. Un tissu envoi de l'ouvrage américain a été traduit. On y retrouve les titres sur Colette, Flaubert, Barthes, Céline et sur diverses correspondances pour composer un livre plutôt hétéroclite. Pourquoi avoir éliminé Maurice Blanchot, Claude Lévi-Strauss, John Cheever ou Kurt Hamsun ? Réservé aux spécialistes et aux curieux perspicaces. (Traduit par Daria Olivier, Gallimard, 370 p., 100 F.)

Pour le plaisir, on lira plutôt la réédition de *Jour de fête à l'hopital*, le premier livre d'Updike, écrit en 1958 (Bourgois 10/18, « Domaine étranger »).

## Henry Chennevieres L'étoile de mer

PRIN MARCEL PAGNOI 1986

Le Rocher



Henry Chennevieres manifeste autant d'humour que de savoir. Il aime me direz-vous, et le bonheur ? Qu'en est-il, et quelle place leur donner au cours de cette quête ? C'est précisément de ce bonheur, de cette quête, de cette possibilité de se connaître, de se découvrir, d'être à la recherche de soi-même, de devenir un jour ambassadeur ou Commissaire de la République. Car le lauréat du Prix Marcel Pagnol a le rare mérite de savoir à la fois intéresser et amuser.

EDMONDE CHARLES-ROUX, de l'Académie Goncourt, Président du jury du « Prix Marcel Pagnol »

Vous n'avez, monsieur, ni le style de Pagnol, ni celui de Giraudoux, mais l'un et l'autre eussent aimé le votre, car vous en avez un. Un style, c'est la garantie d'une œuvre à venir. Or, on ne peut pas se tromper sur celui qui vous concerne : vous êtes un écrivain.

ANDRÉ ROUSSIN, de l'Académie Goncourt

Gastone VENTURA

## les rites maçonniques de Misraïm et Memphis

Ils sont parmi les plus mystérieux des rites maçonniques et se rattachent des traditions égyptiennes les plus antiques.

Un volume de 200 pages ..... 88 francs

MAISONNEUVE ET LA ROSE

15, rue Victor Cousin 75006 Paris - tél. 43 54 10 70

Entre Bastille et Aligre

## LA LIBRAIRIE LA TERRASSE DE GUTENBERG

Littérature - Art - Cinéma - B.D. - Enfant - Sciences humaines

Ouvert tous les jours et les dimanches de 10 h à 19 h 30

9, RUE EMILIO CASTELLAR PARIS 13 - tél. 43 07 42 19

Aux Éditions STH

16, rue Léon-Henry, 75016 Paris Tél. 46 27 10 15

## LES LIBERTÉS PUBLIQUES EN FRANCE ET DANS LE MONDE

par JEAN-PAUL COSTA

maître des requêtes au Conseil d'État

Préface de GUY BRAIBANT

Pris public 95 F 272 pages.

"L'objet de ce livre est d'analyser à partir du Droit le renouvellement profond de la problématique des libertés publiques. Chacun de nous est concerné par ce sujet vital et sans propre du terme."

ES

## JULIEN GREEN

### Chaque homme dans sa nuit

ROMAN

Chaque homme dans sa nuit est l'aventure d'une âme qui se cache, se fourvoie et se sauve, une éducation sentimentale où le cœur a le dernier mot lorsqu'il comprend que l'amour n'est pas seulement une affaire de lit. A l'arrière-plan, il y a les paysages de l'Amérique et la ville, un New York où l'auteur a brouillé les pas de ses souvenirs dans les itinéraires du rêve.

98 F

AUX ÉDITIONS DU SEUIL

## SEUIL

Henry Chennevieres manifeste autant d'humour que de savoir. Il aime me direz-vous, et le bonheur ? Qu'en est-il, et quelle place leur donner au cours de cette quête ? C'est précisément de ce bonheur, de cette quête, de cette possibilité de se connaître, de se découvrir, d'être à la recherche de soi-même, de devenir un jour ambassadeur ou Commissaire de la République. Car le lauréat du Prix Marcel Pagnol a le rare mérite de savoir à la fois intéresser et amuser.

EDMONDE CHARLES-ROUX, de l'Académie Goncourt, Président du jury du « Prix Marcel Pagnol »

Vous n'avez, monsieur, ni le style de Pagnol, ni celui de Giraudoux, mais l'un et l'autre eussent aimé le votre, car vous en avez un. Un style, c'est la garantie d'une œuvre à venir. Or, on ne peut pas se tromper sur celui qui vous concerne : vous êtes un écrivain.

ANDRÉ ROUSSIN, de l'Académie Goncourt

Futuriste.



un bonhomme, à jeunesse

sur la forme des lettres, contre

normes - répondant dans le ciel,

comme le vent

Tous ces aspects, amis - nébu-

les - et, comme, avec

des diaphanes, et, et

les sources de la mort de Dantes

degré de la mort de la mort

à elle n'est pas de la mort

En fait, elle n'est pas de la mort

En fait, elle n'est pas de la mort

En fait, elle n'est pas de la mort

En fait, elle n'est pas de la mort

En fait, elle n'est pas de la mort

En fait, elle n'est pas de la mort

En fait, elle n'est pas de la mort

En fait, elle n'est pas de la mort

En fait, elle n'est pas de la mort

En fait, elle n'est pas de la mort

En fait, elle n'est pas de la mort

En fait, elle n'est pas de la mort

En fait, elle n'est pas de la mort

En fait, elle n'est pas de la mort

En fait, elle n'est pas de la mort



## SCIENCES HUMAINES

## Comment détecter les « tempéraments fascistes »

Le psychanalyste anglais R. E. Money-Kyrle vécut en 1946 une singulière expérience, qu'il relate commenté dans un livre récemment traduit. Il fut chargé, à la direction du professeur Henry Dicks, de sélectionner les Allemands auxquels seraient confiés des postes-clés dans la nouvelle Allemagne. Il fallait non seulement éliminer tous les candidats susceptibles d'être ou des sympathisants nazis, mais également, à l'aide d'entretiens psychiatriques approfondis, « séparer les gens au tempérament démocratique de ceux au tempérament fasciste ».

Face aux atrocités qui leur étaient infligées pour la première fois dans leur horreur, les « candidats » réagissaient différemment. « Je me souviens très clairement, raconte Money-Kyrle, d'un homme âgé qui avait occupé une fonction importante pendant les années de discussion des camps de concentration. Il s'effondra et pleura parce que, à l'arrivée des nazis, il n'avait fait que sacrifier sa situation et ses revenus au lieu de dévouer consciencieusement la régence. » Comme l'Allemand, cet homme voyait dans la tyrannie la pire des maux. Et il n'était pas seulement honteux et choqué par ce que son pays avait fait, mais également profondément peiné et pénétré d'un sentiment de responsabilité et de culpabilité personnelle — ne serait-ce que pour avoir été impuissant à résister. Il faisait preuve par là de ce que Money-Kyrle nomme une « attitude humaniste ».

Le plus souvent, cependant, à peine les camps de concentration étaient-ils mentionnés que les candidats nésent anéantissement avoir pu connaître ce qui s'y passait et exigeaient qu'on leur explique les coupables fussent sévèrement punis.

Paradoxalement, ces personnes, qui étaient dépourvues de conscience « humaniste », étaient presque toujours hyper-sensibles à l'abus d'autorité, quelle qu'elle fût. Elles possédaient un profond sens du devoir et obéissaient scrupuleusement à quiconque leur était hiérarchiquement supérieur. Elles exigeaient, bien entendu, de leurs propres subordonnés une attitude identique à leur égard. En un mot, leur personnalité était « autoritaire » plutôt qu'« humaniste ».

R. E. Money-Kyrle établit une distinction entre ces deux catégories de personnes, l'éducation qu'elles avaient reçue et la profession qu'elles exerçaient. Presque tous les « humanistes » étaient issus de familles dans lesquelles l'affection et la liberté tenaient une place primordiale; on les trouvait plus souvent dans les carrières artistiques ou dans l'administration. A l'opposé, les « autoritaires », avec une régularité presque monotone, parlaient de cadre strictement patriarcal dans lequel ils avaient été élevés.

A l'occasion de la parution du roman *« Les secrets du baron »*, par Thierry Jonquet, les Éditions Locus Solus, rue Ferdinand-Duval, Paris 14<sup>e</sup>, et Silex, 26, rue des Rois, Paris 16<sup>e</sup>, organisent le dimanche 20 avril 1986 toute la journée, rue des Rois, une animation de rue avec musiciens populaires, chanteurs et orchestre symphonique. L'auteur Thierry JONQUET dédicacera son livre.

**LIVRES**  
**POLONAIS**  
et livres français  
sur la Pologne  
et  
l'Europe de l'Est  
Catalogues sur demande  
**LIBELLA**  
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS 4<sup>e</sup>  
Tél : 43-26-51-09

Ils lui attribuaient avec reconnaissance leur propre sens de la plume.

« Je suis convaincu, note encore Money-Kyrle, que ceux chez qui l'influence précoce d'un humanisme avait été suppléée par l'influence d'une profession autoritaire avaient tendance à créer des foyers plus autoritaires que ceux où ils avaient été élevés. » Si cela se révèle exact, le fait qu'il y ait eu dans la classe dirigeante allemande et, à un moindre degré, dans tout le peuple une conscience « autoritaire » aussi développée est facile à expliquer : c'est l'effet cumulatif, sur plusieurs générations, de l'impressionnante hiérarchie officielle créée pour servir la religion allemande de l'État.

ROLAND JACCARD.

**★ PSYCHANALYSE ET HORIZONS POLITIQUES, de R. E. Money-Kyrle, trad. de François par Roland Jaccard, Privat, 160 p., 115 F.**

## POÉSIE

## La bibliothèque de Jacques Réda

Un homme fait l'inventaire de ses affinités électives

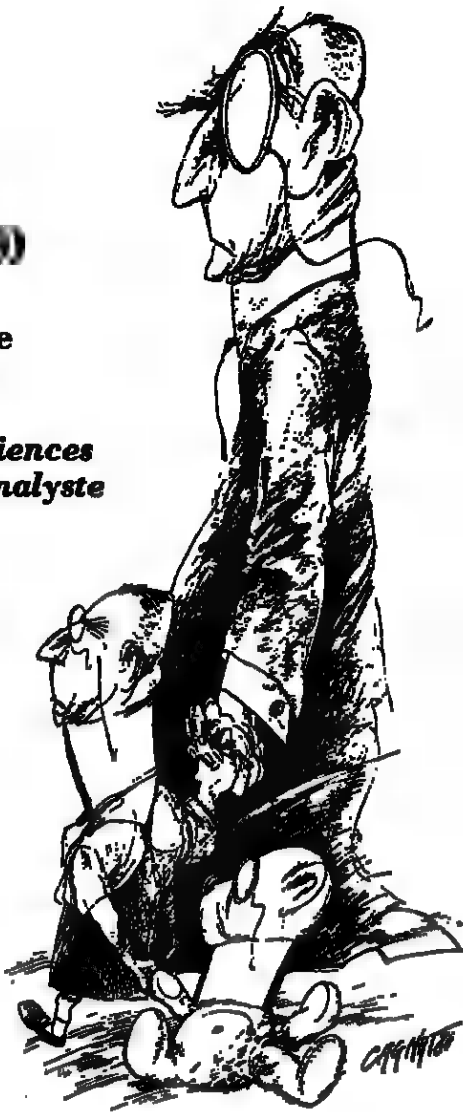
« J'ai gardé le goût de vivre auprès d'un petit cercle de bouquins, mais bien adaptés à mes goûts », écrit Jacques Réda dans son dernier recueil de poèmes. Mais, au-delà de l'inventaire attendu de sa « géologie volumineuse », de ce ménage savant de sa mémoire livresque, Jacques Réda dit sa « reconnaissance », qui est « identification et gratitude, aventure et consécration ». Et pour charger plus encore le sens de cette démarche, il donne à chaque affinité brochée la reliure d'un registre sensible et privé : vif et léger pour Georges Perros, sonore et retors pour Francis Ponge, tendre et éblouissant pour Armand Guizot, lumineux et en élan pour André Frénaud, dur et aigu pour Philippe Jaccottet, mélancolique et clair pour Jude Stefan, tendre pour Jean Follain dont il trace cette image :

« Il est sans doute un beau-coup plus amusant que je ne le rapporte, mais les six pas à l'envers de la main, réclamant l'attention, distraient de son par l'étonnant ouvrage d'exister, au point qu'il m'avait un jour : l'attention me la flânerie, n'imaginant pas qu'à son tour la flânerie le tuait, comme un poisson le plus souvent finissent par reprendre brutalement ceux qu'ils aiment. » (Jean Follain est mort à Paris, en 1971, assassiné par une voiture qui, elle, ne flânait pas...)

« La poésie se prouve d'elle-même »

Subtils et économes, ces exercices de style se jouent de la métrique d'une façon déjà démontée et remontée par Jacques Roubaud dans la *« Vieillesse d'Alexandre »* (1), et donnent à voir toute une bibliothèque, avec les réserves de la discrétion, les silences de l'humour. Mais, en retour, il y a dans ces avenirs d'étagères, de rayonnages, comme un écho, une lueur qui pénètrent et éclaircissent furtivement « la sous-bois crépusculaire », la caverne

**Psychanalyse et horizons politiques ou les expériences d'un psychanalyste anglais.**



CAGNAT.

## BIOGRAPHIES

## La passion de Mme du Deffand

RETRACÉE par René de Caccaty, la singulière histoire d'amour que vécut Horace Walpole et Mme du Deffand — à leur cour défendant et souvent à courtiser — coïncide sans cesse avec la vie de la littérature romantique. Lui, anglais, homme de lettres, éditeur, « s'était fait un système de ne pas aimer » tant il craignait le ridicule et la souffrance. La société de ses semblables l'importunait au point que lorsqu'il le quittait, il se disait : « C'est encore du monde dans ses poches, dans ses cheveux, sur ses épaules ». Elle, aristocrate française, esprit raffiné, amie de Voltaire, était déjà une vieille femme, aveugle, surcroît, au soir de septembre 1785 où, pour la première fois, Horace Walpole fut introduit dans son salon. Bien sûr, se cédant à lui, elle ne permit pas de voir le nouveau venu, mais, Wiart, son secrétaire, est là près du « tonneau » où elle est assise et lui fait lire les traits de celui qui va lui inspirer cette passion dévorante qui durera jusqu'à la mort.

**Amitié platonique et cruauté**

Outre qu'il s'agit d'un des plus grands romans pour les garçons que pour les femmes, Horace Walpole a vingt ans de moins que Mme du Deffand, laquelle en compte alors soixante-six. Pourtant, lorsqu'ils se rencontrent, ils attendent l'un et l'autre un nouveau prétexte de remplir avec de nouveaux personnages la structure vide de leur rapport au monde et aux autres. L'ennui que leur inspire le commun des mortels les rapproche, et s'entendement à la divinité, et se liguent même pour tourner Jean-Jacques Rousseau en ridicule. Mais, surtout, ils vivent dans « un siècle placé sous le signe d'« Ode », et il faut savoir que certains traits de Walpole trahissent son goût pour les vieilles femmes aimantes. Ne proclame-t-il pas que « plusieurs dames à la fleur de leurs rides ont inspiré des passions plus durables et plus ardentes que n'en ont fait naître les plus grandes beautés dans leur première jeunesse ? »

Il est donc de sa part propos bien outrés, car sa relation avec Mme du Deffand n'exclut jamais les limites d'une amitié platonique dont il se défendra d'ailleurs bien souvent avec quelque cruauté.

Au reste, il ne fera que six séjours à Paris, repartant tou-

jours pour l'Angleterre où Mme du Deffand lui adresse alors des lettres qui sont autant de longs monologues passionnés. « La vie se passe en absence, on est toujours entre le souvenir et l'espérance », dit-elle, et elle voudrait bien s'endormir telle une belle-sauve-dormant pour ne s'éveiller qu'au moment de l'amour.

**La providence des épistoliers**

Toutefois, l'absence étant aussi la providence des épistoliers, car elle permet de s'épancher, Mme du Deffand — qui à l'encourager de nouveaux reproches — ne se prive point de cet avantage. Palliant le désagrément de la séparation, se substituant aux conversations avec l'aimé, les lettres se succèdent qui sont à la fois des autoportraits sans complaisance, des chroniques de l'époque, des analyses très fines de cette société où elle évolue et où la majorité de ceux qui l'entourent sont « aux petits soins pour lui dire ». L'âge aidant, la compagnie, les sorties, les grands repas l'ennuient de plus en plus, et il lui arrive de se sentir d'admirer la différence des genres — les nuances de la sagesse parmi ses convives.

Dans les dernières années de sa vie, cette correspondance devient une sorte de « journal de vieillesse » d'autant plus pathétique que la voix de l'irréductible amoureux vient s'y mêler, en contrepoin, aux propos désenchantés et terriblement lucides de la vieille femme qui a pleine conscience de sa déchéance. « Je pourrais faire des observations sur l'état de vieillesse, les dédier aux savants ; elles leur feraient perdre l'envie de devenir octogénaires. » C'est bien ce qu'elle fait, mais, paradoxalement, elle parvient à leur amour et à l'illuminer les quinze dernières années de sa vie, une tonalité adolescente marquera chacune des lettres de la « Petite » à son « Tuteur ».

ANNE BRAGANCE.

**■ L'OR ET LA POUS-SIÈRE, récit de René de Caccaty. Gallimard, 216 p., 78 F. Signé aussi les Salons de Bernard Minaret et Claude Arnaud. L'auteur est pris de textes authentiques pour « monter » un dialogue entre deux personnages du dix-huitième siècle, notamment Mme du Deffand, Julie de Lespaul et Walpole. (Ed. Lattès, préface de Jean-Claude Bonnet, 128 p., 115 F.)**

## Voici la nouvelle édition du MOURRE: la mémoire vive de l'histoire.

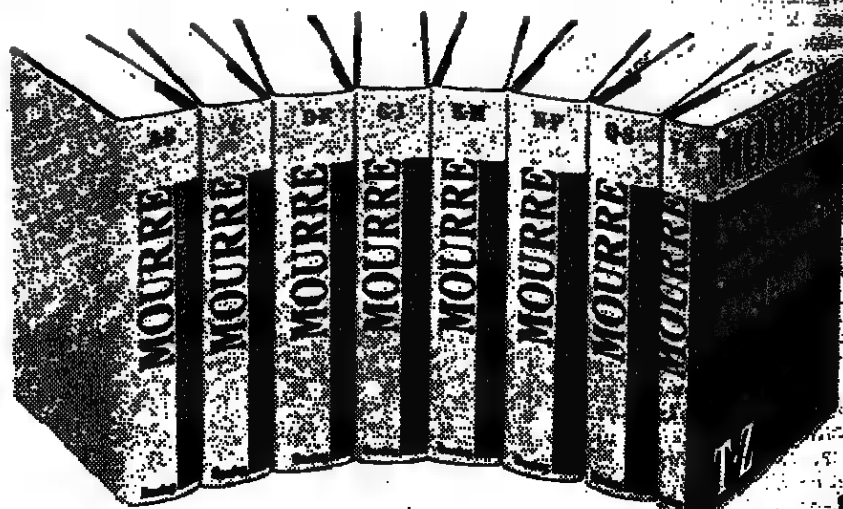
Entièrement mise à jour avec de nombreux articles traitant de l'actualité la plus récente : des hommes nouveaux de notre histoire (Alfonso, Gorbachev, Gémayel, Jean Paul II, Walesa...) aux techniques les plus modernes (laser, vidéo...)

C'est une mémoire vive. Seul dictionnaire encyclopédique d'histoire universelle en langue française, Le Mourre ne se limite pas à l'histoire des hommes célèbres et des événements mais prend en compte les facteurs économiques, sociaux et idéologiques. C'est une mémoire universelle.

Outil de travail et de culture, c'est une mémoire utile.

8 volumes : 17 500 articles, 1 000 pages illustrées de 6 600 documents dont 600 en couleur.

Offre spéciale de lancement.  
Chez votre libraire jusqu'au 30 avril 1986.  
3 016 F au lieu de 3 440 F la collection.



Bordas

## cardinal et le s

édite les Mémoires de Bern...

graphie, et Cusane d'...

...cardinal et le s...

...cardinal et le s...

...cardinal et le s...

...cardinal et le s...

...cardinal et le s...

...cardinal et le s...

...cardinal et le s...

...cardinal et le s...

...cardinal et le s...

...cardinal et le s...

...cardinal et le s...

...cardinal et le s...

...cardinal et le s...

...cardinal et le s...

...cardinal et le s...



## La passion de M<sup>me</sup> du Deffand

Retracée par René de La Harpe, la passion de M<sup>me</sup> du Deffand est une histoire d'amour et de pouvoir. Elle est l'histoire d'une femme qui a su, à travers sa correspondance, exercer une influence considérable sur les destinées de son époque. Elle est l'histoire d'une femme qui a su, à travers sa correspondance, exercer une influence considérable sur les destinées de son époque.

### La providence des épistoliers

La providence des épistoliers est une histoire d'amour et de pouvoir. Elle est l'histoire d'une femme qui a su, à travers sa correspondance, exercer une influence considérable sur les destinées de son époque. Elle est l'histoire d'une femme qui a su, à travers sa correspondance, exercer une influence considérable sur les destinées de son époque.

### Amis et ennemis

Amis et ennemis est une histoire d'amour et de pouvoir. Elle est l'histoire d'une femme qui a su, à travers sa correspondance, exercer une influence considérable sur les destinées de son époque. Elle est l'histoire d'une femme qui a su, à travers sa correspondance, exercer une influence considérable sur les destinées de son époque.

## La passion du MOURRE: l'histoire.



Bordeaux



CAGNAT

## Le cardinal et le séducteur

On réédite les Mémoires de Bernis. Il fait aussi l'objet d'une biographie, et Casanova d'un essai : deux incroyables personnages.

LES Jésuites firent le bonheur et le malheur du jeune François-Joseph de Bernis. Il se présente, en 1731, au séminaire Saint-Sulpice, mais il était alors assis pour un chapeau de passer par le trou d'une aiguille que pour un esprit libre de pénétrer dans le royaume des Jésuites.

Vénitien, puis ministre des affaires étrangères, avant de tomber en disgrâce et de finir sa vie comme ambassadeur à Rome pendant la tumultueuse période de la Révolution. L'épisode le plus connu et le plus controversé de la vie de Bernis est sans nul doute son séjour à Venise et sa rencontre avec une autre séduisante des salons, Casanova.

Les salons parisiens le comblèrent de la perte de l'abbé de Bernis, qui allait devenir, néanmoins abbé et cardinal, quoiqu'il se battait contre des ennemis, parfois si fleuris que Voltaire le surnomma « Babet-le-Bouquetier », du nom d'une fleuriste du Palais-Royal. Certains le jugèrent calculateur, d'autres désapprouvèrent son opportunisme : « J'ai eu, disait-il, toute ma vie le talent des transitions, qui pour être bonnes doivent être insensibles », mais les hommes d'État ne le considéraient pas ainsi. L'exemple de la favorite de Louis XV, la marquise de Pompadour.

Pour faire la plus petite fortune, il vaut mieux dire quatre mots à la maîtresse d'un roi que d'écrire cent volumes », soutenait Voltaire, qui n'avait pas tort, car le protégé de M<sup>me</sup> de Pompadour fut nommé ambassadeur à

Bernis, dans ses Mémoires (1), ignore l'existence de l'aventurier vénitien et ne s'attarde guère sur sa propre vie privée à Venise, prétendant qu'il demeura, au grand étonnement de ses connaissances, insensible au charme des femmes. Nulle trace, bien sûr, de ces soirées érotiques, au dire de Casanova, la triumvirate, composé de Bernis et de deux religieuses, se retrouva dans la vie d'un garçonnière.

Admettons, biographie et témoignage documentés, quoique parfois un peu trop toulous, René Vaillant avoue son scepticisme : « Comment croire que Bernis, tel qu'on le connaît par ailleurs, sincère, délicat, scrupuleux, eût partagé le lit de deux religieuses les blêmes... »

Les Mémoires de Casanova laissent un sentiment bien diffé-

rent. Le Vénitien présente Bernis comme un collègue, voire un complice. Après ses rencontres avec une religieuse de Murano, Casanova reçut une lettre qui contenait un aveu singulier : l'amant de la jeune femme, le cardinal de Bernis, avait assisté, caché, à la première nuit d'amour que Casanova eut avec elle. Si l'on en croit le Vénitien, il eut aussi le plaisir de partager avec l'ambassadeur une blonde conventine de quinze ans.

### Le français, langue du libertinage

Pourquoi cet épisode, rejeté comme pure calomnie par les plus scrupuleux biographes de Bernis, demeure-t-il aussi vivant dans nos mémoires ? Parce que nous sommes obsédés par la puissance érotique de Casanova, parce que « tous les profanes sont centrés sur Casanova fou-tout », répond Chantal Thomas, à qui nous devons un fort bel essai sur le voyage du libertin à travers les contrées de l'amour et du langage.

Des générations de casanovistes se sont emparées des Mémoires pour les observer à la loupe, et en faire un monstrueux document sur le libertinage au siècle des Lumières. L'écriture fut oubliée, effacée. Et pourtant, le voyage de Casanova fut d'abord une rencontre avec le langage. Casanova cherchait sa réputation de beau parleur. S'il se révéla un piètre écrivain, il excellait dans le récit érotique : « Il s'est rarement servi de la parole pour la dépense d'une vérité », note Chantal Thomas, plutôt d'une performance gratuite et théâtralement conçue. Le Vénitien, abhorrant l'allemand, comme l'anglais, mais il avait élu le français langue du libertinage.

Les amateurs de détails saadiens durent avouer leur déception à la lecture des Mémoires. Casanova suggère, au lieu de désigner... Il cultive avec finesse l'ellipse et l'allusion. Pourtant, l'écriture des Mémoires n'est pas dépourvue de certaines audaces qui choquèrent les éditeurs au point qu'ils confièrent à Jean Laforgue, un professeur de français de Dresde, le soin d'expurger, voire de censurer le

« Pour ce qui regarde les femmes, j'ai toujours trouvé que celle que j'aimais sentait bon, et plus sa transpiration était forte plus elle me semblait suave. » Cette profession de foi que Casanova avait placée dans sa préface devint, sous la plume impitoyable de Laforgue : « Quant aux femmes, j'ai toujours trouvé suave l'odeur de celles que j'ai aimées... »

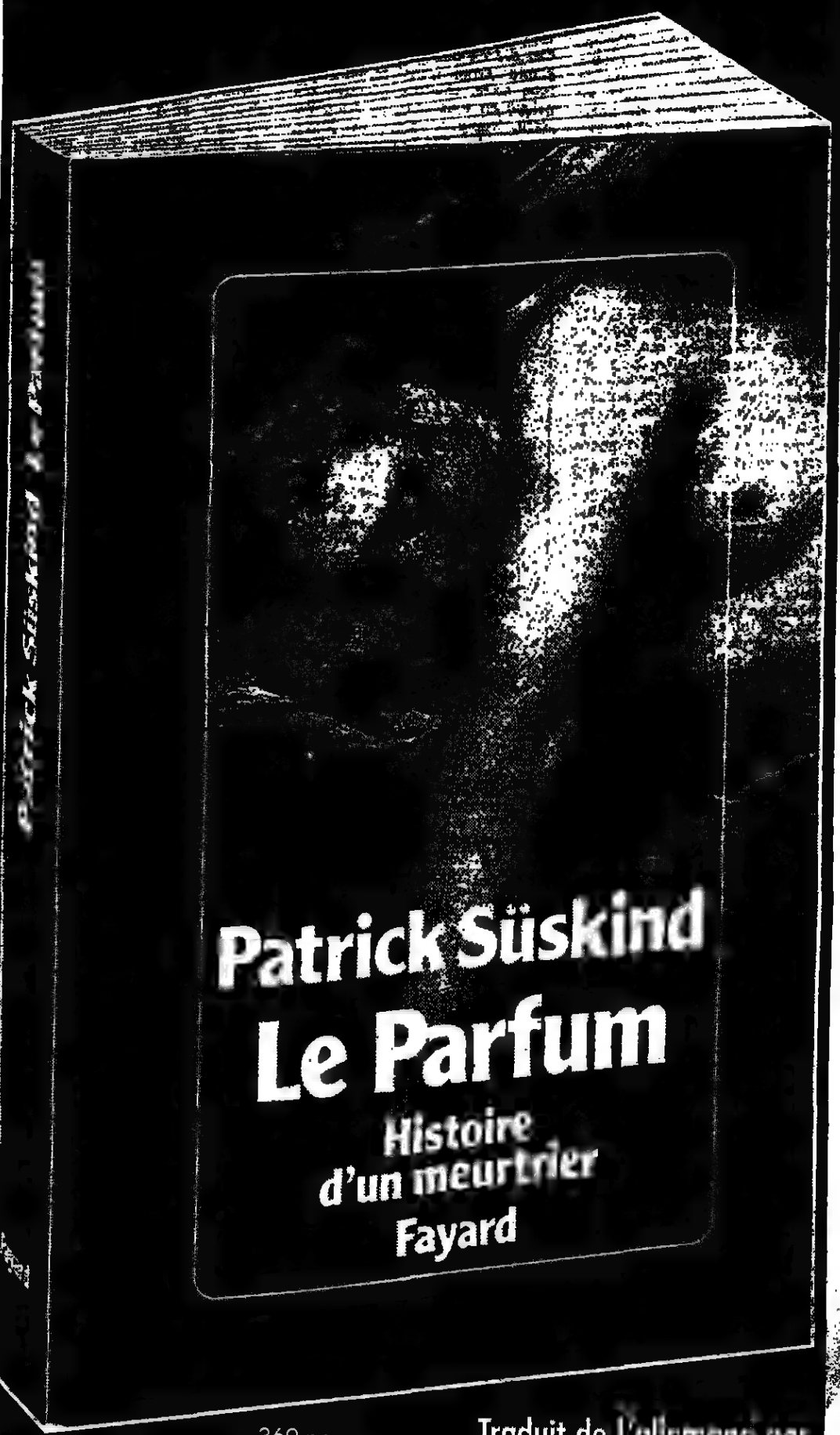
R. J.

★ LE CARDINAL DE BERNIS de René Vaillant, Albin Michel, 329 p., 120 F.  
★ CASANOVA, UN VOYAGE LIBERTIN de Chantal Thomas, Denoël, 281 p., 110 F.

(1) Les Mémoires du cardinal de Bernis viennent d'être réédités au Mercure de France, avec une préface de Jean-Marie Rousset et des notes de Philippe Bonnet, collection « Le temps retrouvé ».

## A VUE DE NEZ, UN CHEF-D'ŒUVRE.

Bernard Pivot.



Patrick Süskind  
**Le Parfum**  
Histoire d'un meurtrier  
Fayard

360 pages  
95 F

Traduit de l'allemand par Bernard LORTHOLARY

Dans la France du XVIII<sup>e</sup> siècle, un nabo nommé Grenouille devint le meilleur parfum du monde. De cette idée feuilletonnesque, saturée de détails et de cascades ethnographiques, Patrick Süskind, jeune romancier autrichien, a fait « Le Parfum », le nouveau best-seller européen.

Patrick Mauries, Libération

Encore un exploit, cette exaltation de l'exhalaison, dont seules sont capables l'écriture et la lecture, à l'exclusion de tout autre art !

Bertrand Boncompagni, Le Monde

Tout le monde a déjà envie de lire ce parfum étrange qui restera unique dans la littérature d'aujourd'hui.

Jean-Pierre Luminet, Le Monde

La traduction ? Un chef-d'œuvre.

Les Nouvelles Littéraires

FAYARD







LADY DAY au TRB

Le rétro fantôme

Après le défilé des années 70, on se souvient de la Lady Day, la diva du jazz, qui a fait de son nom un véritable culte. Elle a été la plus grande chanteuse de son époque, et sa voix a marqué une génération. Elle est décédée le 15 avril 1986, à l'âge de 88 ans. Ses funérailles ont eu lieu à New York, et elle a été inhumée au cimetière de Woodlawn.



Billie Holiday, la plus grande chanteuse de son époque.

Billie Holiday est la plus grande chanteuse de son époque. Elle a été la plus grande chanteuse de son époque, et sa voix a marqué une génération. Elle est décédée le 15 avril 1986, à l'âge de 88 ans. Ses funérailles ont eu lieu à New York, et elle a été inhumée au cimetière de Woodlawn.

VINT-CINQ FILMS SÉLECTIONNÉS POUR CANNES

Le comité d'organisation du festival de Cannes a sélectionné vingt-cinq films pour la compétition officielle. Parmi eux, on trouve des œuvres de réalisateurs renommés comme Scorsese, Spielberg, et De Palma.

Pour la France, l'œuvre de Jean-Pierre L  aud, "Le grand bleu", est en compétition. Ce film raconte l'histoire d'un homme qui part à la recherche de sa femme disparue.

Le film "Le grand bleu" de Jean-Pierre L  aud est en compétition. Il raconte l'histoire d'un homme qui part à la recherche de sa femme disparue.

Le film "Le grand bleu" de Jean-Pierre L  aud est en compétition. Il raconte l'histoire d'un homme qui part à la recherche de sa femme disparue.

Le film "Le grand bleu" de Jean-Pierre L  aud est en compétition. Il raconte l'histoire d'un homme qui part à la recherche de sa femme disparue.

Le film "Le grand bleu" de Jean-Pierre L  aud est en compétition. Il raconte l'histoire d'un homme qui part à la recherche de sa femme disparue.

Le film "Le grand bleu" de Jean-Pierre L  aud est en compétition. Il raconte l'histoire d'un homme qui part à la recherche de sa femme disparue.

Le film "Le grand bleu" de Jean-Pierre L  aud est en compétition. Il raconte l'histoire d'un homme qui part à la recherche de sa femme disparue.

Le film "Le grand bleu" de Jean-Pierre L  aud est en compétition. Il raconte l'histoire d'un homme qui part à la recherche de sa femme disparue.

Le film "Le grand bleu" de Jean-Pierre L  aud est en compétition. Il raconte l'histoire d'un homme qui part à la recherche de sa femme disparue.

Le film "Le grand bleu" de Jean-Pierre L  aud est en compétition. Il raconte l'histoire d'un homme qui part à la recherche de sa femme disparue.

Le film "Le grand bleu" de Jean-Pierre L  aud est en compétition. Il raconte l'histoire d'un homme qui part à la recherche de sa femme disparue.

EXPOSITION

CUCCHI ET ARTSCHWAGER A BORDEAUX

Le chaud et le froid

Au rez-de-chaussée, les larges toiles brunes et jaunes de Cucchi, lourdes d'emplacements et d'allusions. A l'étage, le mobilier absurde d'Artschwager, formica, mobackine et conceptuel. Le CAPC aime les contrastes puissants. L'Américain met en scène son silence; tout le rattachée la tradition minimaliste des années 70. Il aime les volumes géométriques simples, les arêtes droites et les couleurs mates. Il expose chaque pièce avec une précision et une propriété de man  que faites pour découvrir toute interprétation psychologique. Depuis plus de vingt ans, Artschwager s'emploie à mixer toutes les fonctions, ordinairement reconnues aux objets, du tableau qui ne montre que sa trame au conceptuel qui ne peut servir à aucune fonction. L'idée, claire, digne de Duchamp, est méthodiquement exploitée.

L'idée de Cucchi n'est ni moins simple ni moins bien manifestée. Seulement, elle prend en compte ce qu'Artschwager a lu: l'anthropologie, le geste, la mat  ria picturale, la réprésentation. Chaque pièce se veut de reconnaissance et de restauration. Après trente ans de nihilisme, revenons-en à l'immédiat, affirme-t-elle. Le temps des mythes et des symboles exp  ri  mentaux, il n'y a plus de place. Cucchi en fait, l'oeuvre est placée sous le signe d'un poète, Rimbaud - ce qui évalue de signe et se développe, à l'exception de quelques toiles proprement "latines" et antiques, comme une illustration du voyage en Ethiopie. L'oeuvre est donc au point de figurer des déserts o  s, des forteresses et des ch  mateaux. Il la sa  it avec volup   et se tire des panoramas sahariens où se promène une caravane adroitement silhouett  e. A ceux qui n'auraient pas saisi compris l'ambition métaphysique du travail, quelques symboles facilement h  l  s indiquent ce qu'il faut comprendre. Des cercles, une multitude de croix humaines, des amphirotes, des croix, des inscriptions complémentaires.

PHILIPPE DAGEN.

\* CAPC, Esplanade Labat, rue Fey, Bordeaux. Jusqu'au 27 avril.

NOTES THÉÂTRE

«Aden-Arabie»    Genevilliers

1980. En pleine guerre d'Algérie, Jean-Paul Sartre écrivit et pr  f  a Aden-Arabie. Volonté par Paul Nizan paru en 1932. Le t  mo  n mariste et polémiste des années 30 retourne actualité et force dans les mains d'une jeunesse anticolonialiste.

   J'avais vingt ans. Je ne laisserai personne dire que c'est le plus bel âge de la vie, phrase off  cielle de Paul Nizan, racontant avec violence sa haine d'une Europe embourgeois  e et étrangère, ainsi qu'un patient voyage vers l'Orient d'où l'on revient nourri du minimum de certitudes nécessaires à la lutte contre l'aliénation.

Yvon Davis met en scène    Genevilliers une adaptation de ce texte, dite par Pierre Baillet, seul en scène ou plutôt rapid   dans une sorte de h  nger qui pourrait figurer ceux des ports de la mer Rouge, ou encore le granier d'un homme revenu de toutes les aventures.

Le plateau est grand, trop grand pour ce genre de confidences. Sur la gauche, un empi  tement de claies, un r  gr  sateur, une télévision; sur la droite, des caisses empilées, une moto, un canop  , avec sur le devant un alignement de valises et de malles. L'endroit est travers   en diagonale par une corde à linge sur laquelle est accro  ch   un drap blanc qui plus tard permettra un effet de lumière, d'ombre portée... Un décor de Didier St  ph  n, d  ta   sans conviction par Denis B  sieux.

Pierre Baillet n'a ni l'air d'être à faire - et il le fait bien - que de dire le texte de Nizan. A peine quelques-uns par instants un geste, un déplacement imaginés par Yvon Davis, metteur en scène resté en cale   ch  .

Certes, il faut lire et relire Paul Nizan en ces temps de trouble de la pensée et de l'action. Seul, chez soi.

OLIVIER SCHMITT.

\* Théâtre de Genevilliers, 20    30.

VARIÉTÉS

Nana Caymmi

Nana Caymmi appartient à une véritable dynastie: son père, Dorival Caymmi, a posé les fondements de la musique brésilienne moderne et ses deux frères, Doré et D  r  , versent l'accompagnement pour cette visite en France, l'un    la guitare et au piano, l'autre à la flûte et au violon, sont de solides compositeurs. En mai prochain, à Rio-de-Janeiro, Dorival Caymmi, ses fr  s et sa fille entreront ensemble dans un studio pour enregistrer l'album qui portera l'estampille familiale.

Au répertoire de Nana Caymmi, trente auteurs-compositeurs traditionnels et modernes et, bien sûr, son père. Qui lui a offert notamment une berceuse (Acicento) composée à sa naissance et devenue célèbre dans le pays. F  talement nonchalant et inimitable art de vivre entre le soleil et la mer, avec les mots de l'amit  : c'est la Brésil, et c'est Nana Caymmi.

\* Théâtre de la Ville, jusqu'au vendredi 18 avril, 18 à 30.

Que sait-on des luttes au Nicaragua? Les informations à les images qu'en donne officiellement Washington? Carmen Castillo    Sylvie Blum nous racontent la réalité d'un débat constant dans l'opinion américaine.

L'AUTRE JOURNAL

COMMUNICATION

L'arrêt du Conseil d'Etat prive la «5» de films

Un contrat de concession légal, mais un cahier des charges insuffisant vis-à-vis du cinéma: tel est l'essentiel de la décision du Conseil d'Etat sur les différents recours relatifs à la cinquième chêne, rendue publique le 16 avril. Elle est conforme aux conclusions prononcées le 11 avril par la commission du gouvernement, M. Olivier Dethouille de Lamoignon (Le Monde daté 13-14 avril). Rejetant la plupart des recours, le Conseil d'Etat a annulé le décret du 18 janvier 1986 portant approbation du cahier des charges de la cinquième chêne en tant qu'il approuve l'article 4 du cahier des charges; cet article 4 contient l'ensemble des conditions dans lesquelles le concessionnaire est autorisé à diffuser des films.

Pour prononcer cette annulation partielle, le Conseil d'Etat a estimé que les conditions dans lesquelles avait été conclu le contrat de concession n  t régulières: le gouvernement pouvait librement choisir son concessionnaire sans avoir, à préalable, mis la société France-5 en concurrence avec d'autres entreprises susceptibles d'exploiter le même service. De même, il a jugé que les avantages reconnus à France-5, tels que la priorité d'accès aux moyens de diffusion, les règles d'indemnisation en cas de modification du paysage audiovisuel, et la clause d  te de la

télévision la plus favorisée, ne sont pas incompatibles avec les principes du droit des concessions, ni avec les dispositions de la loi du 29 juillet 1982. Enfin, les règles relatives à la nationalité des concessionnaires des services publics n'ont pas été m  conform  es, bien que l'un des vice-présidents du conseil d'administration de France-5 soit italien, car un arrêt d  crogatoire avait été pris par le premier ministre.

En revanche, le Conseil d'Etat a jugé que le cahier des charges de la cinquième chêne n  t conforme aux exigences de l'article 88-1 de la loi du 29 juillet 1982. Il a estimé que la disposition de l'article 4 du cahier des charges, aux termes de laquelle «le nombre des films diffusés n'exc  dera pas 250 titres par an», n  t pas suffisante, au regard des obligations imposées par l'article 88-1, puisque cette disposition ne fixait aucune limite au nombre de diffusions même titre pouvant être programm  es chaque année par le concessionnaire. Le Conseil d'Etat a alors annulé l'article 4 du cahier des charges.

La «5» peut donc poursuivre ses émissions, mais ne doit pas diffuser de films. Elle devra r  n  gocier ce point avec l'Etat. Elle doit annoncer ce jeudi 17 avril sa nouvelle grille de programmes, sans cinéma.

Le jeu de l'oie des télévisions privées

(Suite de la première page.)

Dans un communiqué, le ministre de la Culture a fait savoir que la décision du Conseil d'Etat n'affecte pas la validité des contrats de concession de la cinquième chêne. Dans le secret, la confusion et l'arbitraire. Remettant les opérateurs de la «5» à leurs responsabilités, le gouvernement défend sa politique dans le cadre d'une nouvelle loi. Une position très ferme reprise par M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR.

M. Seydoux et ses associés, MM. Christophe Riboud et Silvio Berlusconi, risquent donc fort de se voir retirer de leur chêne de télévision dans trois ou quatre mois par la simple adoption d'une nouvelle loi. Une éventualité lucidement envisagée par les responsables de la «5», puisque M. Seydoux, après M. Silvio Berlusconi, se porte d  j candidat à un futur appel d'offres ou même au r  achat d'Antenne 2. Il éprouve même le prix de la chêne publique à 4 milliards de francs, signifiant par là qu'il est capable de faire monter les enchères.

Sans aller jusqu'à l'annulation de la concession, le Conseil d'Etat aura rendu deux services au nouveau gou-

vernement. En rejetant tous les autres recours contre la «5», il a reconnu le pouvoir discrétionnaire dont dispose l'Etat dans le cadre de la concession de service public. Ce qui ne peut que justifier, aux yeux de la nouvelle majorité, l'abandon de cette procédure, au nom du libéralisme et de la transparence. Mais en permettant à la «5» de continuer à émettre, il débarasse aussi le gouvernement de l'épineux problème de l'intérim entre une chêne privée de base légale et une loi encore à venir.

La CLT embarrassée

De ce point de vue, le Conseil d'Etat risque d'embarrasser la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) et surtout son administrateur délégué, M. Jacques Rign  ud, qui avait beaucoup mis sur cette période de vacance légale pour proposer une solution de remplacement. M. Rign  ud, actuellement au Luxembourg, se refuse à tout commentaire sur une décision de justice.

La Société des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD), qui, elle aussi, avait déposé un recours contre la «5», regrette pour sa part que le Conseil d'Etat n'ait pas   t  endu sa décision sur le cinéma au secteur de la création audiovisuelle et n'ait pas pris en compte les problèmes posés par les coupures publicitaires dans les programmes. Sur ces deux points, la SACD indique qu'elle est en négociations fructueuses avec le gouvernement, dans le cadre de la future loi sur l'audiovisuel.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

«LE QUOTIDIEN DE PARIS» RELAXÉ EN CORRECTIONNELLE

Un pirate de Canal Plus n'est pas un voleur

Certaines techniques modernes, par leur application ou leur développement, placent les juristes devant d'importantes difficultés lorsqu'il s'agit de qualifier des faits que la loi n'a pas prévus. C'est ainsi que M. Philippe Teson, directeur de la publication du Quotidien de Paris, et le journaliste Christian Guérin ont été relaxés, mardi 15 avril, par la dix-septième chambre correctionnelle de Paris du délit de «provocation   tr  ne au vol» constitué, selon l'accusation, par la publication d'un article accompagné de schémas permettant la réalisation d'un décodeur des émissions de Canal Plus.

En novembre 1984, la revue technique Radio Plan envisageait à publier les schémas d'un décodeur de Canal Plus, et la société d'exploitation de la quatrième chêne de télévision, pr  s  e par M. André Rousselet, envisageait une procédure en référé devant le tribunal de Paris qui aboutissait à l'interdiction de cette publication, confirmée par la cour d'appel.

Mais le 24 novembre 1984, le Quotidien de Paris publiait les schémas de Radio Plan sous le titre «Le nouveau jeu interdit du week-end: fabriquez vous-même votre appareil à décoder Canal Plus». Sur plainte de M. André Rousselet, le parquet de Paris ouvrit une information judiciaire chez le juge Guy Boulouques, lequel rendit, le 28 octobre 1985, une décision à annuler devant le tribunal correctionnel de M. Teson et Guérin, inculpés de «provocation au vol».

«La chose d'autrui»

A l'audience du 18 mars 1986, M. Bernard J  nneaux, conseil de Canal Plus, partie civile, et M. Monique Lévy, substitut du procureur de la République, ont longuement soutenu l'accusation en faisant référence à toutes les formes de vol modernes pouvant être assimilées au cas précis. De son côté, M. Jean-Marc Varaut avait contesté la provocation, avant d'estimer qu'il ne pouvait y avoir «vol d'ondes hertzienne».

Dans son jugement, M. Jacques Clavery, président de la dix-septième chambre correctionnelle de Paris, analyse d'abord le caractère direct de la provocation. «Le journaliste, à l'occasion, crée, par ses propos, un état d'esprit favorable à la commission du délit, si celui-ci peut être caractérisé légalement», observe le magistrat.

M. Clavery se penche ensuite sur la qualification de vol, définie dans l'article 379 du code pénal par «l'appropriation frauduleuse de la chose d'autrui». Concernant l'«appropriation», le magistrat déclare: «L'analyse de la construction, qu'elle se dégage

de la jurisprudence, suppose que le propriétaire soit privé, que pendant un court instant, de la mat  rie de l'objet sur lequel son droit de propriété est réalisé. Canal Plus conserve la mat  rie de ses programmes (...), ses abonnés re  voient toujours dans les conditions de leur abonnement. Ils ne sont, à aucun moment, dépossédés des images et des sons qu'ils ont pay  s et qui leur sont transmis. Canal Plus ne s'approprie pas et ne peut seulement faire état du man  ge à gagner résultat de ce qui, par hypothèse, le pirate ne s'approprie pas.»

La «chose d'autrui qui a été soustraite» n'est pas, pour le magistrat, l'onde radio-électrique, qui n  t «que le support de la transmission de l'objet vol  . L'objet est, en fait, le programme destiné aux seuls abonnés». Mais le président de la dix-septième chambre correctionnelle souligne qu'un programme de télévision doit s'analyser juridiquement en une «prestation de services». En matière de délit de presse, le tribunal n'a pas la faculté de requalifier les faits, mais M. Clavery continue son analyse en observant: «Le droit français ne n  t «que le support de la chose d'autrui» qui est le vol de l'objet. Il n'admet pas plus qu'une   croquerie puisse porter sur le service lui-même. Seule la notion de gr  velerie aurait pu être appliquée partiellement, mais le délit de «gr  velerie de programmes» reste à inventer, et le tribunal conclut en déclarant: «Il été d  t   plus judicieux de s'abstenir d'inciter à la fraude, attitude par ailleurs fort préjudiciable des Français, mais il n'est pas possible, à l'occasion, de procéder à une application extensive de la qualification de vol et d'admettre qu'une prestation de service que constitue un programme de télévision rentre dans la catégorie des choses volées par l'article 379 du code pénal.»

M. P.

   «L'Union» (Reims): délibéré de la cour d'appel le 14 mai. Après une audience de six heures le 15 avril, la cour d'appel de Reims a finit au 14 mai le délibéré de son arrêt concernant les appels interjetés par le parquet, par M. Alain Théron et Bruno B  r  z (tous deux «repreneurs» potentiels du quotidien champenois l'Union) et par deux associations: propriétaires du journal, à propos de la location-g  r  nce de l'Union accordée le 3 janvier, pour six mois, à M. Philippe Hersant, gérant de France-Am  lites. L'arrêt de la cour d'appel devrait intervenir entre une et quatre semaines après le délibéré.

LE PCF COMBATTRA LA «RÉFORME» CHIRAC-LÉOTARD

Le Parti communiste français «combattra fermement aussi bien au Parlement que dans le pays» les projets audiovisuels du nouveau gouvernement, affirme son bureau politique dans un communiqué. Selon lui, la politique menée par les précédents gouvernements depuis 1974 «est caractérisée par une télévision sans cesse renforcée du pouvoir sur les ch  n  s, une dégradation des moyens et du contenu du service public, le recul de la part de la production française dans la programmation, le désengagement financier de l'Etat dans les domaines qui relèvent de sa responsabilité, la place grandissante des ressources publicitaires dans le financement».

Le PCF «appelle la «5» à cesser, à la charge de l'Etat, à un rythme convenable, du câblage du pays en utilisant la fibre optique» et demande «l'existence d'un secteur public solide, dynamique, désintéressé».

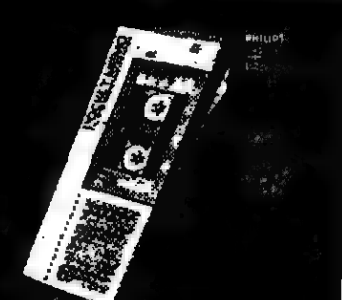
M. RENÉ HAN EST NOMMÉ DIRECTEUR GÉNÉRAL DÉLÉGUÉ DE FR 3

M. René Han, chef du service de l'inspection générale de FR 3, est nommé directeur général, par décision de M. Jean-Jacques Langlois-Glandier, PDG de la chêne, avec autorité sur l'ensemble des services de la société. Cette nomination, qui a pris effet à partir du 15 avril, «permettra au président-directeur général de se consacrer davantage à la stratégie et aux grandes orientations de programmes de la chêne, qui doit retrouver une place privilégiée auprès des téléspectateurs», indique un communiqué de FR 3.

Connu pour ses opinions politiques proches de l'actuelle majorité, M. Han avait évoqué «les problèmes politiques qui existent dans tous les départements et territoires d'outre-mer», dans une interview accordée à notre journal (Le Monde daté 18 et 19 janvier 1976), alors qu'il était directeur de la délégation d'outre-mer à FR 3. Il avait justifié l'exclusion des partis politiques locaux de l'antenne, en affirmant que «la télévision s'inscrit dans des structures administratives et politiques de l'Etat, qu'elle s'interdit de remettre en cause».

[Né en 1930 à Dijon, M. René Han est licencié en droit et député de l'Union d'indépendants politiques. Entré à la Radio-télévision française (RTF) en 1952 comme attaché de direction, il a d  t   successivement administrateur des actualités télévisées en 1960, de la télévision en 1966, de la deuxième chêne en 1970. En 1971, il est nommé administrateur délégué des unités d'information et, en 1972, adjoint au directeur du service des départements et territoires d'outre-mer. Il devient, en 1974, chef du département de la télévision extérieure à la direction des affaires extérieures et de la co  operation, avant d'être promu, en 1975, directeur délégué aux stations d'outre-mer, puis, en 1981, inspecteur général de la société des programmes de FR 3.]

PHILIPS



PARLER LA NOUVELLE CONSCIENCE



Sur le v  , en réunion, juste après un entretien, entre deux rendez-vous, un déplacement, enregistr  z les idées, les réflexions, les mots justes des qu   vous viennent à l'esprit.

Avec un Pocket Mémo Philips, vous avez jusqu'à une heure par seconde pour conserver vos souvenirs.

Écrivez votre temps productif, augment  z votre efficacité en portant à votre Pocket Mémo Philips, votre mémoire de poche.

1975 Philips Electronics NV, Eindhoven, Pays-Bas

AU SCOR, STAND 1 DE 1450

PHILIPS POCKET MÉMO VOTRE BLOC-NOTES ELECTRONIQUE







# RADIO-TÉLÉVISION

Jeudi 17 avril

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

20 h 35 **Intervention**.  
Magazine d'A. Deauvergne, R. Fie, J. Decourcy, M. Albert et B. Laine.  
Au sommaire : Égypte : l'état d'urgence ; La pluie qui tue ; Belgique : Prof en culottes courtes ; San Francisco malade du SIDA.  
21 h 45 **Feuilleton** : l'Australienne.  
Égypte N. Caro, adapt. C. Fico, réal. P. Assenza. Avec S. Thirionnet, J. Warré, C. Langberg.  
N° 5 : L'anneau (un bateau qui s'enfonce), le feu (un bateau qui brûle) et une naissance.  
22 h 55 **Journal**.  
23 h 10 **Hommage à Simone de Beauvoir** : le Deuxième Sexe.  
Troisième partie de l'émission réalisée en 1984 par Josée Deyan et présentée par la chaîne en raison du décès de l'écrivain.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20 h 35 **Cinéma** : Ronde de nuit.  
Film français de J.-C. Mézières (1983) avec G. Lenoir, E. Millaud, P. Anouilh, R. Pellegrini, L. Maillet.  
Deux policiers, bons copains et très honnêtes, mènent les pieds dans une enquête aux implications politiques. Le sujet n'est, certes, pas neuf dans le cinéma français. Mézières l'a traité dans une atmosphère de fantastique social, en Paris presque antique.  
22 h 10 **Magazine** : Planète foot.  
23 h 15 **Journal**.  
TROISIÈME CHAÎNE : FR3  
20 h 35 **Téléfilm** : Oscar et Valentin.  
De François Dupont-Midy, scénario de R. Couton.  
Une petite histoire de ressemblance dont la seule particularité est de vouloir distraire le téléspectateur soucieux...  
22 h 05 **Journal**.  
23 h 30 **France 3** : Échos de l'Algérie.  
24 h 40 **Théâtre** : le Misanthrope.  
Pièce d'E. Corneille. Mise en scène de Guyard, décors de V. Lombard. Avec J.-P. Wenzel. Enregistré au Théâtre des Arts, le Montparnasse.  
L'histoire d'une vie faite de coups de poing, de trahisons, d'enfants abandonnés dans l'obscurité, de meurtres, de prison. Un faucon accompagne ce « rétro ». L'animal enchaîné et l'homme sous frappe de...

solitude. On les regarde, fasciné par leur ressemblance, par le regard de J.-P. Wenzel, qui se porte sur un horizon où l'avenir s'écoule pas.  
21 h 45 **Préface à la nuit**.

## FR3-PARIS-ÎLE-DE-FRANCE

17 h, **Théâtre** (rediff.) : 17 h 30, **Edgar**, le détective cambrioleur ; 18 h, **Rendez-vous** votre région ; 18 h 35, **Quoi de neuf ?** 18 h 45, **Croquis** ; 19 h 5, **Atout Fie** ; 19 h 15, **Informations** ; 19 h 35, **L'Homme au képi noir**.

## CANAL PLUS

20 h 35, **Elle**, film de R. Edwards ; 22 h 40, **Patience**, film de B. de Palma ; 0 h 20, **The devil in the flesh** (n° 2), film de H. Pachard ; 1 h 40, **Train d'enfer**, film de R. Hann.

## LA 5

20 h 30 **Pontathion**, jeu et variétés (et à 23 h 30).  
21 h 30 **Mode etc.** Magazine sur la mode (et à 1 h 30).  
2 h 30 **Jeu** : C'est bon la vie.

## TV6

14 h 6 **Tonik** (et à 20 h) ; 17 h, **Système** ; 19 h, **NRI 5** (et à 23 h).

## FRANCE-CULTURE

20 h 30 **Exil pour la vallée** : « Une histoire », de C. Combet. Avec G. Trépan, J. Bouvier, M. Ribowski.  
21 h 30 **Nuit magistrale**.  
0 h 10 **De jour au lendemain**.

## FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 **Concert** (en direct de l'église N.D. des Victoires) : « Fugues et caprices », de Robert Schumann ; « Trois Études », de Liszt ; « Cinq Nocturnes », de Frédéric Chopin ; « Choral et Marche », transcrits de « La Flûte enchantée », de Mozart ; « Adagio pour orgue mécanique, tonitruum », de Beethoven ; « Prélude et Fugue en mi bémol majeur », de Saint-Saëns ; « Romance sans paroles », de Schumann ; « Sortie en si bémol majeur », de Liszt ; « L'Éclaircie », de G. Fauré ; « Les solistes de France-Musique ».

Vendredi 18 avril

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

20 h 35 **Variétés** : Porte-bonheur.  
Émission de P. Sabatier et R. Orbach.  
Avec Serge Lama, Simply Red, Alain Souchon, Jesse Garon, Marlene Jobert.  
21 h 45 **Multifoot**.  
Émission des présentés par Thierry Roland.  
L'actualité du football, extraits en direct, résumés de matchs.  
23 h 15 **Journal**.  
24 h 05 **Télévision sans frontières**.  
Vendredi 18 avril, sans frontières à la Paris de Séville.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20 h 35 **Feuilleton** : Médecins de nuit.  
D'après B. Grégoire, réal. N. Ribowski. Avec G. Belin, C. Allégret, R. Carpentier.  
Premier épisode d'une nouvelle série (téléfilm) : « Nuit de Chine ». L'enlèvement, dans le Chinatown parisien, de la femme d'un toubib va renforcer la coopération médicale franco-allemande...  
21 h 30 **Apogée**.  
Magazine littéraire de R. Pivot.  
Sur le thème : un stylo dans le code génétique ? sont invités : Hélène Carrère d'Encausse (Ni paix ni guerre), Emmanuel Carrère (la Moustache), Jean Delay (D'un siècle à l'autre - Avant-mémoire 1789-1856), Florence Delory (Course d'union pendant le déluge), Jean Duvillard (Contre les débris de la vie), Frédéric Duroy (la Vie au deux).  
22 h 45 **Journal**.  
23 h 00 **Ciné-club** (cycle : hommage à la MGM) : Philadelphie Story.  
Film américain de G. Cukor (1940), avec C. Grant, K. Hepburn, J. Stewart... (v.a. sous-titré, N.).  
La fille aînée d'une famille de la haute société de Philadelphie va se marier pour la deuxième fois. Des journalistes indiscrets viennent faire un reportage chez elle, accompagnés de son ex-petit ami, qui veut la reconquérir. Sur un schéma d'une comédie américaine classique, Cukor a mis en scène un ballet amoureux digne de *Marivaux*, une étude sociale et psychologique. C'est une œuvre de jeunesse de la grande dame, ses personnages sont à la hauteur. Bref, la classe.

20 h 35 **Feuilleton** : Médecins de nuit.  
D'après B. Grégoire, réal. N. Ribowski. Avec G. Belin, C. Allégret, R. Carpentier.  
Premier épisode d'une nouvelle série (téléfilm) : « Nuit de Chine ». L'enlèvement, dans le Chinatown parisien, de la femme d'un toubib va renforcer la coopération médicale franco-allemande...  
21 h 30 **Apogée**.  
Magazine littéraire de R. Pivot.  
Sur le thème : un stylo dans le code génétique ? sont invités : Hélène Carrère d'Encausse (Ni paix ni guerre), Emmanuel Carrère (la Moustache), Jean Delay (D'un siècle à l'autre - Avant-mémoire 1789-1856), Florence Delory (Course d'union pendant le déluge), Jean Duvillard (Contre les débris de la vie), Frédéric Duroy (la Vie au deux).  
22 h 45 **Journal**.  
23 h 00 **Ciné-club** (cycle : hommage à la MGM) : Philadelphie Story.  
Film américain de G. Cukor (1940), avec C. Grant, K. Hepburn, J. Stewart... (v.a. sous-titré, N.).  
La fille aînée d'une famille de la haute société de Philadelphie va se marier pour la deuxième fois. Des journalistes indiscrets viennent faire un reportage chez elle, accompagnés de son ex-petit ami, qui veut la reconquérir. Sur un schéma d'une comédie américaine classique, Cukor a mis en scène un ballet amoureux digne de *Marivaux*, une étude sociale et psychologique. C'est une œuvre de jeunesse de la grande dame, ses personnages sont à la hauteur. Bref, la classe.

**STAGES D'ANGLAIS**  
pour  
**ADULTES TOUS NIVEAUX**  
**UNIVERSITÉ DE DUBLIN**  
13 juillet - 3 août  
3 - 24 août  
(Forfait avec ou sans voyage)  
Hébergement s./campus  
Euro-Inish Summer School  
Relations internationales  
20, rue de  
75007 PARIS  
Tél. : 47-83-90-47

## TRIBUNES ET DÉBATS

VENREDI 18 AVRIL

M. Robert Pandraud, ministre délégué auprès du ministre de l'Intérieur, chargé de la sécurité, est l'invité de l'émission « Tribune de l'Europe 1 », à 8 h 20.

## DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

**Le Monde**  
**LOISIRS**

## EN BREF

### CONCOURS

**LA VIVISECTION EN QUESTION.**  
Le prix Alfred-Kastler, fondé par la Ligue française des droits de l'homme, récompense la recherche et l'application de méthodes expérimentales non traumatisantes pour l'animal, est ouvert à tout chercheur biologiste, médecin, pharmacien, vétérinaire ou agronome français ou d'expression française. Son montant est de 20 000 F. Le jury est composé de personnalités scientifiques et médicales. Le dossier de candidature, comportant le curriculum vitae du candidat, la liste des titres et travaux et tout document justifiant la candidature et un mémoire de cinq pages maximum, doit parvenir au six exemplaires avant le 15 septembre 1986 à M. le président du jury du prix Alfred-Kastler, Ligue française des droits de l'animal, 21, rue Jacob, 75006 Paris. Tél. : 47-22-111.

### EXPOSITION

**CITOYENS D'EUROPE.** L'exposition européenne de l'amitié, présentée par M. Dominique Buisson, de Toulouse, réunit chaque année de quinze mille à vingt mille rencontres entre des jeunes de douze à vingt-cinq ans de tous les pays. Communauté européenne. Du 22 avril au 13 mai, cette association présentera à l'Espace AGF, à Paris, une exposition animation « Jeunes citoyens d'Europe ». La participation de jeunes autres associations européennes. Le thème de la protection de l'environnement est largement développé. Les jeunes de douze à trente ans pourront participer à un grand jeu-concours en ligne un concours de jeunes citoyens (format 210x297 mm) évoquant la situation européenne, les problèmes migratoires, les problèmes de protection de l'environnement. Paris et en province en 1987 pour l'Année de l'environnement.  
L'Espace AGF, 57, rue de Richelieu. Ouvert du mardi au dimanche, de 10 h à 17 h 30. Les demandes doivent être envoyées en double à cette adresse avant le 30 juin 1986.

### PARIS

**POLIE D'UN SOIR.** Les étudiants de l'Institut des sciences, techniques et de l'industrie (ISTI) organisent le vendredi 18 avril dans les salons de l'Hôtel George-V une soirée de gala « Folie d'un soir à Paris ». On dansera de 22 heures à l'aube, un défilé de mode est également prévu. Renseignements au 47-55-02-63.

### FORTE OUVERTE

**ALLER AU CHARBON.** Le Centre d'études et de recherches de Charbonnages de France ouvre ses portes.

### PARIS EN VISITES

**VENREDI 18 AVRIL.**  
« Les salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, devant le pont, place de l'Hôtel-de-Ville (A. Feraud).  
« L'Opéra de Paris », 14 heures, hall.  
« Notre-Dame de Paris et l'art gothique », 14 h 30, devant le portail central (Ch. Morle).  
« Versailles : les eaux de Louis XIV à nos jours, les réservoirs du château et le château d'eau de la rue du Peintre-Lebrun », 19 h 30, 7, rue des Réservoirs.  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre », 14 h 30, 14, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition de la sculpture de la Renaissance », 14 h 30, 19, rue de Valenciennes (M. Hager).  
« Exposition Raza : les neuf visages de l'art indien », Entrée exposition Grand Palais (Paris et son histoire).  
« Réalité et imagination du théâtre »,







# économie

## LE PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE

### Nous devons rendre aux entreprises le goût du risque déclare M. Balladur

M. Balladur, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a expliqué et commenté, le 16 avril, les décisions économiques, financières et fiscales prises quelques heures plus tôt en conseil des ministres.

« L'esprit général de la politique que l'on veut mener tient en deux mots : sagesse et liberté », a affirmé M. Balladur. La sagesse, c'est l'assainissement dans tous les domaines, l'Etat doit donner l'exemple. La création monétaire pour le financement du déficit de l'Etat devra avoir disparu l'année prochaine, après une réduction de moitié cette année. Le ministre a fait part de sa volonté de poursuivre le redressement de la situation financière des entreprises et celle des comptes extérieurs du pays qui devraient être excédentaires de 40 milliards à 50 milliards de francs cette année.

« Nous devons rendre aux entreprises le goût du risque et la volonté d'entreprendre. » Pour sa part, M. Balladur a confirmé sa volonté de réduire les taux d'intérêt, de libérer progressivement le régime des changes, de revenir à la liberté des prix, de moderniser le marché des capitaux, de réduire la fiscalité, de transférer au secteur privé les entreprises à secteur public concurrentielles.

Le projet de loi de finances rectificative, s'est fait la première étape de l'application de la nouvelle politique qui trouvera, dit M. Balladur, « son plein développement » l'année prochaine. Le gouvernement vise pour cela quatre

objectifs. Le premier est de réduire les déficits : la sécurité sociale devra être rééquilibrée en 1987, l'Etat devra, lui, retrouver l'équilibre en trois ans, charge de la dette publique non comprise. Le deuxième objectif gouvernemental concerne le chômage des jeunes - « on ne peut pas laisser les jeunes sans travail » - auquel 4,5 milliards de francs supplémentaires vont être consacrés cette année ; l'allègement des charges des entreprises, notamment à travers une baisse du taux de l'impôt sur les sociétés, va engager la réduction des prélèvements obligatoires. Aucune augmentation de la fiscalité ne figure dans le collectif budgétaire, il part au relèvement des prix des tabacs.

Enfin, M. Balladur s'est fixé pour but de restaurer un climat de confiance et de liberté en supprimant notamment l'impôt sur les grandes fortunes au début de l'année prochaine, mais pas le prélèvement spécifique sur les bons anonymes (l'IGF sera donc normalement déclaré et payé pour 1986 dans les conditions habituelles, c'est-à-dire au plus tard le 15 juin).

De même, l'impôt sur le revenu sera-t-il réduit - surtout pour les petits contribuables - M. Balladur, qui a annoncé la création d'une commission chargée d'étudier l'imposition du capital en France, s'est justifié de l'annulation fiscale et douanière accordée au rapatriement de capitaux en parlant de « patrimoine immobilier étranger » - « J'ai fixé ce qui me sem-

blait juste en tenant compte de l'efficacité. » Quant à la levée de l'anonymat sur l'or, il a déclaré qu'elle allait « dégriser des millions d'investisseurs », éliminant la « tradition française » d'attachement à ce métal.

M. Juppé, ministre du budget, a ensuite insisté sur le fait que les dépenses fiscales ne sont pas des augmentations d'impôts, mais des économies. Contrairement à M. Balladur, qui s'était montré discret sur le sujet, M. Juppé a souligné que le déficit budgétaire réel qu'il avait couru en servant des dépenses de 160 milliards de francs, « soit 10 % du produit intérieur brut », n'avait pas été d'investissement, allusion faite au rapport que doit remettre incessamment M. Renaud de la Gendarmerie au ministre de l'économie des finances. Le ministre du budget a également beaucoup insisté sur le fait que les ressources tirées de la privatisation seraient exclusivement utilisées pour des dépenses en capital ou pour le remboursement d'une partie de la dette publique à travers une caisse d'amortissement.

Puis le ministre a annoncé ce qui avait été décidé en dernière minute au conseil des ministres, il s'agit de la modification du régime fiscal des fonds communs de placement et des SICAV de trésorerie.

En réponse à une question qui leur était posée, MM. Balladur et Juppé ont précisé que si les entreprises n'avaient pas reçu de dotation supplémentaire, elles économiseraient un milliard de francs grâce à la baisse du prix du pétrole.

## Presser le mouvement



Agir vite et fort sans prendre aucun risque. Tel semble être, au lendemain du réajustement monétaire, la stratégie du nouveau gouvernement. Agir vite pour débloquer une situation et permettre à l'économie française, en train de réduire ses déficits, de retrouver les chemins de la croissance avec l'espoir de voir les chefs d'entreprise recommencer à créer des emplois. Ne pas prendre de risques pour éviter qu'un cas d'exception anticipée - quelles sont les chances d'une cohabitation durable ? - le bilan de M. Chirac après six mois ou un an de pouvoir n'apparaisse négatif, notamment sur le front des prix.

Les décisions prises mercredi 16 avril au conseil des ministres confirment cette stratégie même si elles mettent plus l'accent sur le mouvement que sur la prudence. Le déficit budgétaire, tant critiqué par la majorité quand elle était dans l'opposition, n'est pas réduit, sinon symboliquement, alors qu'il aurait été possible d'y consacrer les économies réalisées (10 milliards de francs).

Cela n'a pas été fait, et le hasard n'y est pour rien. M. Balladur et Juppé ont préféré doter Renault et la sidérurgie, inciter les entreprises à embaucher, combler des insuffisances de crédits réelles ou supposées. Ce choix s'explique. Le plan emploi des jeunes constitue le premier signal d'une volonté profonde d'accroître la croissance, qui a si cruellement fait défaut depuis quatre ans. Il se va de même pour Renault, un fleuron national, qui doit non seulement survivre mais aussi exporter et se développer. Les crédits accordés à la sidérurgie révèlent une préoccupation voisine : en 1987, les allègements fiscaux qui viennent d'être annoncés, et qui ont aussi pour but de « dégriser » les entreprises (réduction à 43 % de l'impôt sur les sociétés, allègement de la fiscalité sur l'épargne, suppression de l'impôt sur les grandes fortunes), coïncideront avec l'Etat. Il importait donc de financer dès cette année des dépenses qui auraient pu l'être sans inconvénient l'année prochaine mais qui auraient posé de façon aiguë le problème du déficit budgétaire. Avancer sans prendre de risques.

La première loi de finances rectificative - gageons que nous en aurons une autre dans quelques mois - rééquilibre donc ce qui pouvait être prudentes et précieuses d'accompagnement de la dévaluation : contrôle des prix

maintenu sur les services et une partie du commerce jusqu'à une date qui pourrait bien se situer au fin d'année ; maintien des accords de la masse salariale ; laquelle on semblait vouloir donner pendant un temps la priorité sur la baisse des taux d'intérêt. Ne nous trompions pas : M. Balladur dit qu'aucune réduction d'investissement sur les taxes à court terme avant trois mois, mais pour éviter de pénaliser les dérapages inflationnistes, d'autant plus à craindre que les rentrées de capitaux étrangers sont sans précédent.

Si la cohabitation devait durer plus longtemps, la reprise de l'activité et les créations d'emplois espérées d'un redressement général des contraintes et des prélèvements (depuis la suppression du contrôle des changes jusqu'à la baisse des prélèvements obligatoires) nécessitent la preuve que la stratégie mise en place avec le réajustement monétaire et le collectif du printemps 1987 était la bonne.

Le plan de M. Balladur et Juppé se résume à cela : presser le mouvement.

Peut-être faudrait-il aller vite, mais une partie de l'embellie mondiale nous laissons derrière nous. Les taux d'intérêt, notamment, baisseront-ils suffisamment pour inciter les chefs d'entreprise à investir davantage, à accroître leur capacité de production, à embaucher ? La demande des ménages sera-t-elle suffisante pour provoquer une offre nouvelle de la part de l'industrie ?

Beaucoup se posent ces questions depuis mars 1986. Reste que M. Balladur a probablement eu raison de presser le mouvement. Fallait-il pour autant qu'il revienne peut-être inutilement de « dégriser » les entreprises au sein du pays en accumulant des signes qui sont l'annulation fiscale et l'annulation pour les rapatriements de capitaux, le rétablissement de l'anonymat sur l'or, qui favorisent la fraude et les affaires de succession, la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes. La réponse n'est pas évidente.

ALAIN VERNHOLES.

## REPÈRES

### Dollar : toujours en baisse

Accentuant le mouvement de baisse observé la veille sur les marchés internationaux et jeudi matin à Tokyo, le dollar a continué à reculer le 17 avril. A Paris, la devise américaine se traitait à 7,1785 F en fin de matinée (contre 7,2175 F la veille en séance) tandis que le DM se raffermissait à 3,1840 F, contre 3,1838 F mercredi. Le même mouvement de repli était constaté à Francfort et à Londres. Par ailleurs, le Dresdner Bank a annoncé une dévaluation de 3,57 du rouble par rapport au deutschemark, la monnaie soviétique étant ramenée à 3,2573 DM depuis le 9 avril dernier.

### Changes : deux ministres de Mme Thatcher favorables à la fin du flottement de la livre

Deux ministres, et non des moindres, du cabinet britannique ont clairement indiqué, dans deux interventions qui donnent toutes les apparences de la concertation, qu'ils étaient favorables à la participation pleine et entière de la livre sterling au SME (système monétaire européen), ce qui impliquerait la fixation d'une parité vis-à-vis du franc français, du deutschemark, du franc belge, etc. Le chancelier de l'Echiquier, M. Nigel Lawson, a déclaré qu'« un taux fixe à l'égard de monnaies de pays qui partagent la même volonté de réduire l'inflation serait d'un grand secours pour la conduite de la politique monétaire ». Quant au ministre des affaires étrangères, Sir Geoffrey Howe, il a dit que la Grande-Bretagne ne pourra pas indéfiniment différer le moment de la décision. Mme Thatcher continue, semble-t-il, à ne pas vouloir prendre avant les élections législatives. La Grande-Bretagne a adhéré au SME en 1979, mais ne participe pas à sa disposition principale, le mécanisme de change.

### Investissements Industriels : la hausse serait de 4 % en 1986

Les dépenses d'investissement dans l'économie concurrentielle (hors bâtiment et travaux publics) ont progressé, en volume, de 7 % en 1985, contre 9 % en 1984, selon les premiers éléments de l'enquête INSEE de mars auprès des industriels. La Banque de France, de son côté, fait état d'une progression de 8 % pour 1985. Dans leurs prévisions pour 1986, les chefs d'entreprise tablent sur une hausse en volume de 4 % des investissements. Contrairement à ce qui s'est produit en 1985, ce sont les entreprises de moins de 100 salariés qui ont les prévisions les plus fortes en volume : + 14 %. Elles sont suivies par les entreprises moyennes (+ 11 %). Les investissements des grandes entreprises stagnent.

## ÉNERGIE

### LA CONFÉRENCE DE L'OPEP

### Des négociations bloquées

De notre envoyée spéciale

Genève. - Les négociations et déconvolement régnaient, le jeudi 17 avril, à Genève, alors que les ministres du pétrole de l'Organisation des pays exportateurs repréentaient leurs travaux. Voilà maintenant plus d'un mois que les participants de l'OPEP tentent vainement de s'entendre sur les moyens de stabiliser le marché pétrolier, alors que la chute dramatique des cours - de 30 dollars à moins de 14 dollars par baril depuis le début de l'année - menace de se poursuivre et commence à affecter sérieusement les capacités de paiement de tous les pays membres. Or, une possibilité sérieuse d'accord ne semble encore pouvoir se dégaier.

Mercredi soir, alors que les ministres, secourus par l'affaire libyenne, étaient entrés dans le vif du sujet, le blocage des négociations paraissait total. « Je suis extrêmement pessimiste », avouait un délégué arabe. L'Arabie saoudite et le Koweït n'ont pas changé de position. Ils considèrent que la politique de défense des parts de marché, politique qui s'est avérée jusqu'ici si efficace, ne changera pas de discours, aucun accord ne sera possible.

Après neuf jours d'après négociations le mois passé et trois semaines de suspension, l'OPEP reste toujours aussi bloquée. D'un côté, les pays comme l'Arabie saoudite et l'Irak suggèrent de revenir à un contrôle étroit de la production afin d'asseoir le marché et de redresser les cours.

Le partage du nouveau plafond de 14-14,5 millions de barils par jour (11), jugé nécessaire pour faire remonter les prix d'ici à l'été, s'est avéré impossible. Il suppose une baisse d'environ 20 % du rythme d'extraction, et aucun pays n'accepte, compte tenu de ses difficultés présentes, de consentir des sacrifices supérieurs aux autres, certains refusant même catégoriquement de diminuer leur production.

De leur côté, les pays du Koweït, estimant ces sacrifices prématurés et inutiles tant que les autres producteurs de brut ne participent pas à l'effort. Ils ont proposé, à l'inverse, de fixer un plafond de production élevé, de 15 millions de barils par jour - soit un peu moins de la production de l'OPEP en 1983 et 1984 - correspondant à la « part de marché » estimée nécessaire pour assu-

rer aux pays membres un niveau de revenu minimum.

Les pays du Golfe restent en effet persuadés - du moins l'affirment-ils - qu'en maintenant suffisamment longtemps la pression sur les prix du pétrole la production des pays non membres de l'Organisation, comme les Etats-Unis, la Grande-Bretagne ou la Norvège, diminuera de plus de 1 million de barils par jour, par fermeture des puits les moins rentables. Tôt ou tard, une coopération, volontaire ou non, de l'ensemble des producteurs mondiaux à la stabilisation des prix interviendra, estiment-ils. En outre, disposant des plus vastes réserves mondiales, les Etats du Golfe escomptent, à terme, relancer la consommation de pétrole en maintenant durablement des prix bas, peut-être supérieurs au niveau actuel, mais en tout cas inférieurs à ceux observés jusqu'à l'an dernier (28 dollars à 30 dollars).

L'écart entre ces positions reste tel qu'on ne voyait pas, jeudi, sauf changement radical et inattendu de la politique saoudienne, comment les membres de l'OPEP pourraient parvenir à s'entendre sur les moyens de redresser les prix. Au contraire, les seules hypothèses évoquées, soit un accord vague de principe, soit le retour pur et simple à la guerre des prix et à la confrontation avec les producteurs concurrents, l'OPEP, incapable de trouver un accord, préférant tirer parti de cet échec pour sauver au moins l'honneur.

VÉRONIQUE MAURIS.

## SOCIAL

### La CGT progresse à Renault-Douai

Aux élections des délégués du personnel à l'usine Renault de Douai, la CGT a nettement progressé : nombre de voix sur 7 points sur 1985 dans le collège (ouvriers) et 1,3 point (et un siège) chez les cadres. La CFDT recule aussi de 1,9 point dans le collège ouvrier, perdant le siège qu'elle détenait. Chez les cadres, la présence d'une liste FO cette année fait perdre 14 points et un siège à la CGC. L'année a été marquée par de vifs conflits (notamment l'occa-

sion d'un transfert de machines-outils et deux des leaders de la CGT ont été licenciés et inculpés sous l'accusation de coups et blessures sur deux agents de maîtrise.

[Les résultats sont les suivants : premier collège (ouvriers) inscrits 6178, exprimés 4832 ; CGT, 61,03 % et 19 sièges ; FO, 23,82 % et 7 sièges ; CFDT, 12,36 % et 3 sièges ; CFTC 2,79 %.

Deuxième collège (cadres) : inscrits 1261, exprimés 996 ; CGC, 61,04 % et 4 sièges ; FO, 14,36 % et 1 siège ; CGT, 13,25 % et 1 siège ; CFDT, 11,35 % des voix.]

## LANGUE

### DES AFFAIRES

ANGLAIS - ALLEMAND - ESPAGNOL - ITALIEN - RUSSE - GREC

Apprenez tranquillement chez vous une langue ou préparez un examen spécialisé : Chaires de langues étrangères, Université de Compiègne, BTS traducteur commercial, etc.

Enseignements par correspondance : cassettes et stages aux compléments, inscriptions toute l'année. Durée d'étude à votre choix.

Doc. par : LANGUES & AFFAIRES, Service 4437, 35 rue Collonge, 92380 Paris-Levallois, Tél. (1) 40-70-51-55 (réponse, prêt).

### Les mesures pour l'emploi des jeunes seront « affinées » avec les partenaires sociaux

« Ce plan est une chance à saisir », c'est le plan du gouvernement, confondu à un problème structurel pour les entreprises, que M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, a présenté la 15 avril au cours de sa première conférence de presse, la présentation du programme « d'urgence » pour l'emploi des jeunes.

Qualifié d'« effort préalable » et de « priorité absolue » qui sera le point de départ des mesures supplémentaires, ce plan sera précédé par les ordonnances. Mais, a souligné le ministre, les modalités seront arrêtées après « discussion avec les partenaires sociaux » et « affinées » avec eux.

Toutefois, quelques-uns des éléments sont connus, au moins dans les grandes lignes, et chiffrés (4 milliards de francs d'ici à la fin de 1986, auxquels il convient d'ajouter 1,8 milliard pour le budget du travail). Pour l'essentiel, il s'agit d'exonérations des charges sociales, variables selon les cas.

L'ordonnance sera prise pour l'embauche des jeunes dans les entreprises selon toutes les formules de la formation en alternance - stages d'initiation à la vie professionnelle, contrats d'apprentissage et de qualification - ainsi que pour l'apprentissage. Cette ordonnance, a indiqué M. Séguin, « durera la durée des formations en alternance qui y ont droit ». Pour faire suite, et afin de « stabiliser les jeunes dans l'emploi », l'intégration de ces stagiaires, comme celle des TUC, y compris pour des contrats à durée déterminée, donnera lieu à une exonération de 50 % des charges sociales. Celle-ci durera un an, « quelle que soit la date d'embauche ». Enfin, et selon une disposition plus générale, le recrutement de tout jeune, âgé de seize à vingt-cinq ans, ouvrira droit à

une exonération de 25 % des charges sociales, correspondant, en fait, à la suppression de la cotisation pour les allocations familiales. Cette dernière mesure, prévue pour une année maximale d'application, sera mise en œuvre le 1<sup>er</sup> juillet 1987 pour des recrutements intervenus, au plus tard, avant le 31 janvier 1987. De la sorte, a expliqué le ministre, l'exonération sera d'autant plus longue que le recrutement interviendra plus tôt. Dans son esprit, cette mesure permettra d'avoir « un impact rapide et un effet durable sur l'emploi des jeunes ».

Les exonérations, a précisé M. Séguin, seront compensées par le budget de l'Etat aux régimes sociaux sans formation à la charge des entreprises qui embauchent. En outre, cela suppose un pas pour aborder la difficile question du gel des salaires, et des mesures qui plaignent les petites et moyennes entreprises, il est acquis que les employeurs qui recruteront un jeune salarié à un salaire inférieur au SMIC (la TUC (travaux d'utilité collective) seront exonérés de la difficulté de réaliser des embauches pour les collectivités locales et de la difficulté de la formation proposée. L'autorisation administrative de licenciement fera l'objet d'un projet de loi, a confirmé le ministre sans en préciser la date et qui a ajouté : « réflexions continuent d'avancer ».

A. L.

## LEMURIENS AU ZOO DE VINCENNES

### l'ère de nos ancêtres

Le zoo de Vincennes a été transformé en un véritable musée de l'ère préhistorique. Les visiteurs peuvent y découvrir une grande variété d'animaux, dont des lemuriens, dans un environnement naturel et éducatif. Les animations et les ateliers permettent aux enfants de mieux comprendre l'évolution de la vie et l'importance de la protection de l'environnement.

## ANCES CLASSEES

### illier

Les ventes immobilières ont connu une forte croissance ces dernières années. Les acheteurs sont de plus en plus nombreux à se tourner vers les biens de qualité, classés et sécurisés. Les agences immobilières proposent une large gamme de biens, des appartements aux maisons de prestige, répondant à tous les goûts et budgets.



# CONJONCTURE

## LE PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE

### L'emploi et l'industrie : premiers servis

Le collectif budgétaire du printemps 1986 prévoit 21,1 milliards de francs de dépenses supplémentaires et 22,5 milliards de francs de ressources nouvelles. Le déficit, qui avait été fixé à 145,3 milliards dans la loi des finances initiale, revient à 143,9 milliards de francs.

Les dépenses supplémentaires sont réparties en quatre chapitres :

1) Dotations insuffisantes : 8,7 milliards de francs au total. Des dotations ont été ajoutées sur le travail (1,9 milliard de francs), notamment 810 millions pour des stages destinés aux chômeurs de longue durée ainsi que pour les bénéficiaires de l'allocation spéciale FNE. Le surcoût à la charge de l'Etat est de 1,9 milliard de francs, selon le ministère des finances, à nécessité d'un rallonge de 825 millions de francs.

Autres postes insuffisamment pourvus : l'Etat (1,9 milliard de francs) ; la coopération entre régimes sociaux (1,9 milliard de francs) ; aides personnalisées au logement (1,9 milliard de francs) ; sur les pays insolvables (1,6 milliard de francs) ; charges de la SNCF (717 millions) ; crédits sur le TGV-Atlantique (450 millions) ; transports parisiens (450 millions) ;

2) Plan emploi-jeunes : 4 milliards de francs ;

3) Dotations nouvelles : 410 millions allant à l'agriculture (115 millions) et à la sécurité (295 millions), notamment pour la création de 420 emplois de gardien de la paix, de 60 emplois pour l'administration de la police, le recrutement de 400 appelés dans la police nationale, l'édition des titres nationaux d'identité (le chiffre concerné par l'agriculture ne contient ni le chiffre du fiscal agricole, pour 125 millions, ni le chiffre du logement agricole privé, pour 60 millions de francs) ;

4) Dotations industrielles : 8 milliards de francs. Elles sont concentrées sur la sidérurgie (1 milliard), dont les dotations en capital prévues pour 1986 ne permettent pas d'honorer la totalité des engagements pris en faveur de la restructuration, et sur Renault, dont le redressement nécessite des apports en capital qui ont été manifestement sous-évalués.

Les ressources nouvelles ont cinq origines :

1) Des économies permettent de dégager 10 milliards de francs. Celles-ci portent notamment pour 1,7 milliard sur le fonctionnement de l'administration (blocage salarial, baisse du coût des carburants, suppression de 2 000 emplois, dont 800 au ministère de l'économie et des finances) ; pour 4 milliards sur les interventions économiques (« l'amélioration de la gestion des crédits de recherche fait économiser 1,5 milliard ») ; pour 1,7 milliard sur les prestations en charge par le budget de l'Etat ; pour 1,1 milliard par la refonte de divers dispositifs d'aide à l'emploi ; pour 400 millions de fonds spécial des grands travaux ;

2) Un prélèvement sur la Caisse d'équipement (CAECL) fournit 1 milliard de francs ;

3) Des recettes d'entreprises publiques (finances) avant la privatisation - 1 milliard de francs ;

4) Des recettes non fiscales rapportent 1,9 milliard de francs. Parmi elles, le prélèvement sur le Loto et le Loto sportif rapportera 350 millions de francs ;

5) Les recettes fiscales rapportent 522 millions de francs. L'essentiel est fourni par un relèvement de 5 % des prix du tabac (470 millions de francs).

### Un nouveau régime d'imposition des coupons de SICAV court terme

Le nouveau gouvernement s'est, enfin, décidé à clore un véritable « trou fiscal », à savoir la possibilité pour de très nombreux souscripteurs de SICAV et de Fonds communs de placement à court terme investis en obligations d'échapper à tout impôt sur le revenu. Le mécanisme consistait, pour les organismes collectifs de placement (FCP et SICAV), à revendre leurs obligations avant détachement du coupon et, pour les particuliers, à revendre leur part de FCP et de SICAV avant ce même détachement de coupon. Il en résultait l'absence de tout coupon déclarable, remplacé par une plus-value, incluse dans les cours et vendue à taux réduit (19 %) ou même totalement exonérée si les ventes n'excédent pas 285 600 francs dans l'année.

Les parts de recettes qui en résultent, portant sur les coupons de plus de 150 millions de francs d'obligations, ont fini par inquiéter la direction générale des impôts. Jusqu'à présent, les gouvernements avaient toléré puis encouragé la croissance champignonnique de ces instruments miracles apparus au lendemain de l'arrêt Delors du 3 septembre 1981. Ces instruments recueillaient à l'heure actuelle près de 350 milliards de francs, assurant, dit-on, la souscription de la moitié des emprunts d'Etat, ce qui explique les réticences du Trésor à toute modification de leur statut.

Il est proposé de revenir au droit commun de la taxation des coupons d'obligations en contraignant les SICAV et les Fonds communs court terme à comptabiliser chaque année dans leurs recettes non plus le montant des coupons échus, c'est-à-dire encaissés - ce qui n'est guère le cas, mais bien plutôt celui de leurs coupons courus, c'est-à-dire les intérêts correspondant à la période durant laquelle les titres ont été détenus, même s'ils ont été ensuite vendus avant détachement du coupon. Le revenu imposable des porteurs sera fonction des recettes ainsi calculées et imposé comme tel, soit à l'impôt sur le revenu cédulaire, soit avec le bénéfice du prélèvement libératoire de 25 %. En cas de vente par le porteur de ses parts de SICAV et Fonds communs de placement, les plus-values éventuellement dégagées par ces parts seront divisées en deux fractions :

- Le coupon couru, en fonction de la période écoulée, sera taxé au régime normal ou avec prélèvement libératoire ;

- La plus-value réelle résultant éventuellement d'une hausse des cours des parts de SICAV ou de FCP lorsqu'une partie de ces parts a été vendue au cours de l'année, sera imposée au-dessus de 285 600 francs.

De même, les plus-values des Fonds communs qui recueillent notamment des disponibilités des entreprises et qui sont rapidement achetées et revendues par ces mêmes entreprises bénéficieront de la réduction d'imposition (25,5 %) alors qu'elles devraient être taxées au taux normal d'imposition des plus-values à court terme pour les sociétés (50 %, plus 45 % maintenant).

Le régime de ces plus-values sera donc aligné sur celui des SICAV.

F. R.

### La modification de la fiscalité de l'épargne pour les entreprises et les particuliers

Le gouvernement a amorcé une réforme du régime fiscal de l'épargne, qui devrait se poursuivre dans les prochains mois, avec pour objectif d'assurer un meilleur financement des entreprises et d'atténuer ou de supprimer les trop grandes différences de l'imposition des revenus des actions et des obligations.

Le taux de l'impôt sur les sociétés est ramené de 30 % à 45 %, s'appliquant à tous les bénéfices (le Monde du 17 avril).

Il est procédé à un « assèchement des abattements sur les produits de l'épargne » (le Monde du 17 avril).

Suppression de l'impôt sur les grandes fortunes. - Comme il était prévu dans la plate-forme électorale commune du RPR et de l'UDF, l'impôt sur les grandes fortunes sera supprimé à partir de 1987, ce qui signifie que cet impôt sera déclaré et payé dans les conditions habituelles au plus tard le 15 juin 1986. Son rendement a été de 3,9 milliards en 1985. En revanche, le prélèvement spécifique sur les bons anonymes, institué en 1962, sera maintenu.

Alignement de l'impôt sur le revenu. - Le projet de loi de finances pour 1987 comprendra des mesures relatives à la baisse de l'impôt sur le revenu pour un montant au moins équivalent au coût de la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes (3,9 milliards de francs). Ces mesures concerneront plus particulièrement les contribuables de revenus modestes et comporteront sans doute une diminution des

taux pour les tranches les plus élevées.

Régime fiscal des intérêts des emprunts des organismes internationaux. - Afin de renforcer le rôle de Paris comme place financière internationale, l'exonération des revenus à la source sur les coupons sera étendue à tous les emprunts émis en France par les organismes internationaux. Les produits de ces emprunts bénéficieront des mêmes avantages que ceux des obligations françaises : abattement de 5 000 F et prélèvement libératoire de 26 %.

Gel des effets de seuls fiduciaires. - Pour favoriser l'embauche, les employeurs qui accroîtront les effectifs de leur entreprise pour le porter à dix salariés ou plus bénéficieront pendant trois ans de l'exonération des taxes pour l'effort de construction et de la formation professionnelle continue, fondée sur le montant des salaires à partir d'un effectif de dix personnes. A l'issue des trois ans, le retour au droit commun s'effectuera de manière progressive en trois ans également.

Déductibilité de la TVA sur le fuel agricole. - Les agriculteurs pourront déduire la moitié de la TVA sur le fuel domestique utilisé pour les besoins de leur exploitation. Le coût de cette mesure est estimé à 125 millions de francs 1986.

Différenciation des investissements dans les DOM-TOM. - Les mesures en faveur des investissements réalisés dans les DOM-TOM sont reconduites pour dix ans.

### Des réactions syndicales mesurées

Pour M. Gérard Ajezard, secrétaire de la CGT, le collectif budgétaire constitue « un projet de loi particulièrement socialement ». S'il estime que les mesures contre le chômage « permettront de créer quelques dizaines de milliers d'emplois, mais sans garantie ni de qualité ni de durée », M. Ajezard ajoute que « les mesures de capital ne bénéficieront pas de privilèges supplémentaires ». Pour la CFDT, les mesures pour l'emploi des jeunes « sont positives sous réserve de leur mise en appli-

cation et hormis celle de l'exonération des charges sociales de 25 % pour tout recrutement de jeunes ». Mais elle s'inquiète de la réduction des interventions économiques pour 4 milliards de francs.

Sur l'emploi des jeunes, le bureau de l'FO « ne peut qu'approuver l'objectif visé par le projet de loi ». Mais il appartient maintenant aux chefs d'entreprise de donner corps à la pratique que leurs discours s'inscrivent bien dans les faits et déboucheront sur des emplois définitifs. Il demandera qu'un bilan des résultats soit dressé au fin d'année. Avant le conseil des ministres, la CFDT avait enregistré « avec intérêt » l'orientation du gouvernement « qui tend à privilégier l'emploi des jeunes et à privilégier les allègements de charges pour développer les contrats de formation en alternance à des formules dangereuses de SMIC-jeunes ». Les fédérations FO de la fonction publique, des PTT et des finances ont vivement protesté contre les nouvelles suppressions d'emplois dans la fonction publique. Pour la Fédération CFDT des PTT, cette mesure « rend les PTT plus vulnérables aux menaces de déréglementation ».

### La balance commerciale de la France a été déficitaire de 2,6 milliards de francs en mars

Le déficit extérieur de la France a été de 2,6 milliards de francs en mars, en données corrigées des variations saisonnières, et de 1,9 milliard en données brutes. Les importations ont atteint 71,7 milliards de francs, en données corrigées, et les exportations à 69,1 milliards, soit respectivement un recul de 2,7 % et de 6,4 % par rapport au mois précédent.

Annotant la baisse de la balance commerciale, le ministre de l'économie et des finances, M. Michel Noir, a souligné que la France n'avait pas encore bénéficié pleinement de la baisse intervenue sur le marché du pétrole. Les importations se sont effectuées en mars au prix moyen de 20,7 dollars le baril, soit à un niveau encore très supérieur à celui du marché. L'optimisme de M. Balladur peut donc se fonder en partie sur ces perspectives de baisse. Compte tenu en effet des hausses des prix agricoles, d'une part, et de la baisse du dollar, d'autre part, il n'est pas certain que la balance des paiements courants (qui inclut, outre les échanges commerciaux, les services et le tourisme) dégage un excédent de 40 à 50 milliards de francs en 1986.

Le déficit commercial enregistré en mars n'est pas de nature à nourrir l'espoir. L'excédent agricole alimentaire, qui était de 3,5 milliards de francs en mars 1985, est tombé à 2,6 milliards en mars 1986, ce qui a entraîné une baisse de 10,1 milliards de francs (17,6 milliards en mars 1985). Une fois de plus, la balance commerciale qui est source d'inquiétudes, celle-ci n'a été que de 3,2 milliards de francs en mars après 5 milliards en février. En 1985, on avait enregistré un excédent de 13 % de l'excédent des produits manufacturiers, mais le moyenne annuel n'en était que de 4,1 milliards sur la période du 1er janvier au 31 mars.

La balance commerciale extérieure, qui est le résultat de la contraction du commerce des biens matériels en 1984 et en 1985, s'y ajoute un déséquilibre accru dans les biens de consommation, qui, selon le ministère, s'explique par le retard de compétitivité de nos produits sur les marchés étrangers.

On peut penser aussi que les résultats du mois de mars ne peuvent pas être affectés par des anticipations de la dévaluation portant notamment sur les intérêts intermédiaires.

Depuis le début de l'année, l'excédent de la balance commerciale est ramené à 1,7 milliard de francs, alors que pour la même période de

1985 le solde était négatif de 10,3 milliards. Le ministre du commerce extérieur, M. Michel Noir, a souligné que la France n'avait pas encore bénéficié pleinement de la baisse intervenue sur le marché du pétrole. Les importations se sont effectuées en mars au prix moyen de 20,7 dollars le baril, soit à un niveau encore très supérieur à celui du marché. L'optimisme de M. Balladur peut donc se fonder en partie sur ces perspectives de baisse. Compte tenu en effet des hausses des prix agricoles, d'une part, et de la baisse du dollar, d'autre part, il n'est pas certain que la balance des paiements courants (qui inclut, outre les échanges commerciaux, les services et le tourisme) dégage un excédent de 40 à 50 milliards de francs en 1986.

FRANÇOIS SIMON.

### LES TARIFS DES TRANSPORTS PARISIENS A PARTIR DU 1<sup>ER</sup> MAI

Voici les nouveaux tarifs des principaux titres de transport en commun parisiens qui entreront en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> mai, à la suite de la hausse de 8 % (ou moyenne) annoncée par le gouvernement.

Le carnet de 10 tickets RATP en deuxième classe coûtera 27,50 F au lieu de 26,50 F (+ 3,77 %). Le prix de la carte hebdomadaire de travail du métro parisien sera fixé à 25 F contre 22,50 F (+ 11,11 %).

Les cartes orange de mai, dont la date de mise en vente normale (20 avril) devrait être retardée de quelques jours, augmentent de 10,38 % en moyenne.

Les nouveaux tarifs en deuxième classe des abonnements mensuels les plus utilisés sont les suivants :

Carte orange, zones 1-2 : 152 F contre 138 F (+ 10,14 %) ; zones 3-4 : 195 F contre 176 F (+ 10,80 %) ; zones 1-4 : 266 F contre 241 F (+ 10,37 %) ; zones 1-5 : 328 F contre 288 F (+ 11,11 %).

### ENTREPRISES

#### Fusion des camions Ford et Fiat en Grande-Bretagne

Les constructeurs américains Ford et italien Iveco, du groupe Fiat, fusionneront leurs activités de poids lourds en Grande-Bretagne. Ford et Fiat détendront chacun 48 % de la nouvelle société, le complément de 4 % étant apporté par la Banque Crédit Suisse First Boston UK. Cet accord marque un désengagement progressif de Ford et de la production de poids lourds en Europe.

Buitoni en Bourse de Paris le 22 avril

Buitoni SA, filiale du groupe agro-alimentaire italien, passé en 1985 sous le contrôle de l'empire Carlo de Buitoni, sera introduit le 22 avril prochain sur le marché de la Bourse de Paris. A cette occasion, 10 % du capital de Buitoni France sera proposé au public au prix de 340 F par action. L'Union d'études et d'investissements, banque d'investissement du Crédit agricole, a annoncé, en outre, qu'elle détenait 10 % de Buitoni SA.

L'Aérospatiale ramporte un contrat de satellites Eutelsat

L'organisation européenne de communications par satellites Eutelsat a confié à un pool d'industriels, conduit par l'Aérospatiale, la réalisation de trois satellites. Ce pool, qui comprend MBB, Alcatel-Thomson, Arlène, Marconi et

Thomson, s'est emparé sur la commande de l'Union Aérospatiale.

Union laitière normande : plan de modernisation

Un plan de modernisation de l'Union laitière normande (ULN), union de coopératives, sera proposé au conseil d'administration du 21 avril, qui devra en débiter la mise en œuvre d'ici 1987. Ce projet, qui s'inscrit dans une stratégie de développement des coopératives, se traduira par la suppression de plusieurs unités de production : la buanderie de Redon (Ille-et-Vilaine), la fromagerie de Sourdeval (Morbihan) et l'usine d'aliment pour bétail de Châteaubourg (Ille-et-Vilaine) et la suppression d'environ 500 emplois. Cette restructuration est motivée, notamment, par des difficultés financières dues en partie aux contreparties de l'affaire Baccinville. Les pertes en 1985 devaient être de l'ordre de 10 millions.

### LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
SE-IL	7,1700	7,1775	7,1800	7,1825
SE-DM	5,1595	5,1640	5,1660	5,1680
SE-FF	4,0725	4,0775	4,0800	4,0825
DM	3,1825	3,1855	3,1880	3,1905
FF	2,3240	2,3265	2,3290	2,3315
SE-DM	15,6400	15,6380	15,6360	15,6340
SE-FF	3,0600	3,0630	3,0660	3,0690
SE-DM	4,6450	4,6480	4,6510	4,6540
SE-FF	16,7000	16,6980	16,6960	16,6940

### TAUX DES EUROMONNAIES

SE-IL	6 3/4	7	6 1/2	6 5/8	6 3/8	6 1/2	6 3/8	6 1/2
DM	4 1/2	4 3/4	4 1/4	4 1/8	4 3/8	4 1/4	4 3/8	4 1/4
FF	5 1/4	5 3/4	5 1/8	5 1/4	5 3/8	5 1/8	5 3/8	5 1/4
SE-DM	8 1/2	9 1/2	8 1/4	8 1/8	8 3/8	8 1/4	8 3/8	8 1/4
SE-FF	11	12	10 1/2	10 1/4	11 3/8	10 1/2	11 3/8	10 1/2
SE-DM	11	11 1/4	10 3/4	10 1/2	11 1/8	10 3/4	11 1/8	10 3/4
SE-FF	17 1/2	18	17 1/2	17 3/4	18 1/8	17 1/2	18 1/8	17 1/2

Ces taux pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de journée par une grande banque de la place.

### Amnistie douanière avec une taxe de 10 %

Le gouvernement va offrir une amnistie fiscale et douanière aux capitaux placés à l'étranger et non déclarés par les résidents français qui voudraient les rapatrier. Un tel rapatriement vaudra régularisation de la situation de ces capitaux à condition qu'aucune enquête ou vérification n'ait été engagée à l'encontre de leurs détenteurs avant la date du rapatriement. En contrepartie, une taxe égale à 10 % du montant rapatrié sera perçue de manière anonyme. Cette mesure, s'appliquera aux rapatriements effectués avant le 1<sup>er</sup> octobre 1986.

Cette amnistie est le résultat d'un accord conclu par M. Antoine Pinay, en 1952, qui libère de toute taxe, et

cette accordée par Laurent Fabius pour le budget 1982, qui était assortie d'une taxe de 25 % sans anonymat. L'amnistie Pinay avait fait rentrer beaucoup de capitaux et d'or, celle de M. Fabius, couplée avec l'impôt sur la fortune, la suppression de l'anonymat sur l'or, l'alourdissement des droits de succession, au vu d'un très maigre succès, au vu d'un très maigre succès, au vu d'un très maigre succès.

### Anonymat sur l'or : retour au régime antérieur

Les nouvelles mesures concernant les transactions sur l'or - les achats et les ventes - pourront être anonymes - impliquent les conditions antérieures au 30 septembre 1981, lorsque le ministre du budget de l'époque - M. Laurent Fabius - avait décidé de lever l'anonymat. Depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1981, toute personne achetant ou vendant de l'or, en pièces ou en lingots, dans une banque ou une société financière, est soumise à la règle de l'anonymat en vigueur depuis 1948. Mais la loi de finances du 1<sup>er</sup> octobre 1985, à Paris. Naturellement, la détention d'or, elle, restait libre.

Cette mesure-surprise était alors présentée comme un remède à la fraude fiscale dans la mesure où les particuliers n'auraient pu être

tentés de transformer leurs actifs en placements anonymes, notamment en or, pour échapper à l'impôt sur les grandes fortunes (IGF), qui venait, parallèlement, d'être instauré. En fait, la loi de l'anonymat n'eut pour effet majeur, durant cette période de quatre ans et demi, que de diminuer un peu plus l'intérêt de l'investissement à l'égard du métal précieux. Elle fut en fait pénalisée par la lourde charge internationale. Le retour à l'anonymat est accueilli avec enthousiasme par les professionnels, qui escomptent un « dégel » du marché. Pour autant, la taxe applicable aux ventes d'or de métaux précieux, relevée de 6,5 % à 11 % en janvier 1986, reste en vigueur.

S. M.

A VOIR ABSOLUMENT AU SICOB LA NOUVELLE GAMME ATARI ST

Professionnels : Stand 5C 5328  
Grand public : Sicob Boutique 2A 244

ATARI  
LA TECHNOLOGIE DE POINTE POUR TOUS

### Une marée

Le monde de la mer est en ébullition. Les pêcheurs de la Manche ont commencé à dévaler les côtes pour aller pêcher. Les marées sont hautes, les poissons sont abondants. Les pêcheurs sont ravis. Les consommateurs aussi. Les marchés sont bondés. Les prix sont raisonnables. Les pêcheurs ont fait un bon début de saison. Les marées sont hautes, les poissons sont abondants. Les pêcheurs sont ravis. Les consommateurs aussi. Les marchés sont bondés. Les prix sont raisonnables. Les pêcheurs ont fait un bon début de saison.

Les pêcheurs de la Manche ont commencé à dévaler les côtes pour aller pêcher. Les marées sont hautes, les poissons sont abondants. Les pêcheurs sont ravis. Les consommateurs aussi. Les marchés sont bondés. Les prix sont raisonnables. Les pêcheurs ont fait un bon début de saison. Les marées sont hautes, les poissons sont abondants. Les pêcheurs sont ravis. Les consommateurs aussi. Les marchés sont bondés. Les prix sont raisonnables. Les pêcheurs ont fait un bon début de saison.

Les pêcheurs de la Manche ont commencé à dévaler les côtes pour aller pêcher. Les marées sont hautes, les poissons sont abondants. Les pêcheurs sont ravis. Les consommateurs aussi. Les marchés sont bondés. Les prix sont raisonnables. Les pêcheurs ont fait un bon début de saison. Les marées sont hautes, les poissons sont abondants. Les pêcheurs sont ravis. Les consommateurs aussi. Les marchés sont bondés. Les prix sont raisonnables. Les pêcheurs ont fait un bon début de saison.

Les pêcheurs de la Manche ont commencé à dévaler les côtes pour aller pêcher. Les marées sont hautes, les poissons sont abondants. Les pêcheurs sont ravis. Les consommateurs aussi. Les marchés sont bondés. Les prix sont raisonnables. Les pêcheurs ont fait un bon début de saison. Les marées sont hautes, les poissons sont abondants. Les pêcheurs sont ravis. Les consommateurs aussi. Les marchés sont bondés. Les prix sont raisonnables. Les pêcheurs ont fait un bon début de saison.

Les pêcheurs de la Manche ont commencé à dévaler les côtes pour aller pêcher. Les marées sont hautes, les poissons sont abondants. Les pêcheurs sont ravis. Les consommateurs aussi. Les marchés sont bondés. Les prix sont raisonnables. Les pêcheurs ont fait un bon début de saison. Les marées sont hautes, les poissons sont abondants. Les pêcheurs sont ravis. Les consommateurs aussi. Les marchés sont bondés. Les prix sont raisonnables. Les pêcheurs ont fait un bon début de saison.

Les pêcheurs de la Manche ont commencé à dévaler les côtes pour aller pêcher. Les marées sont hautes, les poissons sont abondants. Les pêcheurs sont ravis. Les consommateurs aussi. Les marchés sont bondés. Les prix sont raisonnables. Les pêcheurs ont fait un bon début de saison. Les marées sont hautes, les poissons sont abondants. Les pêcheurs sont ravis. Les consommateurs aussi. Les marchés sont bondés. Les prix sont raisonnables. Les pêcheurs ont fait un bon début de saison.

Les pêcheurs de la Manche ont commencé à dévaler les côtes pour aller pêcher. Les marées sont hautes, les poissons sont abondants. Les pêcheurs sont ravis. Les consommateurs aussi. Les marchés sont bondés. Les prix sont raisonnables. Les pêcheurs ont fait un bon début de saison. Les marées sont hautes, les poissons sont abondants. Les pêcheurs sont ravis. Les consommateurs aussi. Les marchés sont bondés. Les prix sont raisonnables. Les pêcheurs ont fait un bon début de saison.

Les pêcheurs de la Manche ont commencé à dévaler les côtes pour aller pêcher. Les marées sont hautes, les poissons sont abondants. Les pêcheurs sont ravis. Les consommateurs aussi. Les marchés sont bondés. Les prix sont raisonnables. Les pêcheurs ont fait un bon début de saison. Les marées sont hautes, les poissons sont abondants. Les pêcheurs sont ravis. Les consommateurs aussi. Les marchés sont bondés. Les prix sont raisonnables. Les pêcheurs ont fait un bon début de saison.

Les pêcheurs de la Manche ont commencé à dévaler les côtes pour aller pêcher. Les marées sont hautes, les poissons sont abondants. Les pêcheurs sont ravis. Les consommateurs aussi. Les marchés sont bondés. Les prix sont raisonnables. Les pêcheurs ont fait un bon début de saison. Les marées sont hautes, les poissons sont abondants. Les pêcheurs sont ravis. Les consommateurs aussi. Les marchés sont bondés. Les prix sont raisonnables. Les pêcheurs ont fait un bon début de saison.

Les pêcheurs de la Manche ont commencé à dévaler les côtes pour aller pêcher. Les marées sont hautes, les poissons sont abondants. Les pêcheurs sont ravis. Les consommateurs aussi. Les marchés sont bondés. Les prix sont raisonnables. Les pêcheurs ont fait un bon début de saison. Les marées sont hautes, les poissons sont abondants. Les pêcheurs sont ravis. Les consommateurs aussi. Les marchés sont bondés. Les prix sont raisonnables. Les pêcheurs ont fait un bon début de saison.

Les pêcheurs de la Manche ont commencé à dévaler les côtes pour aller pêcher. Les marées sont hautes, les poissons sont abondants. Les pêcheurs sont ravis. Les consommateurs aussi. Les marchés sont bondés. Les prix sont raisonnables. Les pêcheurs ont fait un bon début de saison. Les marées sont hautes, les poissons sont abondants. Les pêcheurs sont ravis. Les consommateurs aussi. Les marchés sont bondés. Les prix sont raisonnables. Les pêcheurs ont fait un bon début de saison.



# CONJONCTURE

## La balance commerciale de la France a été déficitaire de 2,6 milliards de francs en mars

La balance commerciale de la France a été déficitaire de 2,6 milliards de francs en mars, selon les données publiées par l'Institut national de la statistique économique (Insee). Ce déficit s'explique par une baisse des exportations de produits manufacturés, qui ont diminué de 1,2 milliard de francs par rapport à février, et par une augmentation des importations de produits manufacturés, qui ont augmenté de 1,4 milliard de francs.

Le déficit de la balance commerciale de la France en mars est le résultat de plusieurs facteurs. Tout d'abord, les exportations de produits manufacturés ont diminué de 1,2 milliard de francs par rapport à février. Ensuite, les importations de produits manufacturés ont augmenté de 1,4 milliard de francs. Enfin, le déficit de la balance commerciale de la France en mars est le résultat de la baisse des exportations de produits manufacturés, qui ont diminué de 1,2 milliard de francs par rapport à février, et par une augmentation des importations de produits manufacturés, qui ont augmenté de 1,4 milliard de francs.

Le déficit de la balance commerciale de la France en mars est le résultat de plusieurs facteurs. Tout d'abord, les exportations de produits manufacturés ont diminué de 1,2 milliard de francs par rapport à février. Ensuite, les importations de produits manufacturés ont augmenté de 1,4 milliard de francs. Enfin, le déficit de la balance commerciale de la France en mars est le résultat de la baisse des exportations de produits manufacturés, qui ont diminué de 1,2 milliard de francs par rapport à février, et par une augmentation des importations de produits manufacturés, qui ont augmenté de 1,4 milliard de francs.

## ENTREPRISES

### Fusion des camions Ford et Fiat en Grande-Bretagne

La fusion des camions Ford et Fiat en Grande-Bretagne est une opération majeure pour les deux entreprises. Cette fusion permettra de créer une entreprise plus compétitive sur le marché britannique. Les deux entreprises ont décidé de fusionner leurs activités de camionnage en Grande-Bretagne. Cette fusion est le résultat d'un accord conclu entre Ford et Fiat. Les deux entreprises ont décidé de fusionner leurs activités de camionnage en Grande-Bretagne. Cette fusion est le résultat d'un accord conclu entre Ford et Fiat.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

Devise	Taux
Dollar américain	166,50
Mark allemand	1,36
Yen japonais	163,50
Franc suisse	1,55
Coron norvégien	136,50
Escudo portugais	200,48
Escudo espagnol	166,64
Escudo grec	340,75
Escudo turc	1,36
Escudo indonésien	1,36
Escudo philippin	1,36
Escudo thaïlandais	1,36
Escudo vietnamien	1,36

## TAUX DES EUROMONNAIES

Devise	Taux
Dollar américain	166,50
Mark allemand	1,36
Yen japonais	163,50
Franc suisse	1,55
Coron norvégien	136,50
Escudo portugais	200,48
Escudo espagnol	166,64
Escudo grec	340,75
Escudo turc	1,36
Escudo indonésien	1,36
Escudo philippin	1,36
Escudo thaïlandais	1,36
Escudo vietnamien	1,36

## Une mariée trop belle ?

(Suite de la première page.)

De coup, les Européens viennent d'adopter une liste de produits alimentaires américains qui pourraient faire l'objet de représailles, si les États-Unis appliquaient les mesures de rétorsion annoncées.

Les escarmouches les plus graves dans la petite guerre commerciale que se livrent régulièrement Washington et Bruxelles ont jusqu'ici été évitées. En sera-t-il de même demain ?

Après les agriculteurs, les pétroliers. Houston la fabrique, le champion capitaliste le plus extraordinaire des États-Unis, mais du soir depuis que l'or de la même couleur a vu chuter ses prix. Les banques du Texas doivent ajouter des millions de dollars à leurs réserves pour équilibrer les prêts bancaires accordés dans l'industrie pétrolière (1). Des coups sévères sont enregistrés dans les services publics des États qui dépendent de l'énergie, des derniers perdant à la fois sur les taxes à la production de pétrole et sur celles qui frappent les ventes d'essence. Ils connaissent aujourd'hui une austérité comparable à celle que connaissent le Michigan, New-York et d'autres régions industrielles du Nord-est, il y a dix ans, les prix du pétrole grimpant en flèche. C'est probablement l'Oklahoma qui se trouve le plus affecté par le retournement économique, puisqu'il est à la fois producteur de pétrole et fournisseur de céréales.

### Pas de panique !

Ce paysage attristant et les autres phénomènes du nouveau cours économique ne doivent pas de même porter l'opinion à des comparaisons déprimantes. Le krach boursier de 1929 a entraîné un processus déflationniste de type cataclysmique : faillites en chaîne, chute de 25 % de la production mondiale (1932 par rapport à 1928), chute des prix des matières premières de 50 % et des produits finis de 67 %. Quant au taux de chômage, il était monté à 40 % de la population active en Allemagne, à 37,5 % aux États-Unis et à 26,5 % en France ! Les fameux « stabilisateurs automatiques » que sont aujourd'hui les prestations de la Sécurité sociale et les indemnités de chômage main-

tiennent une demande qui éviterait de tels effondrements.

C'est de manière concertée que cinq des pays les plus riches du monde se sont entendus le 22 septembre dernier, dans une salle de l'Hotel Plaza à New-York, pour que le dollar baisse. En sept mois il a perdu près du tiers de sa valeur, ce qui s'apparente à un atterrissage en douceur.

Que les États-Unis, après avoir fait preuve pendant tant d'années d'une douce désinvolture (*benign neglect*), ne tournent plus le dos aujourd'hui à l'idée d'une conférence internationale destinée à discuter d'une réforme du système monétaire (réclamée à cor et à cri par la France), voilà qui va plutôt dans le bon sens. Les estimations selon lesquelles la croissance pourrait tourner autour de 3 % dans les pays industrialisés en 1986 et 1987 sont également réconfortantes.

### Deux nages

Enfin, le lancement par le Japon d'un important plan de relance devrait avoir, comme la baisse des taux d'intérêt attendus, un impact positif sur l'économie mondiale.

Cela dit, deux gros nuages restent suspendus à l'horizon. Le premier a trait à ce que des spécialistes américains ont appelé la « *glut economy* », l'économie engorgée dans l'Occident de produits, de stocks, qu'il s'agisse - on l'a vu - de céréales mais aussi d'immenses bureaux, de voitures automobiles ou d'ordinateurs. Selon M. Denison, économiste à la Brookings Institution, « les États-Unis n'ont jamais eu autant de réserves olives de capacité de production depuis les années 30 ». La reprise relativement rigoureuse amorcée il y a trois ans ne peut suffire à résorber les excédents. On ne voit pas ce qui pourrait changer sur ce terrain dans les mois à venir.

Dans le tiers-monde, deuxième zone de troubles pour l'économie internationale, la chute des cours des matières premières aggrave la situation des pays endettés, qui, grâce au plan Baker - approuvé lors de la dernière assemblée générale du FMI - « devraient pouvoir se relever » un peu. Pour compenser la forte baisse du prix des métaux par exemple, certains pays ont aug-

menté leur production, ce qui - cercle infernal - a contribué à faire encore chuter les cours.

On aurait pu penser que la baisse des prix du pétrole allait aider les pays pauvres importateurs. Selon une étude que vient de publier la Banque Paribas (2), l'impact des offres pétrolières sera faible soit parce que les achats de pétrole sont modestes, soit parce que ces pays connaissent une autoconsommation énergétique. En outre, la baisse du prix de l'énergie concerne vingt-deux nations en développement qui, en 1985, réalisaient plus de 30 % de leurs exportations grâce au secteur pétrolier. Tous ces pays connaissent des difficultés pour boucler leurs comptes extérieurs. Globalement, les gains réalisés par les pays en développement (PVD) importateurs nets de pétrole ne compensent pas les pertes enregistrées par les PVD pétroliers (3).

Rarement la conjoncture internationale, on le voit, a-t-elle été si contrastée. Un vent chaud aussi bien qu'un vent glacial peut souffler. Comme les nations sont de plus en plus « interconnectées », la vigilance de leurs responsables ne peut être prise en défaut.

PIERRE DROUIN.

- (1) International Herald Tribune du 9 avril 1986, et article de Paul Fabra dans « Le Monde de l'économie » du 15 avril.
- (2) The Economist, dans son numéro du 12 avril, donne un son de cloche différent, mais son optimisme sur la situation future du tiers-monde ne pourrait être fondé, selon nous, que si la croissance des pays industrialisés repartait à un bon rythme, entraînant dans son sillage la plupart des nations en développement, dont 80 % des exportations vont vers les pays riches.
- (3) The Economist, dans son numéro du 12 avril, donne un son de cloche différent, mais son optimisme sur la situation future du tiers-monde ne pourrait être fondé, selon nous, que si la croissance des pays industrialisés repartait à un bon rythme, entraînant dans son sillage la plupart des nations en développement, dont 80 % des exportations vont vers les pays riches.

## Il était une fois le Plan

C'est fini, on ne parle plus du Plan. Dans son discours d'investiture, M. Jacques Chirac n'en a soufflé mot, enterrant une institution que les socialistes avaient laissée mourir à petit feu. Ce qui fut pour le général de Gaulle une « ardente obligation » était devenu une pénible obligation à laquelle on finissait par se plier, comme par habitude.

Les ans en sont la cause. Ce qui se justifiait aux premiers jours de la Libération, quand il fallait tout reconstruire, a perdu sa raison d'être. Les pouvoirs publics, au demeurant, se sont donnés d'autres moyens d'intervenir, ne serait-ce qu'à travers du budget ou des lois-programmes.

Enfin, les conjoncturistes ont appris à leurs dépens qu'il ne suffisait pas de décrire un taux de croissance pour que celui-ci se réalise. Comme tout le monde, ils ont bûné sur la crise et ne s'en sont pas remis. Le 21 juillet 1978, MM. Giscard d'Estaing, président de la République, et Chirac, premier ministre, signaient la loi portant approbation du VII<sup>e</sup> Plan. Celui-ci prévoyait, pour la période 1976-1980, une croissance moyenne de 9 % par an. L'expansion fut moitié moindre.

La gauche cubila cette leçon, comme elle cubila qu'il avait fallu réactualiser ce VII<sup>e</sup> Plan et que le VIII<sup>e</sup> Plan ne fut même pas présenté au Parlement. M. Raymond Barre craignant de toute évidence de donner corps aux dissensions de sa majorité. Décidés à rompre avec le capitalisme, les socialistes n'en continuèrent pas moins de proclamer que le Plan était à leurs

yeux le « régulateur global de l'économie ».

Cependant, confrontés à de dures réalités, ils ne parvinrent pas à leurs fins malgré la réforme conçue et réalisée par Michel Rocard. C'est en catastrophe que le IX<sup>e</sup> Plan sera élaboré, juste après le 23 mars 1983, c'est-à-dire dans la foulée de la nouvelle politique de rigueur, qu'il ne fera que confirmer.

### Un réalisme salutaire

Pour la petite histoire, on retiendra que quatre hommes eurent la tâche presque impossible de rédiger en trois semaines le projet de première loi de plan : Jean Le Gecq et Hubert Prévot, l'un en tant que secrétaire d'État, l'autre comme commissaire général ; mais aussi, et peut-être surtout, François-Xavier Stasse et Henri Guillaune, le premier membre du secrétariat de la présidence de la République, le second membre du cabinet du premier ministre. Ardents défenseurs de la politique de rigueur à laquelle finit par se rallier l'Elysée, ils s'ingénierent à imposer par la loi la nouvelle orientation économique. Un réalisme salutaire avait prévalu.

Mais, en procédant de la sorte, la gauche ne faisait que confirmer l'impression que la conception du Plan dépendait de l'exécutif, et de lui seul. Dès lors, pourquoi en débattre ? L'indifférence du citoyen n'eût d'égale que celle du député qui ne se soucia pas de suivre l'adoption du Plan comme la loi l'y autorisait.

FRANÇOIS SIMON.



## Arab Bank Limited

Une liaison incomparable à travers le monde

Cinquante-six années de croissance et de compétence nous ont permis de devenir la plus importante institution financière internationale du monde arabe.

Avec plus de cent succursales et filiales dans le monde, ainsi qu'une implantation dans toutes les principales places financières, nous disposons d'une gamme complète de services et de conseils : du plus simple transfert de fonds au financement de projet le plus

complexe. Nos succursales et filiales recouvrent les cinq continents : l'Europe, l'Asie, l'Afrique, l'Amérique et l'Australie. Un examen de notre bilan pour 1985 indique un total supérieur à 13,5 milliards de dollars US, soit une augmentation de plus de 1 milliard de dollars depuis 1984.

les fonds propres de la banque étant passés de 473,4 à 576,2 millions de dollars. Par ailleurs, en 1985, le montant des dépôts a atteint 11,1 milliards de dollars US, ce qui représente un accroissement de 1 milliard de dollars par rapport à 1984.

Prenez contact avec nous à l'une de nos principales directions :

LONDRES (01) 6067801 • PARIS (01) 43-59-34-34 • ZURICH (01) 221 3035 • NEW-YORK (212) 7159700  
SINGAPOUR (65) 5330055 • BAHRÉIN (973) 256398



## Musclez-vous en anglais.

**L'Anglo-Continental** est l'association indépendante la plus importante sur le plan mondial de l'enseignement de l'anglais.

Depuis plus de 30 ans, elle est installée à Bournemouth sur la côte sud de l'Angleterre. On y enseigne le meilleur anglais dans un climat agréable, au bord de superbes plages, avec toutes les possibilités pour pratiquer dans le même temps tous ses sports favoris. Mais à l'Anglo-Continental, si vous commencez à vous muscler, vous musclerez surtout... votre anglais.

Elève débutant ou confirmé, adolescent ou adulte, en individuel ou en groupe, toute l'année ou en période de vacances, vous faites à l'Anglo-Continental, en stages de 8, 15 jours, ou plus, "d'été comme d'hiver" en anglais. La clé de ce succès : l'anglais intensif dans une ambiance décontractée "à l'anglaise".

Les professeurs britanniques, combinant astucieusement méthodes traditionnelles et techniques modernes (notamment audiovisuelles).

Les cours, "sur mesure", satisfont tous les niveaux, tous les programmes d'études (21 formules de cours, de l'anglais courant à celui des affaires).

Les activités culturelles et sportives ainsi que l'hébergement (à l'hôtel ou dans une famille avec encadrement pour les jeunes) participent au climat 100 % "British" des stages Anglo-Continental.

Vous partez demain ? Alors partez de Cheno de St-Malo sur un bateau Brittany Ferries (avec votre voiture si vous le voulez). Vous aurez droit à une "formule-forfait" (traversée + hébergement + stage Anglo-Continental) très avantageuse pour apprendre l'anglais... chez les Anglais.

**Anglo Continental**  
**Brittany Ferries**

\* Pour connaître les conditions, les tarifs et les dates, ou pour réserver, contactez nos bureaux ou nos agences de voyage. Les tarifs sont indiqués en francs français. Les prix des voyages sont indiqués en francs français. Les prix des voyages sont indiqués en francs français.



# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**SNI SOCIÉTÉ NATIONALE D'INVESTISSEMENT**  
SICAV

**SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE**  
groupe CVC

L'assemblée générale ordinaire réunie le 15 avril 1986 sous la présidence de M. Henri Pareau a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1985 et les résolutions qui lui étaient proposées.

Elle a ainsi décidé la mise en paiement d'un dividende net de 48 F (52,44 F avec l'impôt fiscal), en progression de 4,35 % par rapport à celui distribué l'année précédente.

Ce coupon sera mis en paiement le 16 avril 1986 aux guichets suivants :

- Crédit Industriel et Commercial de Paris ;
- Banques du groupe CIC ;
- Banque Indosuez ;
- Société Générale ;
- Banque nationale de Paris ;
- Crédit Commercial de France ;
- Crédit Lyonnais ;
- Banque générale de l'Inde.

Les actionnaires ont la possibilité de réinvestir une somme équivalente au montant de leurs dividendes bruts pour souscrire des actions nouvelles en franchise totale de droit d'entrée jusqu'au 16 juillet 1986.

Dans son allocution, le président a notamment indiqué que la valeur liquidative de l'action s'établissait le 14 avril 1986 à 1 171,46 F, en progression de 12,4 % par rapport au début de l'exercice.

## SOCIÉTÉ MARSEILLAISE DE CRÉDIT

Les résultats de la Société Marseillaise de Crédit seront présentés à l'assemblée générale qui se tiendra le 16 mai 1986.

Le total du bilan atteint 15,229 milliards de francs contre 13,697 milliards de francs en 1984, soit une augmentation de 11,18 %. Au 31 décembre, les ressources totales au bilan s'élevaient à 9,87 milliards de francs (+ 8,7 %), tandis que les emplois progressaient de 8,3 % avec un total de 6,47 milliards de francs. En capitaux propres sur l'année, cette croissance ressort respectivement à + 5,9 % et + 16,7 %.

A noter que la SMC a dû émettre en 1985 400 millions de francs d'emprunts obligataires pour se doter d'une marge complémentaire par rapport à l'encadrement et ainsi mieux répondre aux besoins de sa clientèle. Les frais d'émission de cet emprunt ont été entièrement amortis sur l'exercice.

Son produit net bancaire s'accroît de 6,9 % par rapport à 1984 (+ 2,2 points que l'inflation). Le résultat brut d'exploitation augmente de 8,07 %. Les OPCVM qu'elle gère s'élevaient, en fin d'année, à 1,8 milliard de francs (+ 67 %). Ainsi la Société Marseillaise de Crédit, placée sous la présidence de M. Jean-Paul Escande, voit-elle les tendances positives de son exploitation s'affirmer malgré les baisses de taux successives intervenues depuis 1983.

Très sensible - comme d'ailleurs nombre d'établissements régionaux - aux fluctuations du taux du marché monétaire, puisqu'elle ne réinjecte en crédits à la clientèle que 60 % des dépôts qu'elle collecte (le solde de ces dépôts étant versé sur le marché), la SMC a donc compensé cette diminution du prix de l'argent principalement grâce à un développement accru de l'activité commerciale de son réseau, à une gestion active sur les marchés de sa trésorerie excédentaire et à la croissance des produits financiers qui ont apporté une contribution conséquente à la formation des résultats.

Les résultats font ainsi apparaître un bénéfice net de 16,023 millions de francs contre 14,538 millions de francs un an plus tôt, soit une progression de 10,2 %, après déduction des provisions (et compte tenu des reprises) de 30,5 millions de francs contre 19,2 millions de francs en 1984.

Il convient par ailleurs de souligner l'augmentation de 20 % du bénéfice consolidé (19,361 millions de francs contre 16,100 millions de francs), illustration significative des premiers effets concrets de la politique de groupe initiée par la SMC dans le cadre de son plan de développement à trois ans.

La Société Marseillaise de Crédit devrait poursuivre sa croissance et adapter son activité traditionnelle au contexte nouveau de la profession (déflation et banalisation) en se fondant sur quatre options majeures :

- le développement accru de sa clientèle de PME et de particuliers ;
- la maîtrise des frais généraux pour dégager une capacité d'investissements permettant une plus grande modernisation de ses structures administratives et informatiques ;
- le développement d'activités nouvelles, particulièrement dans le domaine financier et à travers une politique de groupe ;
- la participation active de l'ensemble du personnel à l'évolution de la maison.

## UNION IMMOBILIÈRE DE FRANCE

Le conseil d'administration s'est réuni le 11 avril 1986 sous la présidence de M. Michel Caldagosa pour arrêter les comptes de l'exercice 1985 et prendre connaissance de l'activité de la société.

Il est rappelé que l'Union Immobilière de France a fusionné avec l'Union générale d'investissements immobiliers avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 1985.

De ce fait, les recettes locatives enregistrées en 1985, qui s'élevaient à 227 000 000 F, ont été complétées par des compensations et fruits du nouvel immeuble d'Isy-les-Moulineaux, 30-32, rue Diderot, doivent être comparés à celles totalisées par les deux sociétés en 1984, soit 209 860 000 F.

Dans la même acception, la progression du bénéfice s'établit à 11,1 %, après incorporation de la plus-value dégagée par la cession des immeubles d'Aulnay-sous-Bois.

Le conseil propose à l'assemblée générale ordinaire convoquée pour le 20 juin 1986 la distribution d'un dividende de 23,80 F par action contre 22,20 F en 1984, ménageant une affectation de 0,45 F au report à nouveau.

Comme l'autorise la loi du 3 janvier 1983, il sera demandé à l'assemblée générale d'offrir aux actionnaires la possibilité d'opter pour le paiement de leur dividende sous la forme d'actions de la société.

Poursuivant sa politique de renouveau du patrimoine, la société a procédé à la vente en bloc le 26 février 1986 de l'immeuble de 134 appartements qu'elle avait construits à Grenoble en 1968. Elle a décidé l'acquisition en l'état futur d'achèvement d'un immeuble de bureaux de 4 500 m<sup>2</sup> situé à Rueil-Malmaison à toute proximité de la station du RER. Sa mise en exploitation est prévue dans le courant du troisième trimestre 1987.

A l'issue de l'assemblée générale ordinaire, les actionnaires se réuniront en assemblée générale extraordinaire en vue d'autoriser le conseil d'administration à augmenter, en une ou plusieurs fois, le capital social d'un montant maximum de 200 millions de francs et notamment, cette faculté n'étant demandée qu'à toutes fins éventuelles.

## C<sup>e</sup> MÉTALLURGIQUE ET MINIERE (CMM)

Le conseil d'administration, réuni le 11 avril sous la présidence de M. Roland Haas, a examiné les comptes de l'exercice 1985 et mis au point le rapport qui sera présenté à la prochaine assemblée générale ordinaire.

Le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 167 millions de francs contre 154 MF l'année précédente, en valeurs comparables. Pour la société mère, le chiffre d'affaires est de 84 MF alors qu'il était de 87 MF en 1984.

Le bénéfice net consolidé est de 4,1 MF dont 3,4 MF part du groupe contre respectivement 4,3 et 3,5 MF l'année dernière. Le résultat de 1985 tient compte, pour la première fois, de la consolidation, par mise en équivalence des comptes, de la Société minière d'Angleterre (SMA) et de sa filiale Eurochemie. La quote-part dans les résultats de 1985 des sociétés ainsi mises en équivalence est de 0,37 MF.

Le résultat net de CMM (société mère) ressort à 2,6 MF contre 2,4 MF en 1984. Ce bénéfice prend en compte, à concurrence de 0,8 MF, un profit provenant de l'application des règles fiscales relatives au report en arrière de l'impôt sur les bénéfices (carry back).

Le conseil propose à l'assemblée générale la mise en distribution d'un dividende de 10 F par action donnant droit à un avoir fiscal de 3 F, soit un revenu global de 13 F contre, respectivement, 8 F et 22,50 F pour l'exercice précédent, dividendes s'ajoutant à un capital augmenté au cours de l'exercice de 11 %.

Le président a rendu compte au conseil des mesures prises par la direction de la SMA pour faire face à la situation difficile créée par le chute des cours du tungstène. Il a précisé que, bien que ces mesures aient été pour l'instant efficaces, la situation de la SMA demeure préoccupante.

Enfin, le conseil a approuvé un projet de fusion-absorption par CMM de sa filiale à 81 %, ATG (industrie fine pour l'électronique et l'informatique). Cette opération est destinée à renforcer la structure financière des deux entreprises au moment où ATG, en plein développement, réalise un important programme d'investissement.

## Bourdaïs

**Siège Social**  
160-166, Bd. Haussmann  
75008 PARIS  
Tél. 45-02-11-89 +

Au cours de l'année 1985, BOURDAÏS INVESTISSEMENT, département spécialisé de BOURDAÏS S.A.,

conseil en investissement d'entreprise, a vendu à des investisseurs français et étrangers sur l'ensemble du territoire, pour 1 250 milliards de francs d'actifs immobiliers appartenant à des groupes industriels et commerciaux, ou construits par des promoteurs.

Ce montant de transactions correspond à plus de 10 % du volume global de l'investissement localisé réalisé en France par les investisseurs institutionnels français et étrangers, devant cette même période, en immobilier d'entreprise.

L'une des transactions les plus prestigieuses aura été la vente par BOURDAÏS INVESTISSEMENT, de la totalité de l'immeuble de Pub Renault sur les Champs-Élysées.

## Sicav du Crédit Mutuel

**Assemblées Générales Ordinaires du 27 mars 1986**

### Epargne Industrielle

L'Assemblée Générale Ordinaire, réunie le 27 mars 1986 sous la présidence de M. Gérard GALLICHON, Président du Conseil d'Administration, a entendu les rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes et approuvé les comptes qui lui étaient présentés.

Les sommes distribuables au titre de l'exercice 1985, s'élevaient à 103 980 057,58 F et permettent la distribution d'un dividende net de 28,33 F auquel s'ajoute un crédit d'impôt de 3,34 F soit un revenu global de 29,67 F.

Le Conseil d'Administration réuni à l'issue de l'Assemblée Générale a décidé la mise en paiement de ce dividende le 28 mars 1986.

Le dividende est ainsi ventilé :

- 13,11 F représentant la fraction des revenus des obligations françaises non indexées, assorties d'un impôt déjà payé au Trésor de 0,62 F ;
- 15,52 F représentant la fraction des revenus des obligations françaises non indexées, assorties d'un impôt déjà payé au Trésor de 0,62 F ;
- 1,04 F représentant la fraction des revenus des obligations françaises non indexées, assorties d'un impôt déjà payé au Trésor de 0,62 F ;
- 0,98 F représentant la fraction des revenus des obligations françaises non indexées, assorties d'un impôt déjà payé au Trésor de 0,62 F ;
- 0,54 F représentant le solde des revenus.

Les actionnaires pourront réinvestir le montant de leur dividende en actions de la société, en exonération totale de droit d'entrée pendant une période de trois mois à compter du 28 mars 1986.

Le Conseil d'Administration réuni à l'issue de l'Assemblée Générale a décidé la mise en paiement de ce dividende le 28 mars 1986.

Le dividende est ainsi ventilé :

- 38,93 F représentant la fraction des revenus des obligations françaises non indexées, assorties d'un impôt déjà payé au Trésor de 2,06 F ;
- 1,04 F représentant la fraction des revenus des obligations françaises non indexées, assorties d'un impôt déjà payé au Trésor de 2,06 F ;
- 0,54 F représentant le solde des revenus.

Les actionnaires pourront réinvestir le montant de leur dividende en actions de la société, en exonération totale de droit d'entrée pendant une période de trois mois à compter du 28 mars 1986.

Dépositaire : Caisse Centrale du Crédit Mutuel

## ACCOR

Profits 1985 en croissance de 25,5 %

Le conseil d'administration d'ACCOR, réuni le 15 avril 1986, a arrêté les comptes de l'exercice 1985.

Le volume d'affaires consolidé du groupe s'est élevé à 11 789 millions de francs, en progression de 19,6 % sur 1984, les activités internationales représentant 46,6 % de ce total.

Le bénéfice net consolidé, après impôt, part du groupe, s'établit à 208,5 millions de francs, contre 142 millions en 1984 ; hors éléments exceptionnels, il s'établit à 178,2 millions de francs, soit une augmentation de 25,5 %.

Compte tenu des actions émises par suite de conversions d'obligations et d'exercice de bons de souscription, le bénéfice net courant par action s'élève à 19,04 francs contre 16,11 francs en 1984, soit une croissance de 18,2 %.

La marge brute d'autofinancement de l'exercice s'élève à 546,8 millions de francs, en augmentation de 33 % sur 1984.

Au niveau de la société mère ACCOR, le chiffre d'affaires hors taxes s'élève à 1 035 millions de francs et le bénéfice net comptable s'établit à 85,8 millions de francs.

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale, qui sera réunie le 27 mai, la distribution d'un dividende de 5,80 francs par action (assort d'un avoir fiscal de 2,90 francs, soit un revenu global de 8,70 francs). Ce dividende est en progression de 18,4 % sur celui payé au titre de 1984.

L'ensemble des objectifs que le groupe s'était fixés pour 1985, tant en volume d'affaires qu'en résultat et

marge brute d'autofinancement, ont été atteints, voire dépassés.

1986 s'annonce FAVORABLEMENT. En hôtellerie traditionnelle, trente nouveaux hôtels s'ajouteront au parc existant, en France et dans le monde, parmi lesquels Sofitel à Chicago et Miami, Novotel à Madrid, Athènes, Zurich, Gand, Nonakchott, Cap-Vert, Louxor et Pattaya (Thaïlande), Ibis à Sao Francisco et Utrecht. Un nombre sensiblement équivalent d'hôtels seront mis en chantier.

En outre, dix hôtels une étoile formule un seront ouverts en 1986.

En restauration publique, trente-cinq nouveaux restaurants seront ouverts en 1986 ; en restauration collective, plus de cent cinquante nouveaux contrats doivent être signés. Le Ticket-Restaurant confortera sa position de leader mondial et dépassera le chiffre de cinq cents millions de titres émis.

On peut également citer :

- Le rachat à la Compagnie La Hérisse des actions qu'elle détenait dans la société Sphère (hôtels Ibis-Urbis), qui porte la participation du groupe dans cette société à 94,4 % ;
- L'acquisition par voie d'O.P.A. (conjointe avec la SARI et Bouygues) de la majorité du capital de la société de CNIT à Paris-La Défense ;
- La création d'une société de gestion de parcs de loisirs.

A l'issue du premier trimestre, le volume d'activité et les résultats de l'ensemble du groupe commencent une progression satisfaisante, supérieure aux objectifs annoncés.

## IMETAL

GRUPE IMETAL 1985

Le chiffre d'affaires consolidé des sociétés industrielles de l'IMETAL en 1985 s'élève à 8 milliards de francs contre 10,2 milliards de francs en 1984 ; la réduction provient essentiellement de la diminution du chiffre d'affaires enregistré par le groupe Ponsarroye et de celle de Copperweld, remplacée dans son exploitation en France française par la baisse du dollar.

Le résultat consolidé de l'ensemble industriel et commercial devrait, avant prise en compte des éléments exceptionnels, constituer un résultat net de 34 millions de francs et des provisions pour 34 millions de francs, le résultat de l'exercice s'établissant à 98,4 millions de francs contre 41,6 millions de francs en 1984.

Le conseil d'administration proposera d'affecter le résultat de 98,4 millions de francs aux réserves.

en compte de ces éléments exceptionnels, le résultat consolidé devrait être d'environ 280 millions de francs.

Pour la société IMETAL, le résultat courant est de 48,2 millions de francs contre 54,4 millions de francs en 1984 ; compte tenu de produits exceptionnels pour 50,2 millions de francs, différences entre notamment des plus-values de cessions ou d'apport d'actifs de 33,8 millions de francs et des provisions pour 34 millions de francs, le résultat de l'exercice s'établissant à 98,4 millions de francs contre 41,6 millions de francs en 1984.

Le conseil d'administration proposera d'affecter le résultat de 98,4 millions de francs aux réserves.

## COGIFI

Compagnie d'investissements français immobiliers

Le conseil d'administration de COGIFI, société immobilière d'investissement, s'est réuni le 15 avril 1986 afin d'arrêter les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1985.

Les recettes locatives de l'exercice 1985, y compris les indemnités compensatoires dues par l'Etat, se sont élevées à 97 770 000 F, contre 88 955 000 F, en progression de 9,9 % par rapport à celles de l'exercice précédent. Les recettes totales, qui comprennent les produits accessoires et les produits financiers, ont atteint 105 786 000 F.

Après dotation de 11 446 000 F aux comptes d'amortissements et de provisions, contre 9 905 000 F, le résultat courant s'établit à 71 201 000 F et le bénéfice net, compte tenu des charges et produits afférents aux exercices antérieurs, à 72 243 000 F contre 67 819 000 F.

An cours de l'exercice 1985, la société a réalisé un investissement d'un montant de 45 700 000 F dans l'acquisition de locaux à usage de bureaux situés à Noisy-Mont-Est, dans la ville nouvelle de Marne-la-Vallée. Ces locaux sont loués à la compagnie IBM.

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale ordinaire, convoquée pour le 12 juin 1986, la distribution d'un dividende par action de 22 F, contre 20,80 F l'année précédente.

Il proposera également à une assemblée générale extraordinaire convoquée pour le même jour une refonte des statuts de la société, afin notamment de les mettre en harmonie avec la réglementation actuelle. Cette assemblée aura également à statuer sur l'autorisation d'augmenter le capital social en une ou plusieurs fois, de son montant actuel à un montant maximum de 500 millions de francs.

## Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

**Sicav**

**Banque Populaire**

**UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE.**

**1823 guichets à votre service**

**Situation au 27.3.1986**

Actif net  
(en millions de francs)

Valeur liquidative  
de l'actif (en francs)

Dernier dividende  
mis en paiement  
(en francs)

Répartition de l'actif  
(en %)

Valeurs françaises

Valeurs étrangères

Autres emplois

Liquides

**Sicav actions**

Valeurs françaises

**FRUCTIFRANCE**

3 067,55

709,40

23,26  
(1985)

91,84

2,79

-

5,37

**A.A.A.**

Actions Agro-Alimentaire

245,16

640,58

-

91,52

5,21

-

3,27

Valeurs internationales

**PLANINTER**

392,27

870,48

26,19  
(1985)

51,22

44,21

-

4,57

Valeurs diversifiées

**VALOREM**

366,58

478,01

12,71  
(1985)

54,73

39,37

-

5,90

**FRUCTIVALOR**

472,20

447,24

15,73  
(1985)

54,55

42,44

-

3,01

**Sicav obligations**

Revenus trimestriels

**FRUCTIDOR**

380,74

249,35

5,00\*  
(acomptés)

96,82

2,16

-

1,02

**SICASDEN**

(Casden Banque Populaire)

154,39

754,41

15,00\*  
(acomptés)

82,70

-

-

17,30

Valorisation du capital

**FRUCTI-CAPI**

(Obligations françaises)

775,20

284,97

-

86,67

-

-

13,23

**FRUCTI-ECU**

(Obligations en monnaies  
composant l'Ecu)

503,46

541,93

-

52,28

41,81

-

5,91

Obligations de première catégorie

**FRUCTI-PREMIERE**

767,27

12.551,28

778,64  
(1985)

93,58

-

-

6,41

**Sicav court terme**

**FRUCTIVAR**

3.733,75

76.065,54

-

78,95

-

18,70

2,35

**FRUCTI-ASSOCIATIONS**

1.919,31

1.235,95

2,18

84,16

-

2,95

12,89

**VALORG**

(Casden Banque Populaire)

1.161,26

1.390,48

4,98  
(1985)

65,57

-

30,28

4,17

**PARNASSE VALOR**

(Casden Banque Populaire)

108,02

1.072,08

7,70

70,45

-

28,19

1,36







# Le Monde

## LE TAUX DE BASE BANCAIRE EST RAMENÉ À 10,10 %

A l'initiative de la BNP, le taux de base bancaire des établissements de crédit, qui sert à déterminer l'ensemble des conditions de prêt appliquées à la clientèle, a été ramené le 17 avril de 10,60 % (taux inchangé depuis le 20 novembre 1985) à 10,10 %. Cette décision, attendue depuis plusieurs jours, est conforme à l'engagement pris récemment par le ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, M. Edouard Balladur, à Washington (le Monde dans 13-14 avril) d'abaisser « avec prudence » le niveau des taux d'intérêt en France. Parallèlement, une détermination était également observée sur le marché monétaire, où le taux de l'argent au jour le jour contre effets privés était ramené à 7 3/4 % contre 8 1/8 % la veille.

### Bourse du matin

#### HAUSSE DES ACTIONS FORTE BAISSSE DU MATIF

En hausse de 1,3 % à l'ouverture de la séance du matin, les actions françaises se sont contentées d'afficher une avance de 0,46 % en clôture à 11 heures. Parmi les principales hausses, limitées entre 2 % et 3 %, on relevait Thomson-CSF, Michelin, L'Air liquide et Louis Vuitton tandis qu'à l'inverse, Dumez, Peugeot et Carrefour régressaient dans des proportions identiques. Sur le MATIF (marché à terme d'instruments financiers), les cotations ont dû être interrompues durant la matinée (elles devaient reprendre à 12 h 30) en raison d'une forte baisse (2 %) consécutive aux nouvelles dispositions concernant les coupons des Sicav court terme annoncées le 16 avril à l'issue du conseil des ministres (voir page 28).

### A LA BOURSE DE PARIS

Valeurs françaises négociées dans la matinée du 17 AVRIL  
Indicateur de séance (%) : + 0,46

VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Accor	436	446	436
Agence France	1555	1550	1550
Air Liquide S.A.	780	770	775
Alstom	470 50	480	477
Banque Paribas	1200	1215	1210
Banque	1000	1000	1000
Bouygues	1100	1110	1110
B.S.F.	3600	3700	3670
Carrefour	2400	2380	2350
Chemin de fer	1170	1200	1170
Ch. de fer	1000	1000	1000
Dumet	1255	1255	1230
E.S. Aquitaine	315	325	316
Elf	2520	2525	2520
Elf-Aquitaine	1418	1400	1410
Elf-Paris	1135	1180	1185
Elf-Strasbourg	2885	3000	3070
Elf-Val	1120	1120	1110
Elf-Hessland	2445	2540	2475
Elf-Matras	880	820	810
Elf-Orléans	3070	3030	3070
Elf-Rhône	1000	1000	1070
Elf-S.A.	1000	1000	1000
Elf-Sud	708	710	707
Elf-Toulon	980	980	980
Elf-Toulon	3250	3250	3250
Thomson-CSF	1130	1180	1180
Tout-C.F.P.	385	374	369
T.T.T.	2550	2550	2550
Veolia	590	590	590

Le numéro de « Monde » daté 17 avril 1986 a été tiré à 538891 exemplaires

TIREZ BIEN PLUS DE VOTRE  
**IBM PC**  
**ORDI**  
30 F chez votre marchand de journaux

## Légère augmentation du chômage au cours du mois de mars

M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, a rendu publics les chiffres du chômage, le 16 avril, pour la première fois depuis qu'il occupe ses fonctions. Les statistiques ont été présentées dans leur forme habituelle.

A la fin du mois de mars, selon les comptes de l'ANPE, il y avait 2 394 900 demandeurs d'emplois inscrits en données brutes, soit une diminution de 39 100 chômeurs (1,6 %) par rapport au mois précédent. En données corrigées des variations saisonnières, on estimait à 2 388 500 le nombre de personnes au chômage, soit une augmentation de 0,9 % sur le mois de février. Ce qui représentait 20 900 chômeurs de plus.

Comme à l'accoutumée, M. Lionel Stoléru, ancien secrétaire d'Etat de M. Giscard d'Estaing, a également publié son propre indice du chômage. Selon l'indicateur ARIES, le nombre de chômeurs serait de 3 117 700 personnes, soit 17 700 de plus que le mois précédent.

Par ailleurs, et comme chaque mois, l'UNEDIC vient de publier sa statistique sur le nombre de chômeurs indemnisés par le régime d'assurance-chômage. A la fin mars, on comptait 2 086 507 chômeurs et préretraités en cours d'indemnisation, soit 0,5 % de moins que le mois précédent. Si l'on y ajoute les personnes qui reçoivent une allocation

au titre du mois de mars avec effet rétroactif, l'UNEDIC estime que le nombre de chômeurs indemnisés était de 2 346 400.

### De nouveaux indicateurs

Le nouveau gouvernement allait-il ou non reprendre à son compte l'indicateur ARIES calculé par M. Lionel Stoléru, ou, comme tous les gouvernements précédents, d'avant et d'après 1981, s'en remettre aux éléments fournis par l'ANPE ? Dans un cas, il lui fallait admettre que le chômage frappait plus de 3 millions de Français et engager immédiatement une polémique avec l'opposition socialiste sur l'édifice. Dans l'autre, il abandonnait un argument beaucoup utilisé pendant la campagne électorale et dévalorisait un ami politique, devenu barbare, dont l'indicateur avait été adopté unanimement par le RPR et l'UDF en septembre 1985.

La position du gouvernement est nuancée. Dans une lettre adressée sur les conseils de M. Séguin à M. Edmond Malinvaud, directeur général de l'INSEE, le premier ministre demande à celui-ci « de conduire une mission de réflexion et de propositions sur ce sujet ».

Selon toute probabilité, compte tenu de la personnalité incontestable de M. Malinvaud, cette mission n'aboutira pas à la condamnation de

l'actuel indicateur, conforme aux normes internationales. Tout au plus pourrait-il s'agir de modifier la présentation des chiffres disponibles afin de les rendre plus explicites, comme le recommande d'ailleurs le BIT, déjà consulté à ce sujet par M. Stoléru et Delabarre. Il est, en effet, particulièrement difficile de suivre l'évolution des effectifs salariés ce qui permettrait de connaître instantanément les créations ou les suppressions d'emploi. D'autre part, l'ANPE ne recense que les demandeurs d'emploi, qui ne sont pas nécessairement les chômeurs indemnisés ou non indemnisés. On traite à part le travail à temps partiel, les travailleurs saisonniers et les travailleurs demandeurs d'un contrat à durée déterminée. Enfin, il existe des catégories intermédiaires, non définies. Pour celles-ci, le BIT préconise l'appellation de personnes en situation de « sous-emploi », qui nécessiterait une réglementation internationale rendant cohérentes les statistiques fournies par les différents pays. En France, il faudrait sans doute y faire figurer les chômeurs en formation, les jeunes placés dans des dispositifs d'insertion, les tucistes et les bénéficiaires d'un congé de conversion. En tout état de cause, cela aboutirait à la publication non pas d'un chiffre mais de plusieurs chiffres. C'est ce qu'admet M. Chirac quand il écrit que « les statistiques officielles de l'emploi suscitent controverses et interrogations », puis constate que « recensement principalment des demandeurs d'emploi à temps plein et à durée indéterminée, elles ne permettent sans doute plus d'appréhender de façon satisfaisante la réalité et la complexité du marché du travail ».

De son côté, M. Stoléru s'est déclaré satisfait « d'avoir obtenu gain de cause pour changer l'indice officiel » et a ajouté qu'il ne s'agit pas de « remplacer un indice de gauche par un indice de droite mais de remplacer un indice faux par un indice juste ».

Pour autant, M. Stoléru n'a pas l'intention d'abandonner sa propre méthode de calcul, qui a pour effet de faire disparaître les conséquences statistiques d'une politique de l'emploi ou de mesures de traitement social du chômage. Pour sa part, il comptabilise les préretraités, les retraités « forcés », les jeunes maintenus dans le système scolaire et les « radicaux » de l'assurance chômage. « Quel qu'il arrive, dit-il, l'indicateur ARIES sera publié chaque mois et jouera, comme par le passé, le rôle de « grand témoin », de caution de la vérité du langage sur le chômage ».

ALAIN LEBEAUE.

## LES DOUZE ET LA CRISE AMÉRICANO-LIBYENNE « Tout doit être fait pour éviter une nouvelle action militaire »

Les ministres des affaires étrangères des douze pays de la CEE se sont déclarés « convaincus », le jeudi matin 17 avril à Paris, que « tout doit être fait pour éviter une nouvelle action militaire » dans l'affrontement américano-libyen.

Cette déclaration a été faite par le ministre néerlandais des affaires étrangères, M. Hans Van den Broek, président en exercice de la CEE, à l'issue d'une réunion d'une heure trente des douze ministres, avant l'ouverture des travaux de l'OCDE.

Les Douze ont également décidé d'« accélérer la mise en œuvre des décisions » qu'ils avaient arrêtées, lundi dernier, à La Haye, pour lutter contre le terrorisme. Ces décisions visent notamment à réduire les effectifs des missions diplomatiques libyennes en Europe occidentale et à contrôler plus sévèrement l'octroi des visas d'entrée dans les pays de la CEE.

Les Douze ont également manifesté leur souci de parvenir à une « désescalade », ainsi que l'a indiqué M. Van den Broek en appelant « toutes les parties » à faire preuve de « modération ».

Il ont également réitéré leur volonté de s'attaquer « vigoureu-

ment » au problème du terrorisme et ont tenu à souligner que le « terrorisme international » est à l'origine de la situation qui prévaut actuellement en Méditerranée centrale, a ajouté le ministre néerlandais des affaires étrangères.

Estimant que la lutte contre le terrorisme doit faire l'objet d'une large coopération internationale, ils ont également décidé d'« intensifier leur action diplomatique » en direction des pays arabes, des Etats-Unis, de l'Union soviétique, des pays d'Europe de l'Est et de la présidence du mouvement des non-alignés, exercée actuellement par l'Inde, a poursuivi M. Van den Broek. Il a enfin tenu à souligner qu'au moment de leur réunion de lundi à La Haye aucun ministre présent ne savait de manière « précise » qu'une opération militaire était sur le point d'intervenir contre la Libye.

A l'issue de la réunion, tous les ministres, à l'exception du secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe, ont posé pour les photographes et les caméras de télévision. Sir Geoffrey Howe, a-t-on précisé de source diplomatique, avait dû regagner Londres d'urgence pour une réunion de cabinet.

## Paris dément officiellement l'expulsion d'un commando du Fatah annoncée par Washington

Washington et Paris jouent-ils au poker menteur ? C'est la question que l'on peut se poser à la lecture d'un document officiel diffusé par l'ambassade des Etats-Unis à Paris. En annonçant la déclaration télévisée du président Reagan, le soir de l'attaque américaine contre la Libye, ce texte reproduit, sous le titre « l'escalade du terrorisme », un « document d'accompagnement de la Maison Blanche » daté du lundi 14 avril.

Faisant l'inventaire du rôle de la Libye dans le terrorisme international, ce texte rappelle l'expulsion par la France, le 6 avril, de deux membres du bureau du peuple libyen de Paris qui étaient mêlés à un projet d'agression contre l'ambassade des Etats-Unis. Un nord-africain et plusieurs complices devaient attaquer le groupe de personnes attendant la délivrance d'un visa devant les services consulaires le 28 mars.

Jusqu'à là, il ne s'agit que d'un rappel. Mais la suite semble une révélation : « Six jours après, la France a encore expulsé les dix-sept membres de deux commandos du Fatah, recrutés par la Libye, pour mener une autre opération encore contre les Etats-Unis à Paris. » Or cette information était démentie, ce jeudi matin, après des services policiers français. Officiellement, confie-on place Beauvau, « le ministère de l'Intérieur ne fait aucun commentaire ». Mais officiellement, des sources fiables assurent que la nouvelle est « complètement bidon » : « Vous nous apprenez

quelque chose qu'on ignore complètement ».

L'information américaine est imprécise, dans la mesure où l'on ne sait si elle vise le Fatah officiel de Yasser Arafat ou le Fatah « conseil révolutionnaire », section dirigée par le terrorisme international. Abu Nidal. Certes, après le départ des deux diplomates libyens déclarés personnes non grata, on n'excluait pas à Paris de nouvelles expulsions. Et l'on assure que les enquêtes menées en permanence par la DST pourraient conduire à de nouvelles « dispositions » de ce genre. On dément donc la charrette de dix-sept terroristes supposés, considérée pourtant comme un fait acquis à Washington.

### Dans l'audiovisuel

#### M. LÉOTARD : « PAS DE CHASSE AUX SORCIÈRES »

« Il n'y aura pas de chasse aux sorcières mais il y aura une pêche aux talents » dans le domaine de l'audiovisuel. Telle est la réponse faite par M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication à une question de M. Georges Sarre (PS) lors de la séance de l'Assemblée nationale, mercredi 16 avril. Le député socialiste de Paris s'était inquiété des changements de personnes à la radio et à la télévision.

## Mort de Louis Périllier ancien résident général en Tunisie

M. Louis Périllier, ancien résident général de France en Tunisie, et ancien député de l'Yonne, est décédé à l'hôpital militaire du Val-de-Grâce. Il était âgé de quatre-vingt-six ans. Ses obsèques auront lieu dans l'intimité.

Né à Nîmes le 1<sup>er</sup> avril 1900, Louis Périllier, engagé volontaire en 1918, ancien de Saint-Cyr, avait quitté l'armée comme capitaine en 1934 pour l'administration préfectorale. En novembre 1940, il est secrétaire général de la préfecture d'Alger. Après le débarquement allié du 8 novembre 1942, il reprend l'uniforme, puis en 1943 devient secrétaire général du commissariat à l'Intérieur, préfet de Constantine, et, en 1944, d'Alger. Après avoir occupé divers postes préfectoraux en France, il est nommé, en juin 1950, résident général de France en Tunisie, poste qu'il occupe à une époque difficile, jusqu'en 1952. En 1953,

il devient conseiller maître à la Cour des comptes et reprend sa carrière préfectorale. En 1958, préfet régional (ligame) de Toulouse, il s'oppose au général Michel, commandant la 5<sup>e</sup> région militaire et chef de l'opération clandestine « Résurrection », et doit quitter ses fonctions après l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle. Homme de gauche, proche de François Mitterrand, il se présente le 30 novembre 1958 aux élections législatives dans la Nièvre. En 1967, il est élu député de l'Yonne sous les couleurs de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste. Il ne sera pas réélu en 1968. Il devient ensuite secrétaire général du Mouvement réformateur puis rejoint les radicaux de gauche en 1972 ; il préside l'association France-RDA. Il milite dans les organisations mondialistes. En 1980, il anime l'Association démocratique des Français à l'étranger.

### Sur CFM

à Paris (89 MHz)  
à Lyon (100,3 MHz)  
à Bordeaux (101,2 MHz)  
à Nantes-Saint-Nazaire (94,8 MHz)  
à Limoges (102,1 MHz)  
à Toulouse (88,6 MHz)  
à Caen (103,2 MHz)  
à Brive (90,9 MHz)  
à Saint-Etienne (96,6 MHz)  
à Montpellier (88,8 MHz)  
à Strasbourg (100,9 MHz)  
à Douai (97,1 MHz)  
à Valenciennes (97,1 MHz)  
à Lens (97,1 MHz)

VENDREDI 18 AVRIL  
de 19 heures à 19 h 30  
**FRANCE ROCHE**  
sans face au « Monde »  
avec ALAIN WOODROW  
et FRANÇOIS KOCH

Chaque mardi et chaque vendredi, à 8 h 27, la chronique placée de CFM, réalisée avec le Cédif lyonnais.

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel  
36-15-91-77 + ISLM

**VENDEZ**  
TOUTE L'ANNÉE  
**LIVRES - DISQUES**  
ALA  
**SACELP**

2, rue de l'Ecole-de-Médecine  
angle 26, BOULEVARD SAINT-MICHEL  
Tél. : 30-49-02-43 75006 Paris  
M. Odéon - RER Luxembourg

**LE BYBLOS** à ajouté des maisons à son « VILLAGE » de ST TROPEZ  
PHONE : 94.97.00.04 / TEL. 470.255 / 83.990



afin de mieux vous accueillir.

une expansion galopante  
**La correspondance**  
« confidentielle »  
**par micro - ordinateur...**

En quelques secondes, en France comme dans le monde entier, c'est la façon la plus sûre de la communication d'aujourd'hui grâce à MISSIVE, la messagerie électronique.  
\* ou MINTEL

Renseignements et documentation à :  
F.R.R. - 124, rue Bismarck  
75002 PARIS - Tél. : 42 96 14 77

A l'aide d'un simple petit terminal, vous pouvez vous connecter dans le monde. MISSIVE vous permet de correspondre confidentiellement 24 h sur 24. Gagnez sur 2 fronts : économie et rapidité avec MISSIVE, l'avant-garde de la communication.

**MISSIVE**  
MESSAGERIE ELECTRONIQUE

## AUJOURD'HUI... LE NOUVEAU

**GLOBE**  
N 6 CHEZ TOUS LES MARCHANDS DE JOURNAUX

afin de mieux vous accueillir.

**MEYROWITZ,**  
**L'OPTICIEN**  
**DES GRANDS NOMS**  
**DE LA POLITIQUE**  
*Meyrowitz*  
MEYROWITZ OPTICIEN, L'AUTRE FAÇON DE VOIR  
5 RUE DE CASTIGLIONE 75001 PARIS. TEL. 42.61.40.67  
A B C D E F G

**PROMOTION**  
**"SPECIAL PRINTEMPS"**  
**CONDITIONS**  
**EXCEPTIONNELLES**  
Sur tous les instruments en stock  
du samedi 19 avril au samedi 3 mai 1986  
**hamm**  
135-139, rue de Rennes Paris 6<sup>e</sup> - Tél. : 45.44.38.66  
Parking à proximité.

Services liés